

lère Conférence
Oslo, 15-17 juin 1976

Boekmanstichting - Bibliotheek
Herengracht 415
1017 BP Amsterdam
Tel. 6243739

RESOLUTION N° 1

sur la politique culturelle comme réponse au défi que pose
la société moderne

Les Ministres européens responsables de la culture, réunis à
Oslo les 15, 16 et 17 juin 1976,

CONSIDÉRANT que le défi que posent à la politique culturelle nos
sociétés modernes appelle un ensemble d'actions publiques d'ordre
culturel et que les Gouvernements ont, au cours de la dernière décennie,
pris peu à peu conscience de la nécessité d'une politique culturelle
cohérente et élaborée en tant qu'élément essentiel de leur
politique d'ensemble ;

CONSCIENTS des transformations rapides que connaissent nos
sociétés du fait notamment de l'industrialisation, de l'urbanisation, de
l'éducation généralisée, des mass media etc. et des bouleversements
qu'elles entraînent pour la vie de famille, les valeurs traditionnelles,
les croyances religieuses, etc. ;

CONSIDÉRANT que la croissance provoquée par notre civilisation
industrielle ne s'est pas accompagnée d'un progrès qualitatif
dans la société et qu'un respect renouvelé de la liberté individuelle
et des valeurs humaines s'impose ;

CONSCIENTS qu'il subsiste des inégalités d'ordre éducatif, éco-
nomique, social et régional dont les effets néfastes se sont sentis
dans la politique culturelle, de sorte que certains sont incapables de
tirer un parti créateur de l'amélioration des conditions économiques
et du développement des loisirs et, par conséquent, de bénéficier
des mesures déjà prises par les pouvoirs publics ;

CONSIDÉRANT que de nombreux groupes sociaux se sentent
empêchés de jouer un rôle actif dans la vie culturelle de la commu-
nauté et qu'ils éprouvent le sentiment d'être isolés et rejetés ;

CONSCIENTS des dangers que diverses pressions commerciales
représentent pour le développement intellectuel des individus et le
progrès des cultures nationales ;

CONSCIENTS que les mass media peuvent contribuer à accen-
tuer l'uniformité des produits et des goûts et susciter une attitude
passive ;

CONSCIENTS que l'environnement esthétique est gravement at-
teint par divers facteurs économiques à tel point que le laisser-aller
et la dégradation constituent un problème urgent,

ADOPTENT LES PRINCIPES DE POLITIQUE CULTURELLE
SUIVANTS :

- I. La politique sociale d'ensemble doit avoir une dimension cul-
turelle axée sur le développement des valeurs humaines, l'égalité, la
démocratie et l'amélioration des conditions de vie, notamment en
garantissant la liberté d'expression et en offrant les moyens qui per-
mettent d'en bénéficier réellement.
- II. La politique culturelle doit être considérée comme un élément
indispensable des responsabilités gouvernementales et s'élaborer en
liaison avec les politiques de l'éducation, des loisirs, du sport et des
activités de plein air, de l'environnement, des affaires sociales, de
l'urbanisme, etc.
- III. La politique culturelle ne doit plus se borner à des mesures vi-
sant à développer, à promouvoir et à vulgariser les arts ; il faut, en
reconnaissant la pluralité de nos sociétés, lui conférer une dimension
supplémentaire exaltant le respect de la dignité individuelle, des va-
leurs spirituelles, des droits des groupes minoritaires et de leur ex-
pression culturelle. Dans le cadre de cette démocratie culturelle, un
effort particulier s'impose en faveur des groupes jusqu'ici défavorisés.
- IV. La politique culturelle doit comporter un aspect novateur et en-
courager le développement d'une vaste gamme d'activités socio-
culturelles nouvelles afin que tous puissent participer activement à
la vie culturelle de leur communauté, ce qui contribuera notamment
à rapprocher les générations.
- V. Il faut promouvoir les activités culturelles visant un public spéci-
fique notamment pour les populations des zones rurales ou faiblement
peuplées, les travailleurs manuels, etc. et assurer la mise en place
des installations nécessaires à ces activités, par exemple en encoura-
geant l'usage de nouveaux circuits de distribution, en favorisant de
nouvelles techniques et en offrant, sur le plan local, une large gamme
de bâtiments, soit en les édifiant spécialement, soit en utilisant les
bibliothèques, les écoles, les salles de réunion, etc.
- VI. La politique culturelle, qui présente un important aspect éducatif,
doit, en particulier, d'une part fournir de nouveaux moyens de per-
mettre aux enfants d'exercer leurs facultés créatrices, et de parvenir

ainsi à l'épanouissement de leur potentiel culturel et d'autre part, susciter une nouvelle sensibilité esthétique à l'égard de l'environnement.

VII. Il importe d'encourager une attitude plus critique face aux produits des media et de veiller à ce que les intéressés se voient offrir un grand choix de produits et puissent s'exprimer à travers les différents media.

VIII. La politique culturelle se doit en particulier de combattre les effets négatifs de la commercialisation d'une production culturelle de masse, notamment en offrant des variantes de qualité, en suscitant une grande variété de produits et en tirant un meilleur parti des ressources propres de chaque communauté culturelle.

RESOLUTION N° 2

sur la politique culturelle en tant que moyen d'améliorer la qualité de la vie dans les communautés urbaines et rurales

Les Ministres européens responsables de la culture, réunis à Oslo les 15, 16 et 17 juin 1976

CONSCIENTS de la diversité de l'administration locale dans les Etats membres ainsi que de la différence dans les divers pays des rapports entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux et régionaux ;

CONVAINCUS toutefois qu'une politique culturelle efficace et démocratique menée au niveau local dans le cadre de la politique sociale générale offre à l'ensemble de la population une chance réelle et concrète d'avoir un libre accès à la culture et d'y participer activement (démocratie culturelle) ;

SOUHAITANT que les collectivités locales soient dotées de pouvoirs d'initiative et d'exécution aussi larges que possibles qui leur permettent de pratiquer une politique culturelle active dans les communautés urbaines et rurales ;

CONSIDERANT les rapports du CCE établis en vue de la Conférence (« La démystification de la culture : animation et créativité », par Finn Jor, « Les politiques culturelles des villes » par Stephen Mennell et « Towards cultural democracy » par J. A. Simpson), les résultats obtenus jusqu'ici dans le cadre du projet sur l'animation socioculturelle et celui des 14 villes, ainsi que les expériences et les idées nouvelles développées dans ces études quant à l'organisation des activités culturelles au niveau local ;

PRECONISENT les moyens suivants grâce auxquels la politique culturelle peut être utilisée pour améliorer la qualité de la vie dans les collectivités tant urbaines que rurales ;

- encourager les pouvoirs locaux et régionaux à assumer une plus large responsabilité dans la détermination et la mise en œuvre d'une politique de la culture, à mettre en place les rouages administratifs nécessaires et à consacrer à cet effet, les ressources financières indispensables ;

- réserver des locaux aux activités culturelles, notamment en développant l'usage polyvalent des bâtiments existants et les possibilités offertes par la conservation intégrée conformément aux principes de la Déclaration d'Amsterdam ;

- assurer la disponibilité d'animateurs suffisamment nombreux et convenablement formés pour promouvoir au niveau local les activités artistiques d'amateurs et d'autres formes d'action culturelle et socio-culturelle ;

- encourager et aider les groupes volontaires menant des activités culturelles au niveau local ;

- étudier les moyens d'utiliser les media tels que les réseaux régionaux et locaux de radio et de télévision comme outils de la politique culturelle ;

SOULIGNENT que la politique culturelle au niveau local doit se préoccuper en particulier :

- de permettre, par une politique cohérente d'animation socio-culturelle, à toutes les composantes de la population de participer aux processus de changement qui les touchent ;

- des formes d'activité culturelle découlant des traditions ainsi que des besoins locaux et régionaux, susceptibles ainsi d'exalter l'identité communautaire ;

- des mesures variées et adéquates propres à inciter les groupes qui ont des difficultés particulières (par exemple les migrants, les handicapés, les habitants des zones faiblement peuplées et les ouvriers travaillant en équipe), à participer aux activités culturelles ;

- de promouvoir les activités culturelles chez les jeunes en leur offrant davantage de produits culturels de haute qualité et en améliorant l'enseignement artistique ;

- d'adopter et d'encourager des méthodes et des formes d'activité culturelle novatrices et expérimentales.

RECOMMANDENT au Conseil de l'Europe, en ce qui concerne quelques-uns des domaines prioritaires de la future coopération intergouvernementale en la matière,

- de poursuivre ses travaux sur l'animation socioculturelle en vue d'améliorer les politiques dans ce domaine à partir d'une évaluation des efforts déjà entrepris par les gouvernements ;
- de continuer à étudier les politiques du développement culturel au niveau local en prenant pour modèle, le cas échéant, le projet des 14 villes ;
- l'étude des moyens d'établir un système pour l'échange au niveau européen d'informations sur les projets d'animation socio-culturelle et sur les questions qui intéressent les responsables de la politique culturelle au niveau local ;
- l'étude des moyens de développer les systèmes actuels qui permettent aux travailleurs culturels et aux animateurs, ainsi qu'à leurs formateurs, de recevoir à l'étranger une partie de leur formation.

RESOLUTION N° 3

sur « La culture et l'enfant »

Les Ministres européens responsables de la culture, réunis à Oslo les 15, 16 et 17 juin 1976,

DESIREUX

- d'assurer à tous l'accès à la culture et la participation à la vie culturelle,
- de souligner combien il importe de se préoccuper davantage des groupes qui jusqu'ici ont été les moins favorisés à cet égard,
- d'adopter des mesures permettant de pallier les abus du commercialisme,

CONSCIENTS du fait

- que les enfants constituent un groupe distinct ayant ainsi ses besoins culturels propres,
- que ces besoins doivent bénéficier de l'attention qu'ils méritent lors de l'élaboration des politiques culturelles nationales,
- que ces besoins, à part les réponses que les enfants eux-mêmes leur ont toujours trouvées, sont largement couverts par la production de masse des industries culturelles.

NOTANT

- que l'on ne saurait traiter isolément la politique culturelle en faveur de l'enfant, mais qu'il faut l'intégrer à la politique globale de développement culturel,
- que l'un des premiers buts de cette politique — à savoir la promotion de l'épanouissement de l'individu en vue de sa participation active à la vie de la collectivité — a une implication particulière lorsqu'il s'agit de l'enfant,
- que les organisations pour les jeunes sont utiles au moment de l'élaboration des politiques concernant les enfants, afin qu'ils puissent eux-mêmes participer à ce processus, et
- que de nombreux pays sont sur le point d'élaborer des politiques visant le développement culturel des enfants.

RECOMMANDENT que dans le cadre de la coopération culturelle européenne les Etats membres procèdent à des échanges d'idées et d'expériences en vue en particulier de :

- I. créer dans les institutions éducatives et culturelles ainsi que dans des cadres autres les conditions favorables au développement des facultés créatrices de l'enfant et de ses possibilités d'expression ;
- II. encourager la création d'œuvres d'art de façon à assurer dans tous les domaines artistiques une plus grande variété de produits et de services culturels destinés aux enfants ;
- III. garantir une large diffusion de ces produits par la mise en place des circuits de distribution appropriés et d'assurer aux artistes, aux enseignants et aux autres intéressés des conditions de travail satisfaisantes.

RESOLUTION N° 4

sur « L'encouragement à la création artistique »

Les Ministres européens, responsables de la culture, réunis à Oslo les 15, 16 et 17 juin 1976,

CONSIDERANT que toute politique culturelle visant à répondre au défi posé par une société en changement doit être liée au développement de la créativité et à la stimulation de la création artistique,

CONSIDERANT qu'il importe d'encourager chaque citoyen à s'exprimer, à communiquer et à exercer ses facultés créatrices dès l'enfance,

CONSIDERANT qu'il est également important que les artistes soient en mesure de contribuer à ce développement plus large et d'avoir un impact sur l'environnement,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'assurer la qualité des arts offerts au public,

CONSIDERANT la nécessité de fournir les meilleures conditions possibles à la création des œuvres d'art,

ESTIMANT que la vie artistique doit être intimement liée aux autres secteurs de la vie sociale, l'indépendance et la liberté d'expression des artistes étant sauvegardées.

NOTANT que les circonstances dans lesquelles travaillent la plupart des artistes les empêchent de profiter des mêmes conditions sociales et juridiques, des mêmes conditions et niveaux de vie que d'autres catégories de travailleurs,

CONSIDERANT enfin que l'amélioration de cette situation fait obligatoirement partie de la politique de démocratie culturelle qui englobe la protection de la liberté d'expression l'encouragement à l'innovation et l'intégration de l'art dans la vie quotidienne,

DECIDENT de promouvoir les lignes d'action suivantes :

- I. une meilleure utilisation par les différents secteurs de la société des services et des œuvres que peuvent fournir les artistes sans oublier toutefois le caractère spécifique de leur vocation propre,
- II. une rémunération meilleure et plus diversifiée de ces services et de ces œuvres (ex. : rémunération pour la participation à l'activité sociale, scolaire et culturelle au sens large, occasions supplémentaires de commandes et d'emplois) et le recours à des procédures contractuelles chaque fois que ce travail de l'artiste est en jeu,
- III. rapprocher et aligner autant que possible les avantages sociaux, allocations de chômage, retraites, des artistes professionnels avec ceux d'autres catégories de travailleurs, tout en tenant compte des conditions spécifiques de la création artistique,
- IV. prévoir des dispositions fiscales tenant compte des aspects spécifiques de la production artistique,
- V. mettre en œuvre et étendre des systèmes de subventions et autres méthodes d'aide aux artistes, et plus particulièrement à

l'intention de ceux d'entre eux œuvrant dans des domaines qui ne leur permettent pas d'avoir des revenus immédiats suffisants,

- VI. reconnaître les avantages que présentent des organes spécialisés comprenant des artistes, indépendants des gouvernements et dont les membres sont désignés pour une période limitée,
- VII. associer les artistes aux projets d'urbanisme et d'architecture, dès le stade de leur conception, ainsi qu'à l'amélioration du cadre de la vie et en particulier de la vie de travail,
- VIII. encourager les artistes à collaborer avec les groupes sociaux les plus variés, en particulier les artistes amateurs,
- IX. faire une plus large part à l'enseignement artistique et esthétique dans les programmes des établissements d'éducation et de formation ainsi que dans les activités des associations d'éducation des adultes et sensibiliser davantage le public à la contribution que l'art sous toutes ses formes peut apporter à la qualité de la vie,
- X. faciliter la participation des artistes dans les institutions d'enseignement à tous les niveaux et dans les activités de loisirs,
- XI. prendre des mesures afin de contrecarrer l'utilisation de l'art à des fins de spéculation mercantile.

CONVIENNENT par ailleurs qu'il y a intérêt à mener des enquêtes scientifiques sur les conditions socio-économiques de la vie des artistes,

PRENNENT acte de la Résolution 624 (1976) de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe relative au renouveau démocratique des arts du spectacle suivant les principes généraux énoncés ci-après :

- a. les arts du spectacle devraient être plus accessibles, plus faciles à connaître et davantage liés aux mouvements créateurs de la société ;
- b. le public devrait être encouragé à jouer un rôle plus actif dans ce domaine ;
- c. des moyens doivent être recherchés afin de développer la participation des artistes du spectacle dans l'examen de toutes les questions relatives à leur profession ;
- d. l'Etat doit entreprendre d'urgence une action pour la survie de la liberté d'expression culturelle en Europe occidentale, en tenant compte à la fois de l'art et du public ;
- e. la perpétuation des arts du spectacle dépend particulièrement de cette aide de l'Etat.

RECOMMANDENT au Conseil de l'Europe de poursuivre les études sur les aides publiques à la création dans le domaine des arts plastiques et de les étendre en appliquant la même méthode successivement aux domaines de la musique, de la littérature, du théâtre, du cinéma, de la photo, de la télévision et de l'architecture.

RESOLUTION N° 5

sur « La diffusion artistique »

Les Ministres européens responsables de la Culture réunis à Oslo les 15, 16 et 17 juin 1976,

CONSIDÉRANT que les ressources de création littéraire, musicale, chorégraphique, plastique et audiovisuelle des divers pays d'Europe ne doivent pas rester cloisonnées à l'intérieur de frontières nationales que ne connaît pas la culture, mais qu'elles doivent, au contraire, être proposées à toutes les villes d'Europe qui le désirent ;

DECIDENT de mettre à l'étude la création d'un système européen de diffusion artistique qui sera chargé de proposer au libre choix des villes et des institutions des divers pays des manifestations artistiques qui proviendront de tous les pays d'Europe et pourront se déplacer à un coût raisonnable ;

RECOMMANDENT au Conseil de l'Europe d'étudier avec le Gouvernement français les moyens d'étendre à l'Europe l'expérience menée par l'Office de diffusion artistique existant qui a déjà commencé à jouer ce rôle.

RESOLUTION N° 6

sur « La Coopération Culturelle Européenne »

Les Ministres Européens responsables de la Culture, réunis à Oslo les 15, 16 et 17 juin 1976

CONSIDÉRANT que les problèmes posés par la définition et le développement des politiques culturelles et par la gestion des affaires culturelles sont analogues ou voisins dans la plupart des pays d'Europe et qu'ils appellent concertation, coopération et information mutuelle ;

RECONNAISSANT la diversité des instruments de la coopération culturelle internationale ;

SE FELICITANT de l'existence d'un organe européen pour répondre aux besoins spécifiques des Etats signataires de la Convention Culturelle Européenne ;

ESTIMENT qu'ils doivent exercer une influence directe sur la définition des zones de problèmes et sur le choix des orientations de la coopération culturelle européenne,

DECIDENT de se réunir régulièrement dans le cadre de la Convention Culturelle Européenne en maintenant des relations spéciales avec le Conseil de l'Europe afin de prendre des mesures nouvelles de collaboration qu'ils jugeront opportunes, pour examiner l'état des travaux engagés au titre de leurs résolutions antérieures et pour coordonner leur action avec celles des Organisations internationales et des Conférences des Ministres œuvrant dans le même domaine ;

DECIDENT d'assurer sur le plan national la coordination nécessaire à la coopération culturelle européenne,

SOUHAITENT qu'une place plus grande soit réservée à la partie culturelle du programme du Conseil de la Coopération Culturelle en lui donnant sa véritable dimension socioculturelle telle qu'elle est explicitée dans la Résolution N° 1, en mettant au point des méthodes de coordination de la politique culturelle proprement dite avec les politiques des autres secteurs de la vie sociale et en assurant la diffusion des résultats des recherches et expériences auprès des Etats signataires de la Convention et auprès des milieux intéressés ;

PRECONISENT parmi les méthodes de travail qui leur semblent les plus fructueuses :

- la mise en œuvre d'études ou d'expériences coordonnées dans l'ensemble des Etats signataires de la Convention ou de projets spéciaux auxquels participe un groupe d'Etats finançant eux-mêmes le projet ;
- la mise en commun des expériences novatrices ;

CONSTATENT AVEC SATISFACTION que la coopération culturelle européenne dispose

- d'une base juridique : la Convention Culturelle Européenne ouverte à l'adhésion d'Etats non membres,
- d'un Fonds culturel alimenté par des sources de financement variées,

— d'un organe unique d'application de la Convention et de gestion du Fonds : le Conseil de la Coopération Culturelle, qui

- dispose de son autonomie pour la planification, la mise en œuvre et l'évaluation de son programme ;
- recouvre les domaines interdépendants de l'éducation, de la culture et du sport,
- garantit en son sein la participation de plein droit de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ;

AFFIRMENT en conclusion leur volonté d'intensifier leur coopération.

RESOLUTION N° 7

sur « La diffusion de l'information »

Les Ministres Européens responsables de la Culture, réunis à Oslo les 15, 16 et 17 juin 1976,

NOTANT AVEC SATISFACTION l'ampleur des travaux que le Conseil de l'Europe a réalisés depuis dix ans, notamment dans les domaines du patrimoine architectural, de l'animation, de l'utilisation culturelle des media, et plus généralement de la gestion des affaires culturelles ;

REGRETTANT que la diffusion de ces travaux auprès des responsables culturels de tous niveaux ne soient pas à la mesure de leur qualité, et qu'ainsi des techniques de gestion, des expériences réussies et un capital de réflexions communes restent inexploités, alors que de nombreuses innovations sont en cours dans différents pays ;

RECOMMANDENT au Conseil de l'Europe de consacrer une part plus importante de ses moyens à l'information des Etats membres :

- en recueillant systématiquement l'information pertinente auprès des ministères nationaux concernés, notamment de tous renseignements chiffrés relatifs à la gestion des affaires culturelles et en organisant la structuration de la documentation ainsi réunie,
- en analysant les expériences nouvelles notamment dans le domaine des nouveaux media, de l'action culturelle en milieu scolaire, de l'animation décentralisée,
- en rediffusant sans délai l'information recueillie auprès d'un réseau de correspondants qualifiés, par un jeu de brochures périodiques brèves et de publications attrayantes.

RESOLUTION N° 8 *

sur « Les travailleurs migrants »

Les Ministres européens responsables de la Culture, réunis à Oslo les 15, 16 et 17 juin 1976,

RECONNAISSANT qu'au cours des vingt dernières années les travailleurs migrants ont apporté une grande contribution au développement économique de l'Europe et constitué de nouvelles communautés socioculturelles au sein de l'Europe ;

RAPPELANT que tout doit être fait pour créer les conditions du libre accès de chaque individu à la culture ;

CONSTATANT que les conditions actuelles en ce qui concerne la vie culturelle des travailleurs migrants sont loin de répondre à leurs besoins ;

AFFIRMENT leur intérêt pour qu'une coopération soit établie entre les pays intéressés dans le cadre des accords bilatéraux et multilatéraux, en vue d'assurer la continuité des liens des travailleurs migrants avec leurs cultures nationales, et en vue d'assurer également l'enrichissement de la culture nationale par l'apport des cultures des migrants et l'accès de ceux-ci à la culture des pays hôtes ;

SOUHAITENT que les organes compétents du Conseil de l'Europe se saisissent de ces problèmes.

1st Conference
Oslo, 15-17 June 1976

RESOLUTION No. 1

on "the challenge to cultural policy in our changing society".

The European Ministers with responsibility for Cultural Affairs meeting at Oslo on 15, 16 and 17 June 1976,

CONSIDERING that the challenge to cultural policy in our changing society calls for public action of various kinds in the cultural sphere, and that governments have come gradually over the past decade to realise the need for a carefully worked-out and coherent cultural policy as an essential part of policy as a whole;

BEARING IN MIND the rapid nature of the changes which our societies are undergoing, based on the effects, inter alia, of industrialisation, urbanisation, generalised education, the mass media, etc., and the resulting upheavals in family life, traditional values, religious beliefs, etc.;

CONSIDERING that the growth produced by industrial civilisation has not had as a concomitant a qualitative improvement in society, and that there is a need for a renewed respect for individual liberty and human values;

AWARE OF THE FACT THAT inequalities of an educational, economic, social and regional nature continue to exist with pernicious effects on cultural policy, so that some people are not able to make creative use of increasing economic welfare and leisure time and thus benefit from the measures taken by public authorities in the past;

CONSIDERING that many sections of society feel themselves excluded from taking an active role in the cultural life of the communities, and feel isolated and rejected;

AWARE of the dangers which various commercial pressures can have for the intellectual development of individuals and the growth of national cultures;

CONSCIOUS that the mass media can lead to a growing uniformity of products and taste and to a passive attitude;

CONSCIOUS that the aesthetic environment is seriously affected by a number of economic factors, so that its neglect and decay is a pressing problem.

ADOPT THE FOLLOWING PRINCIPLES FOR CULTURAL POLICY:

I. Policy for society as a whole should have a cultural dimension stressing the development of human values, equality, democracy and the improvement of the human condition, in particular by guaranteeing freedom of expression and creating real possibilities for making use of this freedom.

II. Cultural policy should be regarded as an indispensable part of governmental responsibility and should be worked out in conjunction with policies for education, leisure and recreation and sport, the environment, social affairs, town planning, etc.

III. Cultural policy can no longer limit itself exclusively to taking measures for the development, promotion and popularisation of the arts; an additional dimension is now needed which by recognising the plurality of our societies, reinforces respect for individual dignity, spiritual values and the rights of minority groups and their cultural expressions.

In such a cultural democracy, special efforts must be made on behalf of disadvantaged and hitherto underprivileged groups in society.

IV. There should be an innovative aspect in cultural policy and encouragement for the development of a wide range of new socio-cultural activities so that all may take an active part in the cultural life of their community with a view, inter alia, to helping bridge differences between generations.

V. It is necessary to promote the development of "outreaching" cultural activities, e.g. for people in sparsely populated or rural areas, at work-places, etc. and ensure the provision of adequate facilities for these activities, e.g. by encouraging the use of new distribution channels, promoting new techniques and in ensuring a wide range of local premises, both specially provided and through the use of libraries, schools, halls, etc.

VI. Cultural policy has a most important educational element, and must encourage, in particular, new ways of allowing children to exercise their creative talents and thus to ensure a full development of their cultural potential, and a new aesthetic sensibility to the environment.

VII. It is important to encourage a more critical understanding of the products of the mass media, and to ensure that there is a wide range

of choice, with opportunities for access to communication in the various media.

VIII. Cultural policy also has a special responsibility to counteract the negative effects of commercialised production of mass culture, e.g. by offering alternatives based on quality, by ensuring a wide range of products and by using more fully the native resources of each cultural community.

RESOLUTION No. 2

on "cultural policy as an instrument for improving the quality of life in town and country communities"

The European Ministers with responsibility for Cultural Affairs, meeting at Oslo, on 15, 16 and 17 June 1976,

AWARE of the variety of local administration in the member states as well as of the differing relationships between local, regional and central governments in the various countries;

CONVINCED, however, of the real, practical opportunities which effective and democratic cultural policy at the local level, as part of general societal policy, offers for people in general to have free access to culture and to participate actively in it (cultural democracy);

DESIROUS that local authorities should be provided with as wide powers as possible of initiation and execution so that they may pursue an active cultural policy in town and country communities;

BEARING IN MIND the reports specially prepared by the CCC for the Conference (The Demystification of Culture: Animation and Creativity by Finn Jor, Cultural Policy in Towns by Stephen Mennel and Towards Cultural Democracy by J. A. Simpson), the results so far achieved in the CCC's projects on socio-cultural community development and the 14 towns, and the experiences and new ideas concerning the organisation of cultural activities at the local level presented in these studies;

RECOMMEND to participating governments the following ways in which cultural policy may be used as an instrument for improving the quality of life in town as well as country communities;

- encouraging local and regional authorities to assume an increasing responsibility for working out and implementing a policy for culture, to build up the necessary administrative machinery and to devote the necessary financial resources for this;

- providing premises for cultural activities, including the greater multipurpose use of existing buildings, and the opportunities provided by integrated conservation, in accordance with the Amsterdam Declaration;

- ensuring the availability of sufficient and appropriately trained manpower for the promotion of amateur artistic activities and other cultural and socio-cultural work at the local level;

- encouraging and helping the cultural activities of local voluntary organisations;

- investigating the opportunities for using the mass media, such as regional and local radio and television networks, as a tool of cultural policy;

EMPHASISE that cultural policy at the local level should particularly aim at:

- allowing all sections of the population to be involved in the processes of change which affect them by means of a coherent policy for socio-cultural community development;

- giving attention to such forms of cultural activities as emerge from regional and local needs and traditions and which encourage the community identity;

- a variety of adequate measures intended to activate those groups who have difficulties in participating in cultural activities (for example, migrant workers, handicapped people, persons living in scarcely populated regions and shift workers);

- supporting cultural activities among young people, increasing the supply of high quality culture for them and improving arts education;

- adopting and encouraging innovative and experimental techniques and forms of cultural activities;

RECOMMEND, as regards some of the priority areas for future intergovernmental co-operation in this field,

- further work on socio-cultural community development with a view to improving policies on the basis of an evaluation of preliminary efforts made by governments in this field;

- further work on the study of cultural development policies at the local level, using where appropriate the successful model of the 14 towns project;

- the study of ways and means of establishing a system for the exchange, at a European level, of information on socio-cultural

community development projects, and on items of interest to cultural policy makers at the local level;

- study of ways and means of further developing systems enabling cultural workers and amateurs, and those who train them, to spend part of their training period abroad.

RESOLUTION No. 3

on "culture and the child"

The Conference of European Ministers with responsibility for Cultural Affairs, meeting at Oslo on 15, 16 and 17 June 1976,

BEARING IN MIND THEIR INTENTION

- of widening access to culture and encouraging participation in cultural life by all people,
- of paying increased attention to groups who have hitherto been neglected in this respect,
- of taking measures to counteract the abuses of commercialism,

RECOGNISING

- that children form a distinct group and consequently have special cultural needs of their own,
- that these cultural needs should be given the attention they warrant in national cultural policies,
- that, apart from the responses which children themselves have always found, their cultural requirements have mainly been catered for by commercial cultural products,

NOTING

- that a cultural policy for children is not an issue which can be dealt with in isolation but that it must be integrated in cultural development policy as a whole,
- that one of the overriding aims of this policy - to stimulate the development of every individual so that he may take a part in the life of the community - has a special significance in relation to the age of childhood,
- that organisations for young people are useful when elaborating policies concerning children so that they themselves may participate in this process,

and

- that many countries are on the verge of formulating policies concerning the cultural development of children,

RECOMMEND that within the framework of European cultural co-operation the member states should exchange experiences and ideas, in particular with regard to:

- I. the creation both in educational and cultural institutions and elsewhere of conditions favourable to the development of children's creative abilities and of opportunities for self-expression;
- II. the encouragement of the creation of works of art which contribute to a more varied supply of cultural products and services for children in all artistic fields;
- III. ensuring a wide dissemination of these products through provision of appropriate distribution channels and of suitable working conditions for artists, teachers and other people involved.

RESOLUTION No. 4

on "fostering artistic creation"

The European Ministers with responsibility for Cultural Affairs, meeting at Oslo on 15, 16 and 17 June 1976,

CONSIDERING that any cultural policy seeking to meet the challenge posed by a rapidly changing society must be linked to the development of creativity and the fostering of artistic creation,

CONSIDERING, on the one hand, the importance of encouraging every citizen to express himself, to communicate and to be creative from an early age,

CONSIDERING, on the other hand, the importance of enabling artists to contribute to this wider development and to make an impact on the environment,

CONSIDERING the need to be sure of the quality of the art offered to the public,

CONSIDERING the need to provide the best possible conditions for the creation of works of art,

BELIEVING that the artistic life ought to be closely bound up with social life in other sectors, though with no loss of freedom or independence to the artist,

NOTING that the circumstances under which most artists work still prevent them from enjoying the same social and legal conditions, the same living conditions and standards of living as other workers,

CONSIDERING, finally, that the improvement of this situation must be part of the policy of a cultural democracy which includes the protection of the freedom of expression, the encouragement of innovation and the integration of art in everyday life,

the MINISTERS RESOLVE to encourage the following lines of action:

- I. better use by the various sectors of society of the services and works which artists can provide, without forgetting, however, the nature of their vocation,
- II. better and more diversified remuneration for these services and works (e.g. remuneration for participation in social, educational and cultural activity in the broad sense, additional opportunities to secure commissions and employment) and recourse to contractual arrangements whenever the artist's work is at stake,
- III. bringing the welfare, unemployment and pension rights of professional artists as far as possible into line with those of other categories of workers, while paying due regard to the special conditions of creative work in the arts,
- IV. tax provisions allowing for the specific features of artistic production,
- V. implementing and extending schemes for grants and other kinds of support for artists, especially for those working in fields which preclude them from earning sufficient immediate income,
- VI. recognising the advantages of specialist agencies independent of governments whose members include artists and are appointed for limited periods,
- VII. associating artists with urban and architectural projects from their inception as well as with work to improve the environment, and particularly the work environment,
- VIII. encouraging artists to work in collaboration with a variety of social groups,
- IX. devoting more time to artistic and aesthetic subjects in schools and training courses as well as in adult education and making the public more aware of the contribution that art in all its forms can make to the quality of life,

X. improving the possibilities for artists' participation in all levels of teaching establishments and in all leisure activities,

XI. taking measures to counteract the use of art for purposes of speculative dealing.

AGREE further that it would be interesting to conduct scientific inquiries into the socio-economic conditions of the life of artists,

TAKE NOTE of Resolution 624 (1976) of the Parliamentary Assembly on the democratic renewal of the performing arts according to the following general principles:

- a. the performing arts should be made more available, more accessible, and more relevant to the creative development of society;
- b. the people should be encouraged to play a more active role in this;
- c. means should be sought of developing the participation of performing artists in all questions relating to their professional occupation;
- d. the state should take both art and the people into account in its urgently needed support for the survival of freedom of cultural expression in Western Europe;
- e. the performing arts are particularly dependent for their continued existence on such state support,

RECOMMEND that the Council of Europe continues its study of the subject of public aid to foster artistic creation and to carry out similar studies successively in regard to music, literature, cinema, photography, television and architecture.

RESOLUTION No. 5

on "artistic dissemination"

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting at Oslo on 15, 16 and 17 June 1976,

BELIEVING that the wealth of creative theatre, music, ballet and plastic and audio-visual art in the various countries of Europe ought not to remain jealously guarded behind frontiers that do not exist in the world of culture but should, on the contrary, be available to all the towns in Europe which wish to enjoy it;

RESOLVE to give consideration to an art dissemination scheme whose function would be to offer towns and institutions in the various countries a free choice of artistic performances or exhibitions from all over Europe as could be transported at a reasonable cost;

RECOMMEND that the Council of Europe investigate, in conjunction with the French Government means of extending to the rest of Europe the current experiment by the existing "Office de Diffusion Artistique", which has already begun to perform this function.

RESOLUTION No. 6

on "European cultural co-operation"

The European Ministers with responsibility for Cultural Affairs, meeting at Oslo on 15, 16 and 17 June 1976,

WHEREAS the problems of formulating and developing cultural policies and of managing cultural affairs are similar in most European countries and call for mutual consultation, co-operation and the exchange of information;

RECOGNISING the variety of instruments of international cultural co-operation;

WELCOMING the fact that a European body exists which meets the specific needs of the states signatory to the European Cultural Convention;

The Ministers

CONSIDER that they ought to exert a direct influence on the definition of problem areas and the choice of the main lines of cultural co-operation;

RESOLVE to meet periodically within the framework of the European Cultural Convention, continuing the special relationship with the Council of Europe, in order to take such further steps to co-operate as may seem appropriate, to review the progress of work undertaken in pursuance of their earlier resolutions and to co-ordinate their own action with that of international organisations and ministerial conferences working in the same field;

RESOLVE to ensure at national level the co-ordination necessary for European cultural co-operation;

RECOMMEND that the CCC devote a greater part of its cultural programme to cultural co-operation, giving it its proper socio-cultural

dimension as defined in Resolution No. 1, perfecting methods of co-ordinating cultural policy proper with policies in the other sectors of social life, and ensuring that the results of the research and experiments carried out are made known to the member states signatory to the convention and among the people interested;

ADVOCATE among the working methods which seem to them most profitable:

- the carrying out of co-ordinated studies and experiments in all the states signatory to the Cultural Convention or of special projects involving only a group of states financing the project themselves;
- the pooling of innovative experiments;

NOTE WITH SATISFACTION that European cultural co-operation has at its disposal:

- a legal basis: the Cultural Convention, open to accession by countries not members of the Council of Europe;
- a Cultural Fund fed from various sources;
- a single body for the application of the Convention and the management of cultural affairs: the CCC, which
 - exercises its autonomy in planning, implementing and evaluating its programme;
 - concerns itself with the interdependent fields of education, culture and sport;
 - guarantees full participation by the Parliamentary Assembly of the Council of Europe in its various bodies;

AFFIRM, in conclusion, their determination to intensify their co-operation.

RESOLUTION No. 7

on the "dissemination of information"

The European Ministers with responsibility for Cultural Affairs, meeting at Oslo on 15, 16 and 17 June 1976,

NOTHING WITH SATISFACTION the considerable achievements of the Council of Europe over the past ten years, particularly in regard to the architectural heritage, cultural "animation", the use of the mass media for cultural purposes and, more generally, the management of cultural affairs;

REGRETTING that the information about this work which reaches cultural authorities at all levels is not commensurate with its

importance, so that no profit is derived from management techniques, successful experiments or the results of much thinking in common, despite the many new ventures that have been embarked upon in various countries;

RECOMMEND that the Council of Europe devote more of its resources to keeping member states informed:

- by collecting systematically from the national ministries concerned all the relevant information, and particularly statistics, concerning the management of cultural affairs and collating the documentation thus collected;
- by analysing new experiments, especially in connection with new communication media, cultural action in schools and decentralised cultural "animation";
- by circulating the information collected immediately in the form of a set of brief periodical bulletins and other attractively presented literature, with the help of a network of qualified correspondents.

RESOLUTION No. 8

on "migrant workers"

The European Ministers with responsibility for Cultural Affairs, meeting at Oslo on 15, 16 and 17 June 1976,

RECOGNISING that in the course of the past 20 years migrant workers have made a large contribution to Europe's economic development and constitute new cultural communities inside Europe;

POINTING OUT that everything possible must be done to create the conditions which will give everyone free access to culture;

OBSERVING that with regard to the cultural life of migrant workers present conditions are far from meeting their needs;

AFFIRM their desire to see co-operation established between the countries interested by means of bilateral and multilateral agreements in order to ensure the continuity of migrants' links with their own cultures, the enrichment of the national culture by contributions from the migrants' cultures, and participation by migrants in the culture of their host countries;

RECOMMEND that the competent Council of Europe bodies take up this question.

(abstention: The Netherlands)

RÉSOLUTION N° I

concernant une Charte culturelle européenne

Les ministres européens responsables des Affaires culturelles, réunis à Athènes du 24 au 26 octobre 1978,

Rappelant les résolutions adoptées lors de leur Conférence d'Oslo, et en particulier les Résolutions n°s 1 et 6;

Considérant que les Etats signataires de la Convention culturelle européenne constituent une entité culturelle vivante qui possède en son sein une diversité extrêmement riche de cultures locales dont la vigueur créatrice est considérable;

Conscients qu'il importe d'affirmer et de sauvegarder l'identité culturelle, passée et présente, de cette région du monde;

Constatant que le développement économique et technologique tend non seulement à progresser bien plus rapidement que le développement culturel, mais qu'il est aussi à l'origine d'un nouveau type de culture dominé, dans une large mesure, par les moyens de communication de masse;

Prenant acte des développements nouveaux intervenus dans les Etats signataires de la Convention culturelle européenne, notamment en ce qui concerne les formes d'expression et les instruments de culture, la participation des citoyens à la planification culturelle, le rôle joué par les organisations bénévoles, la décentralisation, les changements dans les modes de vie, l'émancipation des femmes, le rôle de l'artiste et l'intérêt grandissant pour les cultures régionales;

Tenant compte du fait que le renforcement de l'élément culturel – y inclus les aspects sociaux et éducatifs – dans la société européenne doit conditionner le développement global,

Recommandent au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe d'inviter le CDCC à étudier l'élaboration d'une Charte culturelle européenne et à faire rapport à la prochaine Conférence des ministres européens responsables des Affaires culturelles.

RÉSOLUTION N° II

concernant les structures régionales et la planification

Les ministres européens responsables des Affaires culturelles, réunis à Athènes du 24 au 26 octobre 1978,

Ayant entendu les rapports des gouvernements présents sur leurs réalisations culturelles;

Constatant avec satisfaction que l'opinion publique, les parlements et les gouvernements sont de plus en plus conscients de la nécessité de favoriser la création, la diffusion et la communication d'œuvres et de valeurs culturelles, pour permettre la participation active des citoyens dans la société;

Convaincus que la croissance économique n'est pas une fin en soi mais qu'elle doit être considérée comme la source qui permet de faire les investissements nécessaires dans le développement humain et culturel;

Conscients de la nécessité de poursuivre une action coordonnée en vue de permettre à tous les citoyens de participer librement à des activités culturelles favorisant la créativité, le développement de l'esprit critique et les attitudes d'engagement individuel et collectif;

Soucieux de poursuivre et d'intensifier les efforts visant à faire mieux connaître, surtout parmi la jeune génération, le patrimoine culturel commun de l'Europe, et ceci non pas dans un esprit de soumission aux valeurs du passé, mais afin de mieux aborder les difficultés du présent et les défis du futur,

Soulignent l'importance qu'il y a:

a. à renforcer les structures régionales, afin de permettre:

1. l'affirmation et l'épanouissement des réalités culturelles régionales,
2. la définition, le financement et l'exécution de politiques culturelles spécifiquement régionales;

b. à fonder la planification publique dans le domaine culturel sur les véritables besoins locaux et régionaux et, en conséquence, à envisager une affectation de ressources adéquates à tous les niveaux d'action, tout en prévoyant une souplesse plus grande dans le fonctionnement des organismes tant gouvernementaux que subventionnés;

c. à ce que le Conseil de l'Europe et les gouvernements prennent des mesures pour intensifier l'éducation dans le domaine des arts visuels et des arts du spectacle, y compris les moyens audiovisuels modernes, afin de développer au maximum les aptitudes individuelles et d'améliorer la qualité de la vie pour chacun.

RÉSOLUTION N° III

concernant les industries culturelles

Les ministres européens responsables des Affaires culturelles, réunis à Athènes du 24 au 26 octobre 1978,

Conscients du rôle important que les industries culturelles et leurs produits (enregistrements, livres et périodiques, cinéma, radiodiffusion, vidéo-cassettes, etc.) jouent dans la vie culturelle européenne d'aujourd'hui;

Notant qu'il convient de bien distinguer entre, d'une part, les fonctions «productrices» des industries culturelles et, d'autre part, leurs fonctions «distributrices»;

Prenant acte du fait que les industries culturelles ont beaucoup développé l'offre culturelle et qu'elles ont permis une diffusion efficace et rapide, au-delà des frontières notamment, des meilleures réalisations culturelles;

Constatant que les produits des industries culturelles représentent une part considérable des échanges culturels internationaux;

Conscients des problèmes qui se posent par rapport aux industries culturelles, comme par exemple:

- la grande diversité dans la qualité des produits,
- la large diffusion de ces produits qui, dans bien des cas, mène à une simple consommation passive par l'individu,
- la position dominante des grandes sociétés multinationales, ce qui crée un problème particulier pour les petites nations et les zones linguistiques de faible étendue,
- l'influence de ces produits sur les jeunes, qui en font souvent un large usage sans que leur esprit critique ait été formé par une éducation adaptée,

- le fait que, dans ce domaine, on ne consacre pas assez d'attention aux groupes sociaux les plus défavorisés;

Considérant que les industries culturelles, compte tenu de leur influence considérable, n'ont pas reçu l'attention qu'elles méritent lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques culturelles nationales,

Recommandent que les Etats signataires de la Convention culturelle européenne examinent, de préférence de manière concertée, les possibilités offertes par les industries culturelles et s'emploient à promouvoir, dans ce domaine, les mêmes objectifs que dans les autres secteurs de la politique culturelle et signalent, pour chaque branche de production, les mesures prises en ce qui concerne, par exemple:

- la mise au point de modes d'intervention nouveaux et adéquats,
- la stimulation d'une production nationale variée et de qualité,

- l'encouragement à l'importation et à l'exportation de produits de qualité,

- une meilleure intégration des produits des industries culturelles dans l'activité des services culturels locaux (bibliothèques, cinémas, librairies, etc.),

- l'aide à des auteurs et à des firmes qui ont produit des œuvres de qualité et qui, sans subventions, ne pourraient subsister devant la concurrence des grandes entreprises dominant le marché,

- l'étude des possibilités offertes par les nouveaux produits audiovisuels.

En outre, étant donné qu'une grande partie des industries culturelles sont multinationales et que les moyens pour exercer une influence sur elles sont complexes, les ministres européens responsables des Affaires culturelles,

Recommandent au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe d'inviter le CDCC à étudier les possibilités d'une coopération accrue en ce qui concerne les industries culturelles internationales, par exemple:

- en effectuant une étude sur la mesure dans laquelle les activités des industries culturelles internationales ou multinationales et les politiques culturelles nationales exercent une influence les unes sur les autres,
- en organisant des réunions d'experts et en instituant d'autres formes de coopération pour examiner les problèmes relatifs aux industries culturelles,
- en demandant aux Etats membres de présenter un rapport sur les relations entre l'Etat et les diverses branches des industries culturelles.

RÉSOLUTION N° IV

concernant l'avenir de la coopération culturelle européenne

Les ministres européens responsables des Affaires culturelles, réunis à Athènes du 24 au 26 octobre 1978,

Convaincus que les problèmes de la formulation et du développement des politiques culturelles nationales et internationales doivent être examinés en commun et faire l'objet d'une coopération et d'un échange d'informations;

Conscients de la diversité des instruments de la coopération culturelle internationale tant au niveau gouvernemental que non gouvernemental;

Preuant acte avec intérêt des activités entreprises dans le domaine culturel par le CDCC et par d'autres organisations et institutions comme l'UNESCO et la Communauté européenne, ainsi que de la Coopération culturelle nordique;

Estimant qu'il serait utile d'organiser des échanges de vues sur les activités en cours et projetées au sein des organisations et institutions internationales, gouvernementales et non gouvernementales;

Considérant que la Convention culturelle européenne est le cadre qui permet de telles consultations;

Estimant également que les travaux accomplis par le CDCC dans le domaine culturel constituent une forme appropriée de coopération culturelle européenne pratique et concrète;

Rappelant et réaffirmant la Résolution n° 6 adoptée lors de leur précédente conférence (Oslo, 1976),

Décident:

a. d'user de leur influence, sur le plan national et au sein du Conseil de l'Europe, pour procurer au CDCC les moyens et les ressources nécessaires pour mener à bien son programme,

b. de faire tout leur possible afin d'assurer une meilleure liaison entre les organisations qui œuvrent dans le domaine culturel en Europe, et d'éviter ou limiter tout chevauchement des activités de ces organisations, en vue d'assurer la meilleure utilisation des ressources en crédits et en personnel disponibles pour les activités européennes dans le domaine culturel,

c. de chercher à réaliser une coordination utile à l'échelon national entre les experts qui les représentent au sein du CDCC et aux Conférences de l'UNESCO;

Recommandent au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe d'inviter le CDCC à organiser un échange de vues qui permette de comparer les activités culturelles en cours et projetées au sein des autres organisations et institutions internationales, gouvernementales et non gouvernementales.

RÉSOLUTION N° V

concernant les travailleurs migrants

Les ministres européens responsables des Affaires culturelles, réunis à Athènes du 24 au 26 octobre 1978,

Réaffirmant l'intérêt souligné dans la Résolution n° 8 de la Conférence d'Oslo pour qu'une coopération soit établie entre les pays intéressés dans le cadre des accords bilatéraux et multilatéraux, en vue d'assurer la continuité des liens des travailleurs migrants avec leurs cultures nationales, et en vue d'assurer également l'enrichissement de la culture nationale par l'apport des cultures des migrants et l'accès de ceux-ci à la culture des pays hôtes»;

Consentent de l'importance primordiale que présentent pour l'ensemble des Etats membres les 15 millions de travailleurs migrants en Europe;

Estimant qu'il convient de définir les grandes lignes d'une politique culturelle européenne adéquate en faveur des travailleurs migrants et de leurs familles,

Invitent les pays d'accueil représentés à la présente conférence à faciliter toute mesure, y compris d'ordre budgétaire, susceptible de permettre aux travailleurs migrants et à leurs familles le maintien des liens avec leur culture nationale;

Recommandent au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe de charger le CDCC d'étudier les mesures qui, à la suite de la présente résolution, auront été prises en faveur des travailleurs migrants par les Etats membres, par le Conseil de l'Europe et par d'autres organisations et institutions internationales, et à présenter un rapport d'évaluation à la prochaine conférence.

RÉSOLUTION N° VI

concernant une Année européenne de l'archéologie

Les ministres européens responsables des Affaires culturelles, réunis à Athènes du 24 au 26 octobre 1978,

Considérant l'importance du patrimoine archéologique de l'Europe;

Notant l'intérêt croissant des personnes de toute condition, et particulièrement des jeunes, pour l'archéologie;

Reconnaissant que, dans le domaine de la recherche archéologique, de la conservation et de la réanimation, beaucoup de questions restent à régler du point de vue de l'Etat et des pouvoirs locaux, de la législation et de l'administration, de l'aménagement du territoire, etc.;

Rappelant le succès de l'Année européenne du patrimoine architectural, et les répercussions qu'elle a eues sur les gouvernements, les pouvoirs locaux et l'opinion publique;

Rappelant la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique conclue au sein du Conseil de l'Europe et l'intérêt particulier manifesté par l'Assemblée parlementaire pour l'archéologie subaquatique;

Estimant qu'un programme de manifestations qui mette en relief les racines et les origines historiques communes des Européens, ainsi que les liens qui les unissent depuis les temps les plus anciens, serait de nature à réaffirmer les fondements de l'identité et de l'unité européennes,

Recommandent au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe d'inviter le CDCC, en coopération avec les autres comités compétents du Conseil de l'Europe, à étudier en temps voulu les grandes lignes d'une Année européenne du patrimoine archéologique et à présenter à ce sujet un rapport à la prochaine Conférence des ministres européens responsables des Affaires culturelles.

RÉSOLUTION N° VII

*concernant des Conférences de ministres européens
responsables des Affaires culturelles*

Les ministres européens responsables des Affaires culturelles, réunis à Athènes du 24 au 26 octobre 1978,

Adressent leurs remerciements chaleureux au Gouvernement grec pour son hospitalité généreuse;

Confirment leur intention de poursuivre et de développer leur coopération;

Expriment leur gratitude au Gouvernement du Luxembourg pour son offre d'organiser une troisième Conférence des ministres européens responsables des Affaires culturelles, et au Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne pour son offre d'organiser une quatrième conférence.

**2nd Conference
Athens, 24-26 October 1978**

RESOLUTION No. 1

on a European Cultural Charter

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Athens from 24 to 26 October 1978,

Recalling the resolutions adopted at their Oslo conference, in particular Resolutions Nos. 1 and 6;

Considering that the states signatory to the European Cultural Convention constitute a living cultural entity with an extremely rich variety of local cultures possessing great creative strength;

Conscious of the importance of defining and preserving the cultural identity, past and present, of this region of the world;

Noting that economic and technological development tends not only to progress far more rapidly than cultural development but that, furthermore, it is the source of a new type of culture which is dominated, to a large extent, by the mass media;

Aware of the new developments which have taken place in the states signatory to the European Cultural Convention, notably with regard to forms of expression and instruments of culture, public involvement in cultural planning, the role played by voluntary organisations, decentralisation, changing life-styles, the emancipation of women, the role of artists, and the growing interest in regional cultures;

Having regard to the fact that the strengthening of the cultural element — including social and educational aspects — in European society should be a conditioning factor of overall development,

Recommend that the Committee of Ministers of the Council of Europe invite the CDCC to study the preparation of a European Cultural Charter and report to the next Conference of Ministers responsible for Cultural Affairs.

RESOLUTION No. II*on regional structures and planning*

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Athens from 24 to 26 October 1978,

Having heard the reports of the governments present on their cultural achievements;

Noting with satisfaction that public opinion, parliaments and governments are becoming increasingly aware of the need to encourage the creation, dissemination and communication of cultural works and values, to allow active citizen participation;

Convinced that economic growth is not an end in itself, but that it should be regarded as the resource for necessary investments in human and cultural development;

Aware of the need to co-ordinate action in order to enable all citizens to participate freely in cultural pursuits which foster creativity, stimulate the development of critical faculties and encourage a sense of individual and collective commitment;

Anxious to pursue and intensify efforts to improve understanding of the common European cultural heritage, especially among the younger generation, not in a spirit of passive acceptance of the values of the past, but in order to come to grips more effectively with the difficulties of the present and the challenges of the future,

Stress that it is important:

a. that regional structures should be strengthened in order to allow:

1. the affirmation and fostering of regional cultures,

2. the definition, financing and implementation of specifically regional cultural policies;

b. that public planning in the cultural field should be founded on genuine local and regional needs and, consequently, should provide for the allocation of adequate resources at all levels of action, while ensuring greater flexibility in the operation of governmental and grant-aided bodies;

c. that measures should be taken by the Council of Europe and governments to step up education in the visual and performing arts, including modern audio-visual media, in order to develop individual aptitudes to the full and improve the quality of life for all.

RESOLUTION No. III*on cultural industries*

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Athens from 24 to 26 October 1978,

Aware of the central role of cultural industries and their products (recordings, books and periodicals, cinema, broadcasting, video-cassettes, etc.) in the cultural life of Europe today;

Noting that a clear distinction should be made as between the "producing" functions of cultural industries on the one hand, and their "distributing" functions on the other;

Taking note of the fact that the cultural industries have significantly increased the scale of cultural supply and that they have made possible an efficient and rapid display across boundaries of the best achievements of culture;

Conscious of the fact that the products of cultural industries account for a considerable part of international cultural exchange;

Bearing in mind the problems related to cultural industries such as:

— the great variation in the quality of products,

— the widespread distribution of these products which, in many cases, leads to passive consumption by the individual,

— the dominant position of big multinational companies, which creates a special problem for small nations and language areas,

— the influence on young people, who are often large-scale consumers of these products without having received an adequate training to develop their critical faculties,

— the lack of sufficient attention in this field to the most disadvantaged social groups;

Considering that cultural industries, with all their great impact, have not been given adequate attention in the preparation and implementation of national cultural policies,

Recommend that the states signatory to the European Cultural Convention give consideration, jointly where appropriate, to the possibilities provided by the cultural industries, and promote the same objectives in this field as in other sectors of cultural policy, and report, in

respect of each branch of production, on measures taken as regards for instance:

- the development of new and adequate means of action,
- the stimulation of national production which is both varied and of quality,
- the encouragement of import and export of quality products,
- a better integration of the products of cultural industries into the activities of local cultural services (libraries, cinemas, bookshops, etc.),
- to assist authors and firms active in the cultural sector who have produced work of quality and who, without public support, could not survive in face of the competition by major firms dominating the market,
- the study of possibilities provided by new audio-visual products.

As a major part of the cultural industries is multinational and the means to exert an influence over these industries are complex, the Ministers responsible for Cultural Affairs further

Recommend that the Committee of Ministers of the Council of Europe invite the CDCC to study the possibilities for further co-operation concerning the international cultural industries, for instance:

- by conducting a study of the extent to which the activities of international or multinational cultural industries and national cultural policies influence each other,
- by organising expert meetings and initiating other forms of co-operation to examine the problems related to cultural industries,
- by inviting member states to present a report on relations between the state and each branch of the cultural industries.

RESOLUTION No. IV

on the future of European cultural co-operation

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Athens from 24 to 26 October 1978,

Convinced that the problems of formulating and developing national as well as international cultural policies call for joint consideration, co-operation and the exchange of information;

Recognising the diversity of the instruments of international cultural co-operation both on the governmental and on the non-governmental levels;

Noting with interest the activities in the cultural field of the CDCC and other organisations and institutions such as UNESCO and the European Community, as well as Nordic cultural co-operation;

Believing that it would be useful to arrange exchanges of views on the current and planned activities of governmental and non-governmental international organisations and institutions;

Considering that the European Cultural Convention constitutes the framework in which exchanges of views of this kind could take place;

Believing also that the work carried out by the CDCC in the cultural field is an appropriate way to achieve practical and concrete European cultural co-operation;

Recalling and reaffirming their Resolution No. 6 adopted at their previous conference (Oslo 1976),

Resolve:

- a. to exert their influence, nationally and in the Council of Europe, to provide the CDCC with adequate means and resources for carrying out its programme,
- b. to endeavour by all suitable means to ensure better liaison between organisations working in the cultural field in Europe, and to avoid or to limit all types of overlap of the activities of such organisations in order to ensure an optimal use of resources in money and manpower available for European activities in the cultural field,
- c. to aim at useful co-ordination at national level between the experts representing them in the CDCC and in conferences of UNESCO;

Recommend that the Committee of Ministers of the Council of Europe invite the CDCC to organise an exchange of views in order to compare current and planned cultural activities of other governmental and non-governmental international organisations and institutions.

RESOLUTION No. V

on migrant workers

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Athens from 24 to 26 October 1978,

Reasserting the desire expressed in Resolution No. 8 of the Oslo conference "to see co-operation established between the countries interested by means of bilateral and multilateral agreements in order to ensure the continuity of migrants' links with their own culture, the enrichment of the national culture by contributions from the migrants' cultures, and participation by migrants in the culture of their host countries";

Aware of the fact that the 15 million migrant workers in Europe are of paramount importance for all member states;

Believing that it is desirable to define the broad lines of an adequate European cultural policy for the benefit of migrant workers and their families,

Invite the host countries represented at this conference to facilitate all measures, including budgetary measures, designed to enable migrant workers and their families to maintain links with their national culture;

Recommend that the Committee of Ministers of the Council of Europe ask the CDCC to study the measures for the benefit of migrant workers which have been taken by the participating states, by the Council of Europe and by other international organisations and institutions as a follow-up to this resolution, and to report to the next conference.

RESOLUTION No. VI

on a European Archaeological Heritage Year

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Athens from 24 to 26 October 1978,

Considering the importance of the archaeological heritage of Europe;

Noting the growing interest in archaeology of persons of all social conditions, and especially of young people;

Recognising that, as far as archaeological research, conservation and rehabilitation are concerned, many questions remain unsettled from the point of view of the state and local authorities, legislation and administration, regional planning, etc.;

Remembering the successful impact on governments, local authorities and public opinion of the European Architectural Heritage Year;

Recalling the importance of the European Convention on Archaeology drawn up within the Council of Europe and the particular interest taken by the Parliamentary Assembly in underwater archaeology;

Believing that a programme of events which emphasises the common historical roots and origins of Europeans as well as the bonds existing between them since the remotest times, would serve to reassert the basis of European identity and unity,

Recommend that the Committee of Ministers of the Council of Europe invite the CDCC, in co-operation with the other Council of Europe committees concerned, to study in due time the main outlines of a European Archaeological Heritage Year, and to submit a report on this subject to the next Conference of Ministers responsible for Cultural Affairs.

RESOLUTION No. VII

concerning Conferences of European Ministers responsible for Cultural Affairs

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Athens from 24 to 26 October 1978,

Convey their warmest thanks to the Greek Government for their generous hospitality;

Confirm their intention to continue and expand co-operation;

Express their gratitude to the Luxembourg Government for its offer to organise a third Conference of European Ministers responsible for Cultural Affairs, and to the Government of the Federal Republic of Germany for its offer to host a fourth Conference.

3e Conférence
Luxembourg, 5-7 mai 1981

Résolution No I

sur

LA COOPERATION CULTURELLE EUROPEENNE

Les ministres européens responsables des Affaires culturelles réunis à Luxembourg du 5 au 7 mai 1981, à l'occasion de leur troisième Conférence,

Rappelant la Résolution No IV concernant l'avenir de la coopération culturelle européenne, adoptée lors de leur Conférence d'Athènes en 1978 ;

Rappelant les résolutions de la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles en Europe, organisée par l'UNESCO à Helsinki en 1972 ;

Ayant pris connaissance du rapport sur "La coopération culturelle européenne - Bilan et perspectives" ;

Rappelant les grandes options qui se sont dégagées lors de leur débat sur les finalités culturelles du développement et exposées dans le rapport général du "Forum" ;⁽¹⁾

Conscients de l'attente qui se manifeste au niveau de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe et du Parlement Européen à l'égard d'une action culturelle européenne ;

Se félicitant de la réponse du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en date du 3 octobre 1979⁽²⁾ à la Recommandation 850 (1979) de l'Assemblée Consultative relative à la coopération culturelle européenne ;

(1) Etabli par M. le Professeur Henri JANNE, ancien ministre, ancien Recteur de l'Université de Bruxelles, à qui la Conférence a tenu à rendre hommage pour l'excellente synthèse des travaux (Annexe au doc. MAC/3-7).

(2) Addendum au Doc. 4412 de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe

Constatant que le besoin de doter l'oeuvre de la construction européenne d'une dimension culturelle ne cesse de se renforcer ;

Réaffirmant leur conviction que :

- la coopération culturelle européenne doit être conduite sur une base aussi large que possible, servant les objectifs du développement culturel, compatible avec les principes de la liberté d'expression, de la diversité culturelle et de la reconnaissance des droits de l'individu ;
- cette coopération doit bénéficier du soutien politique de tous les Etats membres ;
- la Convention culturelle européenne reste le meilleur cadre juridique disponible pour mener à bien cette coopération ;
- le Conseil de la Coopération culturelle du Conseil de l'Europe avec son Fonds culturel demeure l'instrument privilégié de cette coopération ;
- la Coopération culturelle européenne doit être conçue comme une composante de la coopération culturelle internationale et une importance particulière doit être attachée à la coopération culturelle paneuropéenne et à la coopération avec les pays en développement ;

Soulignant l'opportunité de développer et d'approfondir, tant sur le plan national qu'au niveau international, les relations existant entre le Conseil de l'Europe d'une part, et l'UNESCO, les Communautés européennes et le Conseil Nordique des Ministres d'autre part ;

Considérant que la coopération culturelle en Europe nécessite un effort permanent de réflexion sur ses objectifs et méthodes et doit être soutenue par une action résolue de propagation du résultat de ses travaux,

Décident

1. de prendre en considération dans leur domaine de compétence les besoins et objectifs de la coopération européenne ;
2. d'inviter les organisations internationales qualifiées ayant, dans le cadre de leur compétence, des activités culturelles en Europe, à participer à leur Conférence ;
3. de poursuivre la réflexion sur les finalités culturelles du développement, les politiques de développement culturel en Europe ainsi que sur l'identité culturelle européenne et le dialogue interculturel ;

4. de chercher à établir des relations de travail plus étroites avec la Conférence Permanente des ministres européens de l'Éducation et, dans la perspective de la session sur l'éducation des enfants de trois à huit ans que celle-ci tiendra à Lisbonne en juin 1981, de lui exprimer leur souci de voir accorder au développement culturel des enfants, en ce qui concerne la musique, les arts et les valeurs culturelles en général, toute la place qui lui revient dans les premières années de la scolarité obligatoire ;

Invitent le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe

1. à examiner l'opportunité de réviser la Convention culturelle européenne afin de permettre à d'autres organisations internationales œuvrant dans le domaine culturel d'y adhérer si elles estiment être fondées à le faire ;
2. à examiner l'opportunité de faire procéder à des études sur la coopération européenne au niveau des politiques culturelles extérieures (action des États et des organismes spécialisés) ;
3. à demander au Conseil de la Coopération culturelle (CDCC) d'accorder dans son programme une place privilégiée au développement culturel local et régional en relation avec la problématique de la culture vis-à-vis de l'enfant et des minorités immigrées ;
4. à transmettre au Conseil de la Coopération culturelle leurs vues, annexées à la présente résolution, relatives à la Conférence sur la Coopération culturelle en Europe, inscrite au programme du CDCC pour 1982 ;

Adressent au Gouvernement luxembourgeois leurs remerciements chaleureux pour la générosité et la cordialité de son accueil ;

Expriment leur gratitude au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pour son offre d'organiser une quatrième Conférence à Berlin au printemps de 1984.

Annexe à la Résolution No 1

**CONFERENCE SUR LA COOPERATION CULTURELLE
EN EUROPE**

Dans l'optique de leur Résolution No 1 sur la Coopération culturelle européenne, les ministres européens responsables des Affaires culturelles demandent que la Conférence du CDCC examine les points suivants :

- a. la coopération entre organisations internationales œuvrant en Europe dans le domaine culturel (UNESCO, Conseil de l'Europe, Communautés européennes, Conseil Nordique des Ministres), tant au niveau des programmes qu'à celui des objectifs et finalités ;
- b. la coordination des ministères et services responsables pour ces organisations au niveau national ;
- c. l'action du Conseil de la Coopération culturelle (CDCC) en tant qu'organe privilégié de la coopération culturelle européenne (méthodes de travail, financement, secrétariat). Parmi les méthodes de travail pouvant être prises en considération figureraient notamment :
 - la mise en oeuvre d'études et d'expériences coordonnées dans l'ensemble des Parties contractantes à la Convention Culturelle Européenne et notamment aux niveaux régional et local ;
 - la tenue, dans les différents pays et à leur initiative, d'"auditions" ("hearings") sur les politiques nationales de développement culturel ;
 - la coordination des instituts de recherche qui travaillent dans les différents pays sur les politiques culturelles ;
 - la mise en commun des expériences novatrices réalisées dans les différents pays par les pouvoirs publics et par les organisations non-gouvernementales ;

d. le rôle de la Conférence des ministres européens responsables des Affaires culturelles en vue de lui assurer sa place parmi les instances européennes responsables au plus haut niveau de la coopération culturelle en Europe, notamment pour la définition des objectifs et finalités.

Résolution No II

sur

UNE DECLARATION EUROPEENNE SUR LES OBJECTIFS CULTURELS

Les ministres européens responsables des Affaires culturelles, réunis à Luxembourg du 5 au 7 mai 1981, à l'occasion de leur troisième Conférence,

Rappelant la Résolution No I concernant une Charte culturelle européenne adoptée lors de leur Conférence d'Athènes en 1978 où ils recommandaient au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe d'inviter le Conseil de la Coopération Culturelle (CDCC) à étudier l'élaboration d'une Charte culturelle européenne et à faire rapport à la présente Conférence ;

Rappelant la Résolution No I sur la politique culturelle comme réponse au défi que pose la société moderne, qu'ils ont adoptée lors de leur Conférence d'Oslo en 1976 ;

Ayant à l'esprit la Recommandation sur "La participation et la contribution des masses populaires à la vie culturelle", adoptée par l'UNESCO en 1976 ;

Estimant que le Rapport du Conseil de la Coopération Culturelle (CDCC) sur une Charte culturelle européenne est un document utile qui leur permet de juger en connaissance de cause de l'intérêt et des difficultés d'une telle entreprise ;

Prenant en considération les travaux préparatoires et leur propre débat sur les finalités culturelles du développement, tenu lors de leur Conférence à Luxembourg ;

Soulignant qu'il est essentiel de créer les conditions du développement culturel afin de donner à chacun, sans discrimination aucune, des chances égales de parvenir à l'épanouissement culturel, compte tenu de ses aspirations et de ses possibilités, et non pas d'intervenir sur le contenu de la culture, à l'égard de laquelle on se doit de refuser toute ingérence des pouvoirs publics ;

Considérant que dans le but de promouvoir un développement à finalités culturelles, il importe de préciser des objectifs, des stratégies et des mesures, tant au niveau des politiques gouvernementales nationales menées avec le concours des différents ministères concernés, que dans le cadre d'une coopération entre eux au niveau européen et mondial ;

Relevant le rôle important des autorités locales, des organismes intergouvernementaux, des organisations nationales et internationales non gouvernementales ainsi que des groupements bénévoles et la complémentarité de ces différents organes ;

Gardant présents à l'esprit les principes qu'ils ont adoptés pour la politique culturelle dans la Résolution No 1 de leur Conférence d'Oslo de 1976 où il est dit que "La politique sociale d'ensemble doit avoir une dimension culturelle axée sur le développement des valeurs humaines, l'égalité, la démocratie et l'amélioration des conditions de vie, notamment en garantissant la liberté d'expression et en offrant les moyens qui permettent d'en bénéficier réellement" ;

Décident d'élaborer une Déclaration européenne sur les objectifs culturels dont le but principal sera de soumettre aux Parties à la Convention Culturelle Européenne des objectifs culturels susceptibles d'être pris en compte dans leur politique en tous domaines et de contribuer ainsi à une prise de conscience par les Européens de l'importance des valeurs culturelles.

Invitent le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe à demander au Conseil de la Coopération Culturelle (CDCC) :

1. de mettre en place, dès que possible, un groupe de travail chargé de la rédaction d'un projet ;
2. d'inviter les Etats membres à procéder, sur la base de ce projet, selon les voies qui leur sembleront les mieux appropriées, à une consultation des instances gouvernementales et non gouvernementales concernées ;

3. de recueillir parallèlement l'avis d'instances européennes concernées.

Inscrivent à l'ordre du jour de leur 4e Conférence l'examen d'un projet de Déclaration en vue de son adoption.

Résolution No III

sur

LE DEVELOPPEMENT CULTUREL ET LES MEDIA ELECTRONIQUES

Les ministres européens responsables des Affaires culturelles réunis à Luxembourg, du 5 au 7 mai 1981, à l'occasion de leur troisième Conférence,

Ayant pris connaissance des travaux du Conseil de la Coopération culturelle (CDCC) dans le cadre du Projet No 6 "Culture et Media" et des conclusions du Groupe Directeur de ce projet dont le texte figure en annexe ;

Ayant pris connaissance des travaux du Comité Directeur sur les moyens de communication de masse (CDMM) ;

Estiment que les opinions et propositions formulées lors de ces travaux et qui expriment un certain nombre d'orientations et méritent une particulière attention, posent cependant des problèmes justifiant une étude approfondie eu égard aux implications juridiques et politiques qui en découlent par rapport au souci de respecter la spécificité des situations propres à chaque Etat membre et leurs opinions divergentes à cet effet,

Invitent le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe

1. A poursuivre et intensifier le travail de recherche et d'analyse sur les media entrepris par le Conseil de l'Europe non seulement sur les plans juridique et technique, mais particulièrement en ce qui concerne leur rôle et leur influence sur le développement culturel ;
2. A demander aux Comités compétents de porter une attention particulière à ces questions dans la poursuite des objectifs du Plan à Moyen Terme et de coopérer entre eux.

Annexe à la Résolution No III

Conclusions du Groupe de Travail du Conseil de la Coopération Culturelle portant sur le projet No 6 "Culture et media"

"Au terme de ses trois ans de travaux, le Groupe de travail du Conseil de la Coopération culturelle portant sur le projet No 6 "Culture et Media",

Estime que les expériences multiples réalisées depuis une dizaine d'années en vue de promouvoir la participation active du public dans le domaine des media électroniques doivent être reconnues et généralisées ;

Est persuadé que l'innovation technologique provoque des modifications profondes dans les structures économiques et institutionnelles des moyens de communication électronique et la définition de nouveaux modèles de communication qui se répercutent sur l'ensemble de l'activité culturelle ;

Regrette que les structures de la communication électronique qui se dessinent s'inspirent plus souvent d'un esprit de compétition économique et commerciale que d'une volonté clairement formulée ;

Constata que les media électroniques représentent non seulement un enjeu politique et économique, mais surtout une dimension culturelle ;

Considère que le droit à la communication est un facteur décisif du développement culturel individuel et collectif en Europe ;

Considère que le contrôle des réseaux de communication électronique peut se traduire sur le plan national et international par une centralisation exagérée de la production et de la diffusion des messages électroniques dans une structure étatique ou des structures commerciales ;

Considère que l'innovation technologique peut permettre de faire écho à l'originalité et à la diversité culturelles et de promouvoir en conséquence l'expression des régions et des divers groupes socioculturels ainsi que la

communication et les échanges entre eux, mais que ceci peut être freiné par une tendance au filvellement et à la standardisation, dictée par un souci de rentabilité économique ;

Considère qu'il y a lieu d'utiliser les nouveaux réseaux de communication électronique pour permettre l'échange équilibré entre toutes les parties concernées des images et des sons reflétant les personnalités des nations faisant partie de l'Europe, et de l'Europe par rapport au reste du monde ;

Considère que les moyens favorisant une création artistique libre et imaginative sont essentiels au moment où la pratique des moyens de communication électronique fait courir le risque d'un morcellement et d'une uniformisation du travail de création ;

Considère que les entreprises de radiodiffusion ou de télé-diffusion doivent être conçues dans l'intérêt du public, préoccupation essentielle de toute politique de la communication électronique ;

Considère que la volonté de faire participer les citoyens au fonctionnement des moyens de communication électronique doit se traduire par un rapprochement des centres de production ou de diffusion des publics en tenant compte soit de la proximité géographique, soit des solidarités unissant un même groupe socioculturel ;

Considère que si l'importance accrue des moyens de communication électronique confère effectivement une responsabilité particulière des professionnels de la communication à l'égard du public, cette responsabilité de formation et d'information ne peut s'exercer que si ces professionnels se voient garantir leurs droits à l'initiative et à la liberté d'expression ;

Considère que, si la mise en place de nouveaux réseaux de communication électronique (que ce soit par les ondes, le câble ou la distribution de cassettes et de disques) impose aux pouvoirs publics d'opérer des investissements nouveaux, en ayant recours soit à la redevance, soit aux méthodes de gestion commerciale, soit aux recettes publicitaires, soit à une partie des profits réalisés par les industries électroniques, il leur faut sauvegarder l'objectif du service au public et le souci constant de leur démocratie culturelle,

Souhaite que soit formulée une ou des recommandations visant :

1. A définir une politique cohérente et globale de la communication audiovisuelle électronique conçue de la manière telle que
 - les décisions particulières prises dans les domaines économiques, techniques ou politiques relatifs à la communication électronique répondent à des objectifs culturels ayant fait l'objet de larges débats démocratiques et que
 - les obstacles dus aux cloisonnements administratifs, juridiques, institutionnels ou techniques puissent être surmontés ou évités en assurant l'harmonisation des actions des différents secteurs relevant de la communication audiovisuelle électronique.
2. A étudier les nouvelles possibilités de diffusion ouvertes par les satellites afin de favoriser la coopération culturelle entre pays européens, permettant l'échange et la circulation d'émissions reflétant les spécificités de chacun des pays européens et empêchant que certains de ces pays exercent une domination culturelle sur d'autres par un usage monopolistique de ces nouveaux moyens de diffusion.
3. A encourager et développer les initiatives de radios et de télévision locales, tant dans le cadre des instituts de radiodiffusion que dans le cadre de groupements associatifs, sous statut public ou privé, dans le strict respect du principe du service au public et de l'indépendance politique et commerciale.
4. A créer des centres publics de ressources audiovisuelles régionaux ou locaux destinés à accueillir et à soutenir les initiatives autonomes prises par des individus et des groupes socioculturels, en mettant à leur disposition des moyens d'information, de formation, de production et de diffusion et en associant les utilisateurs à la gestion de ces centres.
5. A s'assurer que les écoles jouent un rôle fondamental d'apprentissage à l'usage des media électroniques, notamment en faisant appel aux praticiens de la communication électronique, pour permettre aux citoyens l'exercice effectif du droit à la communication.

Exprime le souhait que la Finlande et le Saint-Siège, qui sont Parties à la Convention culturelle européenne, puissent également tenir compte dans leur politique de communication audiovisuelle électronique des principes contenus dans ces conclusions ;

Et, en ce qui concerne les instituts de radiotélévision,

Souligne le rôle essentiel que devraient jouer les instituts de radiodiffusion dans leur fonction de télévision, de radio ou de centres de télétextes pour permettre l'expression des réalités socioculturelles nationales ou régionales et des échanges équilibrés et diversifiés sur le plan international ;

Souhaiterait que les instituts de radiodiffusion existant dans les Etats membres du Conseil de l'Europe soient invités :

1. A intensifier leurs efforts de décentralisation de leurs structures et de leurs moyens en tenant compte de l'évolution des institutions politiques et de la réglementation propres à chaque pays, afin de favoriser les politiques de démocratie culturelle dans le domaine de la communication électronique.
2. A promouvoir le rôle des créateurs artistiques à tous les niveaux, particulièrement en renforçant les interventions dès la phase de conception des programmes et en favorisant la diffusion démocratique de ceux-ci.
3. A associer le public à leur fonctionnement, notamment par la voie de commissions consultatives représentatives donnant leur avis sur les programmes, les décisions budgétaires et les allocations de fréquence, et en permettant la participation directe à la production d'émissions socio-culturelles.

Souhaite que les professionnels de la communication électronique, outre leur travail de production propre, soient reconnus comme médiateurs et assurent une fonction de facilitation, de compréhension et d'utilisation des media électroniques, particulièrement à l'égard des plus défavorisés socioculturellement ;

Et, de plus, en ce qui concerne le financement d'initiatives nouvelles,

Recommande la création de fonds publics nationaux, régionaux ou locaux gérés par des organes responsables indépendants et alimentés par des sources diversifiées telles que les redevances ou les subventions des collectivités régionales et locales, ou la création de nouveaux services au public (tels qu'informations, réservations, utilisation de banques de données ou télévision payante rémunérées par les utilisateurs) ou une réaffectation à des fins culturelles des profits provenant de la gestion communale d'un institut de radiodiffusion en légiférant strictement pour éviter toute influence de la publicité sur les programmes, ou la taxation de bénéfices des industries de la communication électronique."

Résolution No IV

sur

L'IMPORTANCE CULTURELLE DES INDUSTRIES CULTURELLES

Les ministres européens responsables des Affaires culturelles, réunis à Luxembourg du 5 au 7 mai 1981, à l'occasion de leur troisième Conférence,

Rappelant la Résolution No III concernant les industries culturelles qu'ils ont adoptée lors de leur Conférence d'Athènes en 1978, par laquelle ils avaient notamment recommandé au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe "d'inviter le CDCC à étudier les possibilités d'une coopération accrue en ce qui concerne les industries culturelles internationales" ;

Constatant que la Conférence sur le "Rôle de l'Etat vis-à-vis des industries culturelles" organisée par le Conseil de la Coopération culturelle (CDCC) en 1980, a été une exploration utile d'un large éventail de problèmes, et qu'elle a contribué à identifier certains problèmes majeurs et à prendre une vue d'ensemble des industries de la culture en tant que champ global pour une politique et une action culturelles intégrées ;

Réaffirmant qu'aucune politique culturelle -- nationale ou européenne -- ne saurait se concevoir désormais sans référence au phénomène des "industries culturelles", leur développement de plus en plus rapide, leur impact social et culturel sans cesse croissant ;

Rappelant la Recommandation No 862 (1979) sur le cinéma et l'Etat de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe ;

Preennent note des considérations formulées par le Groupe d'évaluation de la Conférence susmentionnée et sont d'avis que celles-ci, reproduites en annexe, représentent une contribution à la poursuite de la discussion ;

Réaffirment toute l'importance qui doit être attachée à la problématique des industries culturelles, notamment en ce qui concerne leurs incidences sur la création artistique et sur le rôle culturel des mass media ;

Réaffirment leur intérêt pour les activités d'information et de documentation du Conseil de la Coopération Culturelle (CDCC) sur ces aspects du développement culturel qui déterminent les grandes options en matière de politique culturelle, en particulier en ce qui concerne l'impact des industries culturelles sur la créativité artistique, sur l'usage culturel des media et l'emploi des technologies de communication nouvelles ;

Souhaitent que soient étudiés, tant au niveau national qu'euro-péen, les différents types de mesures qui peuvent être pris par les pouvoirs publics, dans les limites de leur compétence, afin d'améliorer la contribution des industries culturelles aux politiques de développement culturel,

Invitent le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe à recommander au Conseil de la Coopération culturelle (CDCC), dans la poursuite de son programme visant à la réalisation des objectifs du Plan à Moyen Terme :

1. de porter toute son attention sur l'impact des industries culturelles en ce qui concerne :
 - les processus de création culturelle et le rôle des gouvernements pour préserver des conditions favorables à celle-ci,
 - les identités culturelles nationales et régionales,
 - l'accès du public, dans un esprit de participation, aux moyens d'information et de communication,
 - les formes de comportement du public, notamment des jeunes,
 et, à cette fin, d'intensifier sa coopération avec le Comité Directeur sur les moyens de communication de masse ;
2. de donner une suite à sa Conférence sur les industries culturelles sous la forme d'un projet opérationnel portant notamment sur les problèmes de la création artistique.

Annexe à la Résolution No IV

Extrait du rapport du Groupe d'évaluation de la Conférence sur le "Rôle de l'Etat vis-à-vis des industries culturelles"

(Doc. CDCC (81) 10)

"L'importance des "industries culturelles" pour les gouvernements peut être ainsi définie :

- Les "industries culturelles", du moins dans les sociétés à économie de marché, constituent le principal moyen de transmission de "culture" à des audiences de masse. Le développement technologique, joint aux mutations institutionnelles et économiques qui l'accompagnent, tend de plus en plus à faire de la "culture" quelque chose qui est créé, produit et diffusé sur le mode industriel, dans un cadre industriel et à une échelle industrielle, laissant ainsi de moins en moins de place à la créativité individuelle, à "l'art pour l'art" et à l'artisanat artistique. Les responsables de la politique culturelle ne peuvent faire abstraction de ce phénomène ; au mieux peuvent-ils en corriger les éventuelles conséquences négatives. Aussi, tout organisme national ou international responsable des affaires culturelles, doit-il être prêt à aider les décideurs à suivre, et éventuellement orienter, l'évolution des "industries culturelles".
- Les "industries culturelles" sont des industries. Le système décrit ci-dessus est géré principalement, dans les pays à économie de marché, par des entreprises commerciales à but lucratif. Il n'est pas nié ici que le monde des affaires - même en travaillant sur une base purement commerciale - puisse apporter des contributions positives et importantes à la "culture". Mais il est affirmé ici que le fonctionnement des seules forces du marché est insuffisant pour assurer le développement de la "culture".

- Les "industries culturelles", comme la recherche l'a démontré de façon convaincante, sont une source primordiale de valeurs et de symboles pour le grand public. Elles sont aussi d'importants agents de socialisation pour les jeunes générations. Aussi, quels que soient les objectifs culturels, éducatifs ou sociaux poursuivis, les décideurs nationaux et internationaux ont besoin d'informations sûres et d'avis autorisés d'experts pour être en mesure d'évaluer l'impact des "industries culturelles".
- Les "industries culturelles", bien que leur part dans la production industrielle totale soit peut-être modeste, ont d'énormes incidences économiques. Cela apparaît à l'évidence lorsqu'on considère par exemple l'influence qu'elles exercent sur le comportement des consommateurs par l'intermédiaire de la publicité et des techniques de promotion. Ceci est une raison supplémentaire pour accumuler de l'information et de l'expertise en tant que bases de décisions qui soient rationnelles d'un point de vue à la fois économique et culturel.
- Le fossé entre les décideurs et les technologues s'élargit de plus en plus. Les décideurs culturels ne sont pas toujours conscients des incidences culturelles potentielles de certaines technologies nouvelles et ne comprennent pas toujours les contraintes technologiques, gestionnaires, économiques et institutionnelles qui déterminent le développement des "industries culturelles". De leur côté, les technologues, les spécialistes de la recherche opérationnelle et les gestionnaires sont rarement conscients des implications plus vastes et des répercussions culturelles des techniques qu'ils mettent au point. En conséquence, il y a ici un grand besoin d'échange d'informations, et de formation interdisciplinaire.
- La communication de masse est devenue l'un des thèmes majeurs des discussions internationales relatives au "nouvel ordre de l'information". Il s'est avéré que beaucoup de gouvernements, notamment en Europe, ne sont pas préparés pour des discussions politiques de ce genre ni en mesure d'exprimer des options politiques bien définies. Lorsque ces discussions aborderont le secteur plus vaste des "industries culturelles", les gouvernements européens devront pouvoir s'appuyer sur des bases solides pour formuler leur politique."

Résolution No V

sur

L'ANNEE EUROPEENNE DE LA MUSIQUE

Les ministres européens responsables des Affaires culturelles réunis à Luxembourg du 5 au 7 mai 1981, à l'occasion de leur troisième Conférence,

Se félicitant de l'accord de principe que le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a donné à la Recommandation 917 (1981) relative à la désignation de l'Année 1985 comme "Année européenne de la Musique" adoptée par l'Assemblée Consultative, suite à une résolution du Parlement Européen en ce sens,

Invitent le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe

1. à demander au Conseil de la Coopération culturelle (CDCC) d'inscrire dans son budget-programme dès 1982 des activités destinées à contribuer à la mise en oeuvre de ce projet devant :
 - se rattacher à ses travaux en matière de développement culturel et permettre la participation des jeunes ;
 - encourager la création et l'interprétation de la musique contemporaine ;
2. à allouer au CDCC les augmentations budgétaires nécessaires.

Résolution No VI
sur
**LES MUSEES, BIBLIOTHEQUES ET ARCHIVES,
INSTRUMENTS DE PROMOTION DU DEVELOPPEMENT
CULTUREL**

Les ministres européens responsables des Affaires culturelles, réunis à Luxembourg du 5 au 7 mai 1981, à l'occasion de leur troisième Conférence,

Rappelant les résolutions adoptées lors de leur première Conférence à Oslo en 1976, notamment les Résolutions No 1 et 6 ;

Considérant qu'une politique de coopération culturelle exige la mobilisation de toutes les possibilités existant au sein des Etats membres dans le domaine de la culture ;

Estimant qu'il convient d'approfondir la relation entre le patrimoine culturel et l'identité culturelle européenne en vue d'une politique culturelle répondant de façon appropriée à une demande croissante à cet égard émanant de vastes secteurs de la population ;

Persuadés que les musées, les bibliothèques et les archives sont susceptibles de jouer un rôle de premier plan pour le développement culturel en Europe comme instruments de promotion et de diffusion de la culture ;

Se félicitant que le Conseil de l'Europe ait retenu dans son Plan à Moyen Terme (1981-1986), comme un de ses objectifs culturels, d'étudier l'adaptation des grandes institutions et manifestations culturelles en vue de les rendre aptes à répondre aux besoins d'un public en évolution (*) ;

(*) Objectif 12.3 du deuxième Plan à Moyen Terme d'activités intergouvernementales du Conseil de l'Europe

Notant avec intérêt l'évolution des expositions européennes d'Art du Conseil de l'Europe qui, au-delà de la sensibilisation des Européens à la richesse de leur patrimoine commun, entendent susciter une réflexion du grand public sur de grandes époques de la civilisation occidentale, en situant l'art dans un contexte social, économique et politique ;

Se félicitant de l'encouragement apporté notamment aux petits musées en Europe grâce aux Prix européens du musée, institués avec le concours du Conseil de l'Europe à la suite d'une proposition formulée en 1977 par l'Assemblée Consultative dans sa Recommandation 806 ;

Informés des conclusions du récent colloque organisé par le Centre européen culturel de Delphes visant à établir une coordination et une coopération entre les musées d'art moderne ;

Considérant que le Conseil de l'Europe, dans le cadre de ses activités, devrait prendre en considération les musées, les bibliothèques et les archives en tant que système culturel de communication éducative et sociale ;

Invitent le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe à demander au Conseil de la Coopération culturelle (CDCC) d'étudier la possibilité de :

- faire connaître aux musées, bibliothèques et archives les moyens de coopération déjà existants ;
- mettre à l'étude, en coopération avec les organismes existants, le développement d'un réseau européen pour assurer une meilleure coordination des musées, bibliothèques et archives, permettant de susciter un échange d'informations sur les méthodes et expériences susceptibles d'en améliorer l'utilisation eu égard aux objectifs d'une promotion culturelle et sociale européenne.

3rd Conference
Luxembourg, 5-7 mai 1981

Resolution No I

on

EUROPEAN CULTURAL CO-OPERATION

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Luxembourg from 5 to 7 May 1981 for their third conference,

Recalling Resolution No IV on the future of European cultural co-operation adopted at their Athens Conference in 1978 ;

Bearing in mind the resolutions of the Intergovernmental Conference on Cultural policies in Europe held by UNESCO in Helsinki in 1972 ;

Having taken note of the report on "European cultural co-operation - achievements and prospects" ;

Recalling the major options which emerged from their debate on the role of cultural aims in social and economic development and are set out in the general report in the Forum ⁽¹⁾ ;

Aware of the hopes expressed by the Council of Europe Consultative Assembly and the European Parliament with regard to European cultural action ;

Welcoming the reply by the Committee of Ministers of the Council of Europe, dated 3 October 1979 ⁽²⁾, to Recommendation 850 (1979) of the Consultative Assembly on European Cultural Co-operation ;

⁽¹⁾ By Professor Henri JANNE, former Minister, former Rector of the University of Brussels, to whom the conference wished to express its appreciation of this excellent summary (Appendix to doc. MAC-3/7)

⁽²⁾ Addendum to Doc. 4412 of the Consultative Assembly of the Council of Europe.

Noting that the need to introduce a cultural dimension into the work of European unification is becoming more and more strongly felt ;

Reaffirming their conviction that :

- European cultural co-operation must be conducted on as broad as possible a basis, serving the objectives of cultural development and consistent with the principles of freedom of expression, cultural diversity and recognition of the rights of the individual ;
- such co-operation must enjoy the political support of all member states ;
- the European Cultural Convention remains the best available legal framework for implementing such co-operation ;
- the Council for Cultural Co-operation of the Council of Europe, with its Cultural Fund, remains the best instrument for carrying out such co-operation ;
- European cultural co-operation should be conceived as a component of international cultural co-operation and special importance should be attached to pan-European cultural co-operation and to co-operation with developing countries ;

Emphasising the desirability of developing and intensifying, at both national and international levels, the relations between the Council of Europe and UNESCO, the European Communities and the Nordic Council of Ministers ;

Considering that cultural co-operation in Europe requires constant reflection on its objectives and methods and must be supported by resolute action to disseminate the results of its work.

Resolve

1. to take into consideration the needs and objectives of European co-operation in their particular sphere of competence ;
2. to invite appropriate international organisations whose attributes include activities in the cultural field in Europe to take part in their conference ;
3. to continue their work on the cultural objectives of development, cultural development policies in Europe, the European cultural identity and inter-cultural dialogue ;

4. to seek closer working relations with the Standing Conference of European Ministers of Education and, in view of their forthcoming session on education to be held in Lisbon from 3 to 8 June 1981, to express their concern that the cultural development of children, in music, in the arts and in cultural values in general, be given a substantial place in the early years of compulsory schooling :

Invite the Committee of Ministers of the Council of Europe

1. to examine the desirability of revising the European Cultural Convention to enable other international organisations working in the cultural field to accede to it if they consider themselves justified in doing so ;
2. to examine the desirability of studies on European co-operation in relation to external cultural policy (action by states and specialist bodies) ;
3. to ask the Council for Cultural Co-operation (CDCC) to give prominence in its programme to local and regional cultural development and to the problems of culture in relation to children and immigrant minorities ;
4. to transmit to the Council for Cultural Co-operation their views, appended to this resolution, on the Conference on Cultural Co-operation in Europe, which is included in the CDCC Conference Programme for 1982 :

Convey their warmest thanks to the Luxembourg Government for its generous hospitality ;

Express their gratitude to the Government of the Federal Republic of Germany for its offer to organise a Fourth Conference of European Ministers responsible for Cultural Affairs in Berlin in spring 1984.

Appendix to Resolution No I

CONFERENCE ON CULTURAL CO-OPERATION IN EUROPE

The European Ministers responsible for Cultural Affairs ask the CDCC Conference to discuss the following points in the light of their Resolution No I on European Cultural Co-operation.

- a. Co-operation between international organisations working in the cultural field in Europe (UNESCO, Council of Europe, European Communities, Nordic Council of Ministers), from the standpoint of objectives and goals as well as programmes ;
- b. Co-ordination between the ministries and departments responsible for these organisations at national level ;
- c. The Council for Cultural Co-operation (CDCC) as a special Instrument of European cultural co-operation (working methods, funding, Secretariat). The working methods which might be taken into consideration include :
 - carrying out of co-ordinated studies and experiments in all the Contracting Parties to the European Cultural Convention, in particular at regional and local levels ;
 - organisation in various countries, on their own initiative, of hearings on national cultural development policies ;
 - co-ordination between research institutes working on cultural policy in the various countries ;
 - sharing of information on new schemes undertaken by the public authorities and non-governmental organisations in the various countries ;
- d. The role of the Conference of European Ministers responsible for Cultural Affairs, with a view to securing its place among the European bodies responsible at the highest level for cultural co-operation in Europe, especially as regards the setting of objectives and goals.

Resolution No II

on

A EUROPEAN DECLARATION OF CULTURAL OBJECTIVES

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Luxembourg from 5 to 7 May 1981 for their third conference,

Recalling Resolution I on a European Cultural Charter, adopted at their Athens Conference in 1978 which included a recommendation that the Committee of Ministers of the Council of Europe invite the Council for Cultural Co-operation (CDCC) to study the preparation of a European Cultural Charter and report to this conference ;

Recalling Resolution No I on the challenge to cultural policy in our changing society adopted at their Oslo Conference in 1976 ;

Bearing in mind the Recommendation on "participation by the people at large in cultural life and their contribution to it", adopted by Unesco in 1976 ;

Considering that the report on the European Cultural Charter prepared by the Council for Cultural Co-operation (CDCC) is a valuable document enabling them to make an informed assessment of the value and difficulties of such an undertaking ;

Taking into consideration the preparatory work and debate on the role of cultural aims in social and economic development held at their conference in Luxembourg ;

Emphasizing that it is essential to create conditions for cultural development such that all citizens will have equal opportunities, without discrimination and according to their aspirations and potential, to achieve cultural fulfilment ; further, there must be no intervention in respect of the content of culture, with regard to which all interference by the authorities must be scrupulously avoided ;

Considering that in order to promote culture-orientated development, it is necessary to define objectives, strategies, and measures within the framework of domestic government policies carried out in co-operation with the various ministries concerned and in international co-operation between them at European and world levels ;

Noting the important role of local authorities, intergovernmental bodies, national and international non-governmental organisations and voluntary groups and the complementary nature of these different bodies ;

Bearing in mind the principles they adopted in regard to cultural policies in Resolution I of their Oslo Conference in 1976, where it is said that "Policy for society as a whole should have a cultural dimension stressing the development of human values, equality, democracy and the improvement of the human condition, in particular by guaranteeing freedom of expression and creating real possibilities for making use of this freedom".

Resolve to draw up a European Declaration of Cultural Objectives, the main aim of which will be to submit to Contracting Parties to the European Cultural Convention cultural objectives which can be taken into account in their policies in all fields and so contribute to greater awareness among Europeans of the importance of cultural values,

Invite the Committee of Ministers of the Council of Europe to ask the Council for Cultural Co-operation (CDCC) :

1. to set up, as soon as possible, a group to draft such a declaration ;
2. to invite member states, on the basis of this draft and in the manner they consider most appropriate, to consult governmental and non-governmental bodies concerned ;
3. to take soundings, at the same time, among European bodies concerned.

Place on the agenda for their 4th conference the examination of a draft Declaration for adoption by that conference.

Resolution No III

on

CULTURAL DEVELOPMENT AND THE ELECTRONIC MEDIA

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Luxembourg from 5 to 7 May 1981 for their third conference,

Being informed of the work of the Council for Cultural Co-operation (CDCC) in Project No 6 "Culture and the media" and of the conclusions of the Project Group, which are appended hereto ;

Being informed of the work of the Steering Committee on Mass Media (CDMM) ;

Consider that the opinions and proposals put forward in the course of this work, which express a number of ideas deserving special attention, nevertheless pose problems warranting detailed study as to their legal and political implications in relation to the need to respect the specific character of each member state and their diverging views in this matter ;

Invite the Committee of Ministers of the Council of Europe

1. to continue and intensify the Council of Europe's research work on the media, not only from the legal and technical points of view, but particularly as regards their role in, and influence on, cultural development ;
2. to ask the competent committees to pay special attention to these questions in carrying out the objectives of the Medium-Term Plan and to co-operate with each other.

Appendix to Resolution No III

Conclusions of Project Group No 6 "Culture and the Media" of the Council for Cultural Co-operation

"After completing its three years of work, Project Group No 6 'Culture and the media' of the Council for Cultural Co-operation :

Believes that the many schemes carried out over the last ten years to promote active public participation in the field of electronic media should be officially recognised as well as extended ;

Is convinced that technological innovation causes far-reaching changes in the economic and institutional structures of electronic communication media as well as the emergence of new communication models which have repercussions on the whole cultural sphere ;

Deplores the fact that the electronic communication structures now being planned are more often governed by a spirit of economic and commercial competition than by a clear cultural policy ;

Points out that the electronic media have not only a political and economic significance but above all a cultural one ;

Considers that the right to communicate is a decisive factor for individual and collective cultural development in Europe ;

Observes that control of electronic communication networks may result, at both international and national level, in over-centralisation of production and transmission of electronic messages either in a state structure or in commercial structures ;

Notes that technological innovation can provide a means of reflecting cultural originality and diversity, thus facilitating the self-expression of regions and the various socio-cultural groups as well as communication and exchanges between them, but that this way may be impeded by a

tendency towards uniformity and standardisation for reasons of economic profitability ;

Is anxious that the new electronic communication networks should allow a balanced exchange between all parties concerned of images and sounds reflecting the personalities of the various European nations as well as the personality of Europe itself in relation to the rest of the world ;

Notes that means of fostering free and imaginative artistic creation are essential at a time when the operation of the mass media involves a danger of creative work becoming fragmented and standardised ;

Believes that sound or television broadcasting institutions should be designed to serve the public, an essential principle of any electronic media policy ;

Considers that the desire to involve the public in the running of the electronic media means bringing production and transmission centres into closer contact with their audiences by having regard to the geographical proximity of one or another socio-cultural group or to the common interests of its members ;

Is aware that while the growing importance of the electronic media places special responsibility for educating and informing the public upon professional communicators, this responsibility cannot be fulfilled unless the professionals are guaranteed a right of initiative and freedom of expression ;

Considers that although the establishment of new electronic communication networks (whether over the air, by cable or by the distribution of cassettes and video-discs) obliges public authorities to incur further expenditure, which has to be covered by licence fees, commercial management methods, income from advertising or part of the profits of the electronic industries, it is important that public authorities should maintain the concept of a public service and uphold the principles of cultural democracy ;

Asks that the governments be recommended :

1. To draw up a coherent and comprehensive electronic audio-visual communications policy whereby :

- economic, technical or political decisions that are of relevance to electronic communications are in line with cultural objectives which have been widely and democratically discussed and,

- obstacles due to administrative, legal, institutional or technical compartmentalisation can be overcome or avoided through harmonisation of activities in the various sectors concerned with electronic audio-visual communications.

2. To study the new scope for broadcasting offered by satellites with a view to fostering cultural co-operation between European countries, so as to allow of the exchange and circulation of broadcasts reflecting the specific features of every European country and prevent any cultural domination by some countries over others through a monopolistic use of these new broadcasting media.
3. To encourage and develop local radio and television broadcasting schemes both within broadcasting institutions and through ad hoc associations with either public or private status, in strict compliance with the concept of public service and the principle of commercial and political independence.
4. To set up public audio-visual resource centres at local or regional level to accommodate and support independent projects by individuals and socio-cultural groups by providing them with information, training, production and broadcasting facilities and involving users in the management of such centres.
5. To ensure that schools and colleges perform a fundamental function of initiation in the use of electronic media by calling on the services of communications specialists, so as to enable citizens effectively to exercise their right to communication ;

Expresses the wish that Finland and the Holy See, which are also signatories of the European Cultural Convention, be able to take into account their audio-visual communication policy the principles contained in the conclusions ;

And, with regard to sound and television broadcasting institutions,

Stresses the essential part to be played by radio and television companies as broadcasting organisations or teletext centres in providing scope for the expression of national or regional socio-cultural realities and for balanced and diversified international exchanges ;

Hopes that broadcasting institutions in Council of Europe member states will be invited :

1. To intensify their efforts to decentralise their structures and resources, having regard to trends in the political institutions and regulations of each country, in order to foster cultural democracy in the electronic communications field.
2. To promote the role of creative artists at every level, particularly by increasing their participation at the programme-planning stage and by encouraging a democratic system of programme broadcasting.
3. To involve the public in the running of radio and television institutions, particularly by means of representative consultative committees expressing their opinions on programmes, budgetary decisions and frequency allocations and through direct participation in the production of socio-cultural broadcasts ;

Expresses the wish that, in addition to their actual production work, electronic communications specialists should be recognised as intermediaries who help the public, particularly its socially and culturally deprived sections, to understand and make use of the electronic media.

And lastly, with regard to the financing of new projects,

Recommends that public funds be set up at national, regional or local level, to be managed by independent responsible bodies and maintained from various sources, which might include licence fees, grants from regional and local authorities, new self-financing public services such as information and booking services, access to data banks or pay TV, profits from the municipal management of a broadcasting institution reallocated for cultural purposes (with strict regulations to prevent programmes from being influenced by advertising) or a tax on the profits of the electronic communications industries."

Resolution No IV

on

THE CULTURAL IMPORTANCE OF THE CULTURE INDUSTRIES

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Luxembourg from 5 to 7 May 1981 for their third conference,

Recalling Resolution III on the culture industries, adopted at their Athens Conference in 1978, which included the recommendation that the Committee of Ministers of the Council of Europe "invite the CDCC to study the possibilities for further co-operation concerning the international cultural industries" ;

Noting that the Conference on "the state's role vis-à-vis the culture industries", organised by the Council for Cultural Co-operation (CDCC) in 1980, was a useful exploration of a wide range of issues and helped to identify certain major problems and to give an overall view of the culture industries as an area for integrated cultural policy and action ;

Reaffirming that no future cultural policy – national or European – can be conceived without reference to the phenomenon of culture industries, their ever-faster development and their ever-greater cultural and social impact ;

Referring to Recommendation No 862 (1979) on Cinema and the State, of the Consultative Assembly of the Council of Europe ;

Take note of the comments (appended) submitted by the group set up to evaluate the results of the above-mentioned Conference and consider them a relevant contribution to the next stage of the discussion ;

Reaffirm the great importance which should be attached to the question of the culture industries, especially as regards their effects on artistic creation and on the cultural role of the mass media ;

Reaffirm their interest in the information and documentation activities of the Council for Cultural Co-operation (CDCC) on those aspects of cultural development relevant to the shaping of cultural policies, especially as regards the impact of culture industries on artistic creativity, cultural use of mass media and the utilisation of new communications technology ;

Ask that consideration be given, at both national and European levels, to the various types of measures which may be taken by the public authorities, within the limits of their powers, to improve the contribution of the culture industries to cultural development policies,

Invite the Committee of Ministers of the Council of Europe to recommend that the Council for Cultural Co-operation (CDCC), in carrying out the objectives of the Medium-Term Plan,

1. Focus its attention on the impact of the culture industries as regards :
 - the processes of cultural creation and the role of governments in preserving conditions favourable to it,
 - national and regional cultural identities,
 - public access, in a spirit of participation, to the media,
 - forms of involvement of the public, and especially young people,
 and, to this end, intensify its co-operation with the Steering Committee on the Mass Media ;
2. follow up its Conference on the Culture Industries with an operational project relating in particular to the problems of artistic creativity.

Appendix to Resolution No IV

Excerpt

from the report of the Evaluation Group of the Conference
on the "State's role vis-à-vis the culture industries"
(doc. CDCC (81) 10)

"The importance of the "culture industries" for governments may be explained as follows :

- The 'culture industries', at least in market economy societies are the main channel for the transmission of 'culture' to mass audiences. Technological development, as well as parallel institutional and economic changes, tend to make of 'culture' something which is increasingly being created, produced and disseminated according to industrial patterns, in industrial frameworks, and on an industrial scale, thus leaving less and less room for individual creativity, 'art for art's sake' considerations and artistic craftsmanship. Cultural policy-makers cannot do away with this phenomenon ; they can at best correct its possible negative consequences. Consequently, any national or international body responsible for cultural affairs should be prepared to assist decision-makers in monitoring the development of 'culture industries'.
- The 'culture industries' are Industries. The above-outlined system is mainly run, in market economy countries, by business corporations aiming at profit-making. What is not denied here is that business – even when working on a purely commercial basis -- can make positive and significant contributions to 'culture'. But it is contended that the functioning of the sole market forces is insufficient to ensure the development of 'culture'.

- The 'culture industries', as research has convincingly pointed out, are a major source of symbols and values for the population at large. They are also major agents of socialisation for the young generations. Thus, whatever cultural, educational or social policy aims are pursued, national and international decision-makers need reliable information and expertise in order to be able to assess the impact of 'culture industries'.
- The 'culture industries', though their share of total industrial output may be modest, have an immense economic impact. This is obvious when one considers, for example, their influence on consumers' behaviour through advertising and promotion techniques. This is an additional reason to build up information and expertise as a basis for decision-making which is rational both from an economic and a cultural point of view.
- There is a widening communication gap between cultural decision-makers and technologists. The cultural decision-makers are not always aware of the virtual cultural implications of certain new technologies, nor do they always understand the technological, managerial, economic and institutional constraints which prompt the development of the 'culture industries'. On the other hand, technologists, R & D specialists and managers are seldom aware of the wider consequences and the cultural impact of their techniques. Consequently, there is here a great need for exchange of information and for interdisciplinary training.
- Mass communication has become a major issue in the international discussions concerning the 'new information order'. It has become apparent that most governments, especially in Europe, are not prepared for this type of policy discussion and are not in a position to express clear policy options. If and when these discussions move more clearly into the broader area of the 'culture industries', European governments should have a solid basis for their policy formulation."

Resolution No V
on
A EUROPEAN MUSIC YEAR

The European Ministers responsible for Cultural affairs, meeting in Luxembourg from 5 to 7 May 1981 for their third conference,

Welcome the agreement of principle given by the Committee of Ministers of the Council of Europe to Recommendation 917 (1981) on the designation of 1985 as "European Music Year" adopted by the Consultative Assembly, following a similar resolution by the European Parliament,

Invite the Committee of Ministers of the Council of Europe

1. to ask the Council for Cultural Co-operation (CDCC) to contribute to the implementation of this project by including in its programme-budget, beginning in 1982, activities :
 - relating to its work on cultural development and involving young people ;
 - encouraging the creation and performance of contemporary music ;
2. to approve the increase in budget appropriations required for the purpose.

Resolution No VI

on

MUSEUMS, LIBRARIES AND ARCHIVES AS MEANS OF PROMOTING CULTURAL DEVELOPMENT

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Luxembourg from 5 to 7 May for their third conference,

Recalling the resolutions adopted at their conference in Oslo in 1976, in particular Resolutions No 1 and No 6 ;

Believing that a cultural co-operation policy can be carried out only by mobilising all the cultural resources of member countries ;

Aware of the need to explore in depth the relationship between the cultural heritage and European cultural identity, in order to frame a cultural policy that will provide an adequate response to an increasing public demand ;

Convinced that museums, libraries and archives, as instruments for the promotion and dissemination of culture, can play a central part in the cultural development of Europe ;

Welcoming the decision of the Council of Europe to include among the cultural objectives of its Medium-Term Plan for 1981-86 a study of the adjustment of the major cultural institutions and events in order to improve their responsiveness to the needs of a changing public (1) ;

(1) Objective 12.3. of the Second Medium Term Plan for intergovernmental activities of the Council of Europe.

Noting with interest the trend in the European art exhibitions of the Council of Europe which are now, in addition to increasing awareness among the general public of the richness of their common heritage, stimulating thought about the great periods of western civilisation by placing the art of the past in its social economic and political context ;

Welcoming the encouragement given in particular to the smaller museums in Europe through the European museum prizes, organised in conjunction with the Council of Europe following a proposal made in 1977 by the Consultative Assembly in its Recommendation 806 ;

Having learned of the conclusions of the recent colloquy organised by the European Cultural Centre in Delphi, which called for co-ordination and co-operation among museums of modern art ;

Believing that the work of the Council of Europe should take account of museums, libraries and archives as a cultural system of educational and social communication,

Invite the Committee of Ministers of the Council of Europe to ask the Council for Cultural Co-operation (CDCC) to examine the possibility of ;

- informing museums, libraries and archives of existing means of co-operation ;
- studying, together with existing bodies, the development of a European network to ensure improved co-ordination between museums, libraries and archives, which would lead to the exchange of information on methods and experience and so improve the use made of them, in terms of the promotion of the objectives of cultural and social advancement in Europe.

4e Conférence
Berlin, 23-25 mai 1984

Résolution No 1

concernant

LA CULTURE ET LES TECHNOLOGIES DE COMMUNICATION

Les Ministres Européens responsables des Affaires Culturelles, réunis à Berlin du 23 au 25 mai 1984, à l'occasion de leur quatrième Conférence,

Réaffirmant leur attachement aux principes consacrés par:

- la Convention Européenne des Droits de l'Homme
- la Convention Culturelle Européenne,
- la Déclaration sur la Liberté d'Expression et d'Information, et
- la Déclaration Européenne sur les Objectifs culturels;

Considérant l'attachement de leurs peuples aux valeurs qui sont leur patrimoine commun et qui sont à l'origine des principes de liberté individuelle, de liberté politique et de prééminence du droit, sur lesquels se fonde toute démocratie véritable;

Rappelant la Résolution N° III concernant les Industries culturelles prise par la deuxième Conférence des Ministres Européens responsables des Affaires Culturelles à Athènes en 1978, ainsi que la Résolution N° III sur le développement culturel et les médias électroniques, et la Résolution N° IV sur l'importance culturelle des industries culturelles prises par la troisième Conférence des Ministres Européens responsables des Affaires Culturelles à Luxembourg en 1981;

Rappelant la Recommandation 963 (1983) relative aux moyens culturels et éducatifs de réduire la violence adoptée par l'Assemblée parlementaire le 28 janvier 1983;

Prenant en considération les travaux du Groupe de Travail N° 11 du Conseil de la Coopération Culturelle "Promotion de la création face au développement des industries culturelles", ainsi que les travaux du Comité Directeur sur les moyens de communication de masse;

Constatant que les innovations technologiques, avec les chances et risques qu'elles comportent, modifient fondamentalement les réseaux de communication et font de ce domaine un des vecteurs privilégiés d'un nouveau développement économique et culturel ainsi que d'une plus grande compréhension réciproque;

Soulignant que les investissements considérables consentis dans les nouveaux moyens de production et de diffusion, tant par le secteur public que par les entreprises privées, ne pourront être valorisés que s'il y a une production de programmes significative;

Réaffirmant la nécessité de préserver et de développer les identités culturelles locales, régionales et nationales devant l'éclatement des frontières et la réorganisation des systèmes de production provoqués par l'introduction des nouvelles technologies;

Rappelant que les développements technologiques permettent un meilleur fonctionnement des collectivités locales et régionales grâce à la proximité de moyens de production et de diffusion;

Constatant que le développement des nouveaux médias augmente la capacité de la communication, notamment aux niveaux local et régional et en ouvrant de nouvelles possibilités de service interactif;

Soulignant que l'introduction des nouvelles techniques doit aller de pair avec un développement de la création et de la pratique artistiques;

Constatant qu'une coopération entre les pays européens est indispensable pour garantir la présence de ces pays dans un contexte d'internationalisation et de concurrence accrues dans les médias;

Recommandent au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe d'inviter les Etats membres à:

1. favoriser la production de programmes dans les pays européens en vue d'augmenter les espaces de temps offerts par les nouveaux réseaux de diffusion,
2. valoriser et utiliser la richesse de notre patrimoine culturel commun pour la création de nouveaux programmes,
3. préserver et développer les identités culturelles propres aux pays de l'Europe ainsi qu'aux régions qui les composent quelle que soit leur situation économique, géographique ou linguistique,
4. porter une attention vigilante aux incidences que peut comporter le développement de ces technologies par rapport au respect des droits de chaque personne humaine, de la famille et des enfants,
5. veiller à stimuler la diversité des moyens d'expression et de communication ainsi que des produits,
6. maintenir, dans le domaine des médias électroniques, le principe du service public, tout en reconnaissant le rôle de l'initiative privée,
7. favoriser dans un esprit de participation démocratique l'accès de la population aux réseaux locaux et régionaux de communication et créer les meilleures conditions à cet effet,

8. poursuivre l'effort de développement de toutes les disciplines de la création artistique de manière à ce que les industries de programmes puissent utiliser la richesse offerte par la création,
9. appliquer, et le cas échéant adapter, les instruments juridiques nationaux et internationaux en matière de droits d'auteur et droits voisins, compte tenu de la nouvelle situation créée par les nouvelles technologies de communication,
10. organiser, à l'échelle nationale et européenne, la lutte contre la piraterie audio-visuelle,
11. accroître, en tenant compte des difficultés propres aux pays qu'elles soient dues à leur situation économique, géographique ou linguistique, la coopération directe entre partenaires européens pour encourager notamment:
 - la production, la coproduction et l'utilisation de programmes,
 - l'émergence d'industries de programmes de dimension européenne,
 - une coordination dans la programmation des émissions par satellites,
 - la recherche et la formation en matière de nouvelles technologies de communication, tenant compte notamment de leur mission culturelle,
 - l'éducation de tous en vue de l'utilisation et de la compréhension des nouveaux médias,
 - l'étude des possibilités culturelles offertes par une radio-télévision européenne ouverte à tous les pays de la Convention Culturelle Européenne.

Les Ministres Européens responsables des Affaires Culturelles déclarent le Conseil de l'Europe pour les travaux des différents comités dans le domaine de la culture et de la communication, et demandent au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe:

- d'intensifier la coopération des Etats membres au sein de l'Organisation pour la poursuite des études,
- d'envisager la convocation, le moment venu, d'une conférence européenne en vue de définir une politique harmonisée dans le domaine des médias.

Résolution No II

concernant

LA DÉCLARATION EUROPÉENNE SUR LES OBJECTIFS CULTURELS

Les Ministres Européens responsables des Affaires Culturelles, réunis à Berlin du 23 au 25 mai 1984, à l'occasion de leur quatrième Conférence,

Rappelant que les Etats parties à la Convention Culturelle Européenne se sont notamment engagés à "adopter une politique d'action commune visant à sauvegarder la culture européenne et à en encourager le développement";

Rappelant la Résolution N° II adoptée lors de leur Conférence de Luxembourg en 1981 par laquelle ils avaient décidé d'élaborer une Déclaration "dont le but principal serait de soumettre aux parties à la Convention Culturelle Européenne des objectifs culturels susceptibles d'être pris en compte dans leur politique en tous domaines et de contribuer ainsi à une prise de conscience par les Européens de l'importance des valeurs culturelles";

Ayant à l'esprit la Déclaration de Mexico adoptée lors de la Conférence mondiale sur les politiques culturelles tenue dans le cadre de l'UNESCO en 1982;

Remerciant le Conseil de la Coopération Culturelle du Conseil de l'Europe d'avoir mené à bien, conformément au mandat qui lui avait été donné, les travaux préparatoires, études et consultations nécessaires à l'élaboration d'un projet de Déclaration qui a pu recueillir le consensus général;

Exprimant également leur gratitude à toutes les instances, organisations et personnes ayant participé à ces travaux;

Conscients du rôle qui leur incombe de donner des impulsions nouvelles à la coopération culturelle en Europe;

Convaincus que les objectifs culturels ainsi proposés tendent à apporter des solutions aux graves problèmes sociaux, écologiques et économiques auxquels sont affrontés leurs gouvernements;

Adoptent solennellement la Déclaration Européenne sur les Objectifs culturels dont le texte figure en annexe;

Prendent acte du document d'accompagnement de cette Déclaration qui présente un choix de stratégies culturelles permettant d'atteindre les objectifs visés;

Reconnaissent le besoin de

- veiller à ce que les objectifs énoncés dans la Déclaration soient respectés et poursuivis dans la mise en oeuvre des politiques culturelles de leurs pays;
- promouvoir au sein de leurs gouvernements respectifs ces objectifs afin qu'ils soient pris en compte dans tous les secteurs de la politique nationale ou régionale;
- diffuser largement le texte de la Déclaration dans leurs pays tant auprès des instances publiques nationales, régionales et locales, que dans les écoles et les institutions culturelles;

Invitent le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe

- a. à examiner la possibilité de faire de la Déclaration une annexe à la Convention Culturelle Européenne;
- b. à inviter l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe et la Conférence Permanente des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe à consacrer un débat à la Déclaration et d'assurer respectivement sa diffusion dans les parlements nationaux et régionaux et auprès des instances municipales et régionales de l'Europe;
- c. à saisir de ce texte les Comités directeurs du Conseil de l'Europe et le Centre Européen de la Jeunesse;
- d. à charger le Conseil de la Coopération Culturelle:
 - i. de considérer la Déclaration comme une base de son programme d'examen de politiques culturelles nationales ou régionales;
 - ii. d'envisager la publication d'un ouvrage retraçant les travaux préparatoires de la Déclaration;
 - iii. de promouvoir la traduction de la Déclaration dans d'autres langues que les langues officielles du Conseil de l'Europe;
- e. à charger le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
 - i. de communiquer ce texte aux organisations européennes inter-gouvernementales et non-gouvernementales intéressées et
 - ii. d'en assurer une diffusion aussi large que possible auprès du grand public en utilisant toutes les techniques d'information et de communication disponibles;

Déclarent de procéder à l'une de leurs prochaines conférences à l'examen de l'impact de la Déclaration Européenne sur les Objectifs culturels.

Résolution No III**concernant****LA COOPERATION CULTURELLE EUROPEENNE**

Les Ministres Européens responsables des Affaires Culturelles, réunis à Berlin du 23 au 25 mai 1984, à l'occasion de leur quatrième Conférence,

Rappelant la Résolution N° 1 sur la Coopération Culturelle Européenne, adoptée lors de leur Conférence de Luxembourg en 1981;

Confirmant leur volonté de considérer la coopération culturelle en Europe comme un ensemble dans l'espace défini par la Convention Culturelle Européenne englobant les diverses organisations qui en sont les organes;

Constatant avec satisfaction la présence à la présente Conférence de représentants de l'UNESCO, de la Commission des Communautés Européennes, du Secrétariat de la Coopération Culturelle Nordique, de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique, de la Fondation Européenne de la Culture, qui oeuvrent dans le domaine culturel en Europe;

Se félicitant tout particulièrement de la participation de représentants de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe et de la Conférence Permanente des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe;

Constatant l'évolution de la coopération culturelle en Europe dont l'importance est de plus reconnue dans l'oeuvre de construction européenne et dont les principales étapes, aux niveaux régional et sous-régional, ont été depuis la Conférence de Luxembourg:

- l'élaboration par le CDCC d'une Déclaration Européenne sur les Objectifs culturels qui fait l'objet de la Résolution N° II,
- la création de la Fondation Européenne,
- les deux réunions Informelles des Ministres des Affaires Culturelles tenues dans le cadre des Communautés Européennes à Naples (1982) et à Athènes (1983),
- la Déclaration solennelle sur l'Union Européenne (Stuttgart, 1983) qui contient un important volet culturel;
- la Conférence du CDCC sur la Coopération Culturelle en Europe (1983);

Conscients des engagements pris par les Etats signataires de la Convention Culturelle Européenne;

Affirmant la nécessité dans la conjoncture actuelle de renforcer la coopération culturelle en tant que ferment d'une prise de conscience européenne renouvelée et de développer de nouvelles formules à cet effet,

Reconnaissant que cet effort s'inscrit dans le cadre tracé au niveau mondial par la Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles (1982);

Saluant la coopération culturelle qui se développe à travers l'Europe toute entière dans le cadre de la C.S.C.E., notamment la décision d'organiser un forum culturel à Budapest en 1985;

Reconnaissant que les Expositions Européennes d'Art du Conseil de l'Europe constituent l'une des activités les plus prestigieuses organisées sous ses auspices;

Réaffirmant le rôle privilégié qui revient au Conseil de la Coopération Culturelle du Conseil de l'Europe en tant que Comité d'experts de la Convention Culturelle Européenne;

Invitent le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe à

- poursuivre son examen de l'opportunité de réviser la Convention Culturelle Européenne afin de permettre à d'autres organismes oeuvrant dans le domaine culturel d'y adhérer, notamment les Communautés Européennes;
- persévérer dans sa volonté d'accorder une priorité élevée à la coopération culturelle du Conseil de l'Europe et d'en tirer les conséquences dans l'affectation des ressources;

Remercent le Conseil de la Coopération Culturelle du Conseil de l'Europe d'avoir organisé, conformément au vœu exprimé dans la Résolution N° 1 de leur Conférence de Luxembourg (1981) une Conférence sur la Coopération Culturelle en Europe et prennent note avec intérêt de son rapport et des actes de la Table Ronde (Document CC/Coul (83) B et 9).

Relèvent que les propositions de ladite Conférence reprennent, développent et concrétisent des idées exprimées lors de leur Conférence de Luxembourg, mais nécessitent une réflexion approfondie;

Considèrent que les liens avec le Conseil de la Coopération Culturelle et la Conférence des Ministres Européens responsables des Affaires Culturelles doivent être renforcés tant au niveau de la préparation de cette dernière que pour la mise en oeuvre de ses résultats;

Expriment leur conviction que le Conseil de la Coopération Culturelle, dans la lancée de la Déclaration Européenne sur les Objectifs culturels, doit poursuivre la réflexion sur les finalités du développement en

tant que contribution à la solution des problèmes que posent les sociétés européennes en transformation et de fournir ainsi le support intellectuel et la visée prospective indispensable à leur Conférence;

Invitent le Comité des Ministres à donner mandat au Conseil de la Coopération Culturelle

d'améliorer ses méthodes de travail et d'explorer de nouveaux champs de coopération; à cet égard ils souhaitent que le CDCC puisse:

- organiser une rencontre des Institutions culturelles nationales ou régionales oeuvrant à l'étranger, en vue de leur permettre d'examiner toutes les possibilités d'une coopération entre elles,
- promouvoir des projets communs à plusieurs organisations, à l'instar de celui ayant trait à l'Année Européenne de la Musique menée en coopération par les Communautés Européennes et le Conseil de l'Europe,
- revoir les modalités d'organisation et de financement des expositions européennes du Conseil de l'Europe de manière à en maintenir le succès,
- tenir compte dans ses travaux futurs de l'importance de la communauté locale et régionale comme cadre privilégié pour le développement culturel dans lequel le citoyen trouve en premier lieu les moyens d'expression et de participation,
- développer à cette fin la coopération amorcée avec la Conférence Permanente des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe lors de la Conférence organisée conjointement à Brème sur le thème "Ville et culture", en s'inspirant des principes énoncés dans la Déclaration finale y adoptée,
- envisager des "examens" de politiques culturelles, tant au niveau national qu'au niveau régional, dans la mesure où une évaluation en commun des conceptions et des pratiques doit permettre d'obtenir des enseignements utilisables pour tous,
- développer les liens avec les instituts de recherche dans le domaine culturel et de stimuler leur coopération.

Résolution No IV

concernant

LE DEVELOPPEMENT CULTUREL ET LA MIGRATION

Les Ministres Européens responsables des Affaires Culturelles, réunis à Berlin du 23 au 25 mai 1984, à l'occasion de leur quatrième Conférence,

Réaffirmant l'intérêt souligné dans la Résolution N° B de la Conférence d'Oslo pour qu' "une coopération soit établie entre les pays intéressés dans le cadre des accords bilatéraux et multilatéraux, en vue d'assurer la continuité des liens des migrants avec leurs cultures nationales, et en vue d'assurer également l'enrichissement de la culture nationale par l'apport des cultures des migrants et l'accès de ceux-ci à la culture des pays hôtes";

Réaffirmant également la Résolution N° 5 de la Conférence d'Athènes invitant les pays d'accueil représentés à cette Conférence à faciliter toute mesure, y compris d'ordre budgétaire, susceptible de permettre aux migrants le maintien des liens avec leur culture d'origine;

Partageant les préoccupations exprimées par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe dans sa "Déclaration sur l'intolérance — une menace pour la démocratie" et, plus récemment, par l'Assemblée Consultative dans sa Recommandation 968 sur "Les attitudes et mouvements xénophobes dans les Etats membres à l'égard des travailleurs migrants";

Prenant note des préoccupations exprimées dans la Déclaration adoptée par la Conférence Permanente des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe, le 27 mai 1983 à Brème, en ce qui concerne certaines tendances aboutissant à des actes de xénophobie, et se félicitant des efforts des communes pour faire accepter par la population la présence en son sein de divers groupes ethniques;

Soulignant que la préservation et le respect de l'identité culturelle répondent à des préoccupations humaines essentielles, et avant tout des personnes qui vivent pour une période assez longue à l'étranger ou qui s'y sont établies;

Conscients de l'importance primordiale que présentent pour l'ensemble des Etats membres les quelque 12 millions de migrants en Europe, et du fait que la plupart, notamment ceux des nouvelles générations issues de l'immigration, vont s'établir dans les pays d'accueil;

Constatant que cette nouvelle réalité renforce la nécessité de prendre en compte le fait multiculturel comme une donnée structurelle normale sur laquelle doivent se fonder les politiques culturelles des pays concernés par la migration;

Souhaitant que soient jetées les bases d'une politique favorisant l'enrichissement de la vie culturelle des pays d'accueil découlant de l'interaction entre les communautés culturelles existantes;

Se félicitant des progrès réalisés et des recherches entreprises par les Etats membres dans ce domaine et reconnaissant en même temps la nécessité d'intensifier les efforts accomplis actuellement dans le domaine du développement culturel et de l'éducation des migrants;

Prenant note avec un vif intérêt de la Résolution N° I sur l'Education des Migrants, adoptée par la Conférence permanente des Ministres Européens de l'Education lors de sa treizième Session, en mai 1983, à Dublin;

Reconnaissant l'interdépendance étroite entre le développement culturel et l'éducation des migrants;

Soulignant de nouveau la nécessité d'une coopération entre les pays d'origine et les pays d'accueil en vue de fournir aux migrants et à leurs enfants une place légitime dans le domaine de la culture, de l'éducation et de la formation, à la fois pour leur permettre de conserver des liens avec leur culture d'origine, de faciliter leur épanouissement dans le pays d'accueil et de renforcer leur contribution à la société de ce pays;

Réaffirmant la recommandation des Ministres de l'Education aux Etats membres de concevoir des programmes, des matériels et des situations intégrant de façon dynamique les apports culturels des migrants dans les divers pays européens afin d'aller vers une éducation à dimension Interculturelle;

Prenant note avec un vif intérêt également des principes développés dans la Déclaration de Brème sur "La Ville et la Culture";

Reconnaissant l'enrichissement apporté aux cultures nationales par des groupes de population d'origine étrangère;

Proposent au Comité des Ministres de recommander aux gouvernements des Etats membres de régler leur action, au plan culturel, sur les principes suivants:

— Il convient de tenir compte des besoins culturels et éducatifs des migrants et de prévoir à cet effet les ressources adéquates;

- il est hautement souhaitable de promouvoir toutes activités qui puissent servir à l'enrichissement culturel mutuel de la société d'accueil et des migrants;
- il est également souhaitable de prendre en compte les cultures d'origine, l'histoire et les expressions culturelles des populations immigrées, qui favorisent l'interaction entre les communautés culturelles existantes;
- il convient de prendre aux niveaux intergouvernemental, national, régional et local toutes les mesures requises pour éduquer les citoyens dans le sens de la coopération dans une société multi-ethnique et de s'opposer à toutes les tendances à la xénophobie et au racisme;
- il convient d'encourager et de soutenir les activités des villes, des communes et des régions et, là où cela est possible, des associations des migrants eux-mêmes, et de prendre toute mesure, y compris d'ordre budgétaire, pour favoriser les activités culturelles des migrants et promouvoir une interaction culturelle entre les migrants et la société d'accueil;
- les pays d'origine et les pays d'accueil doivent coopérer afin de fournir aux migrants et à leurs enfants une place légitime dans le domaine de la culture, de l'éducation et de la formation;
 - o) pour leur permettre de participer pleinement à la vie sociale du pays hôte,
 - o) pour leur donner des chances égales à celles des ressortissants du pays hôte en ce qui concerne leur développement personnel et professionnel,
 - o) pour leur permettre de conserver des liens avec leur culture d'origine, non seulement en vue de faciliter le retour dans le pays d'origine au cas où ils le souhaiteraient, mais aussi afin de faciliter leur épanouissement et de renforcer leur contribution à la société dans laquelle ils vivent,
- d'une manière générale, il importe de prendre des mesures destinées à préserver, mieux faire connaître et faire respecter les cultures des migrants auprès de la société des pays hôtes et ce, afin d'améliorer la compréhension mutuelle et de faciliter le retour des intéressés dans le pays d'origine, s'ils le souhaitent.

Résolution No V

concernant

LA DIFFUSION DE VIDEO-CASSETTES A CONTENU VIOLENT ET BRUTAL

Les Ministres Européens responsables des Affaires Culturelles, réunis à Berlin du 23 au 25 mai 1984, à l'occasion de leur quatrième Conférence,

Considérant que les vidéo-programmes sur cassettes sont désormais produits, distribués et consommés sur une échelle de plus en plus vaste;

Rappelant la Recommandation 963 (1983) relative aux moyens culturels et éducatifs de réduire la violence, adoptée par l'Assemblée Parlementaire le 28 janvier 1983;

Prenant note, dans ce contexte, des travaux du Groupe de projet N° II "industries culturelles" du Conseil de la Coopération Culturelle et de ceux du Comité Directeur pour les moyens de communication de masse;

Constatant que de plus en plus de programmes aux effets corrupteurs ou dégradants, dépeignant la violence et la brutalité, et susceptibles d'exercer une influence extrêmement nuisible, en particulier sur les enfants et les adolescents, sont offerts par des distributeurs et producteurs de vidéo-cassettes;

Reloquant avec inquiétude que selon certaines études l'accès sans contrôle à de tels produits risque de provoquer chez les adolescents la criminalité, l'agressivité, l'abus de drogues, et d'autres troubles;

Recommandent au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe d'inviter le CDCC, en coopération avec CDMM:

- à réaliser une enquête comparative concernant les mesures législatives des Etats européens en matière de distribution de vidéo-cassettes;
- à envisager, à la lumière de cette enquête, une éventuelle recommandation à l'intention des gouvernements des Etats membres proposant des mesures appropriées en ce qui concerne la distribution de vidéo-cassettes à contenu violent et brutal susceptibles d'exercer une influence nuisible sur les enfants et les adolescents.

RESOLUTION FINALE

Les Ministres Européens responsables des Affaires Culturelles, réunis à Berlin du 23 au 25 mai 1984, à l'occasion de leur quatrième Conférence,

Adressent leurs remerciements chaleureux au Gouvernement allemand pour sa généreuse hospitalité;

Réaffirment leur intention de poursuivre et de développer leur coopération;

Remercent de leur offre

- le Gouvernement du Portugal d'organiser en 1987 la Ve Conférence des Ministres Européens responsables des Affaires Culturelles,
- le Gouvernement de l'Italie d'organiser ultérieurement la VIe Conférence.

**4th Conference
Berlin, 23-25 May 1984**

Resolution No 1

on

CULTURE AND COMMUNICATIONS TECHNOLOGY

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Berlin from 23 to 25 May 1984 for their fourth conference,

Reasserting their attachment to the principles enshrined in:

- the European Convention on Human Rights;
- the European Cultural Convention;
- the Declaration on the Freedom of Expression and Information, and
- the European Declaration on Cultural Objectives;

Considering their nations' attachment to the values which form their common heritage and from which derive the principles of personal freedom, political freedom and the rule of law on which every true democracy rests;

Recalling Resolution No. III on culture industries adopted by the second Conference of European Ministers responsible for Cultural Affairs in Athens in 1978, and Resolutions Nos. III on culture development and the electronic media and IV on the cultural importance of the culture industries adopted by the third conference in Luxembourg in 1981;

Recalling Recommendation No. 963 (1983) on cultural and educational means of reducing violence, adopted by the Parliamentary Assembly on 28 January 1983;

Taking into consideration the work of Project Group No. 11 "Promotion of creativity taking into account the development of the culture industries" of the Council for Cultural Co-operation and the work of the Steering Committee on the Mass Media;

Noting that technological innovation, with all the opportunities and dangers it entails, is producing fundamental changes in communication networks, making communications a major vehicle of further economic and cultural development and greater mutual understanding;

Emphasising that it will not be possible to capitalise on the substantial public and private investment being made in the new means of production and transmission unless programmes are produced in significant numbers;

Reaffirming the need to preserve and develop local, regional and national cultural identities at a time when frontiers are being opened up and production systems are being reorganised as a consequence of the introduction of new technologies;

Bearing in mind that technical advances enable local and regional authorities to function better by bringing them into closer contact with production and broadcasting facilities;

Noting that the development of the new media enhances communication capacity, especially at local and regional level, and opens up new possibilities for interactive operations;

Emphasising that the introduction of new techniques must be accompanied by a growth in creativity and artistic activities;

Noting that cooperation between European countries is essential if they are to make their presence felt at a time when the media are becoming increasingly competitive and international;

Recommend that the Committee of Ministers of the Council of Europe invites the member states to:

1. promote the production of programmes in European countries to supply material for the broadcasting time offered by the new networks;
2. make full use of the wealth of our common cultural heritage in the creation of new programmes;
3. preserve and develop the specific cultural identities of European countries and of their regions, whatever their economic, geographical or linguistic status;
4. keep a close watch on the effects of the development of this technology on the respect for the rights of every human being, the family and children;
5. take care to encourage variety in the means of expression and communication and in products;
6. preserve the principle of public service in the field of the electronic media, while recognising the role of private enterprise;
7. foster community access to local and regional communication networks in a spirit of democratic public involvement, and establish the most propitious conditions for this;
8. pursue efforts to develop all areas of artistic creation so as to enable programme industries to draw on their manifold resources;
9. apply and if necessary adapt international and national legal instruments concerning copyright and related rights, bearing in mind the

novel situation brought about by the new communications technologies;

10. organise, at national and European level, action to repress audiovisual piracy;
11. bearing in mind the particular difficulties of countries, whatever their economic, geographical or linguistic situation, increase direct cooperation among European countries in order to encourage, for example:
 - the production, exchange and use of programmes;
 - the emergence of European programme industries;
 - coordination in the programming of satellite broadcasts;
 - research and training in new communications technologies, bearing in mind their cultural purpose;
 - instruction for all in the use and understanding of the new media;
 - the examination of the cultural possibilities offered by a European broadcasting network open to all the states signatories to the European Cultural Convention.

The European Ministers responsible for Cultural Affairs congratulate the Council of Europe on the work done on culture and communication by its various committees and request the Committee of Ministers of the Council of Europe to:

- intensify cooperation among the organisation's member states for the purpose of further studies;
- consider convening a European conference in due course in order to define a comprehensive policy on the media.

Resolution No II

on

THE EUROPEAN DECLARATION ON CULTURAL OBJECTIVES

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Berlin from 23 to 25 May 1984 for their fourth conference,

Recalling that the States Parties to the European Cultural Convention have undertaken "to pursue a policy of common action designed to safeguard and encourage the development of European culture";

Recalling the terms of Resolution No. II adopted at their 1981 Luxembourg conference, in which they decided to draw up a declaration, "the main aim of which will be to submit to Contracting Parties to the European Cultural Convention cultural objectives which can be taken into account in their policies in all fields and so contribute to greater awareness among Europeans of the importance of cultural values";

Bearing in mind the Mexico City declaration adopted at the World Conference on Cultural Policies held in the framework of UNESCO in 1982;

Thanking the Council for Cultural Co-operation of the Council of Europe for successfully completing, in accordance with its terms of reference, the preparatory work, studies and consultations required for the preparation of a draft declaration on which there is general consensus;

Also expressing their gratitude to all bodies, organisations and persons having contributed to this work;

Aware of their role in giving new impetus to cultural cooperation in Europe;

Convinced that the proposed cultural objectives may facilitate solutions to the serious social, ecological and economic problems facing their governments;

Solemnly adopt the appended European Declaration on Cultural Objectives;

Take note of the document accompanying the Declaration, which presents a choice of cultural strategies for attaining the desired objectives;

Recognise the need:

- to ensure that the objectives set out in the Declaration are respected and pursued when their countries' cultural policies are being carried out;
- to promote those objectives in their respective governments so that they shall be taken into account in all sectors of national or regional policy;
- to give wide circulation to the text of the Declaration in their countries, both among the public authorities at national, regional and local level and among schools and cultural institutions;

Call upon the Committee of Ministers of the Council of Europe

- a. to examine the possibility of adding the Declaration as an appendix to the European Cultural Convention;

- b. to invite the Parliamentary Assembly of the Council of Europe and the Standing Conference of Local and Regional Authorities of Europe to hold a debate on the Declaration and to see to it that the Declaration is disseminated among the national or regional parliaments and municipal and regional authorities of Europe;
- c. to bring the Declaration to the notice of the steering committees of the Council of Europe and the European Youth Centre;
- d. to instruct the Council for Cultural Co-operation:
 - i. to consider the Declaration as a basis of its programme of studies of national or regional cultural policies;
 - ii. to consider a publication describing the preparatory work for the Declaration;
 - iii. to encourage the translation of the Declaration into languages other than the official languages of the Council of Europe;
- e. to instruct the Secretary General of the Council of Europe:
 - i. to transmit the text to the intergovernmental and non-governmental European organisations concerned and
 - ii. to have it distributed among the public at large on the widest possible scale, using all available information and communication techniques;

Decide

to discuss, at a future conference, the impact of the European Declaration on Cultural Objectives.

Resolution No III

on

EUROPEAN CULTURAL COOPERATION

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Berlin from 23 to 25 May 1984 for their fourth conference,

Recalling Resolution No. I on European Cultural Cooperation adopted at their Luxembourg conference in 1981;

Confirming their desire to regard cultural cooperation in Europe as a whole within the field defined by the European Cultural Convention, taking in the various organisations which are its agents;

Noting with satisfaction the presence at the Conference of representatives of UNESCO, the Commission of the European Communities, the Secretariat for Nordic Cultural Cooperation, the Agence de Coopération Culturelle et Technique and the European Cultural Foundation, all of which are active in the cultural field in Europe;

Welcoming in particular the presence of representatives of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe and the Standing Conference of Local and Regional Authorities of Europe;

Noting the progress of cultural cooperation in Europe, whose importance is being increasingly recognised in the process of European construction and whose principal landmarks at regional and sub-regional level since the Luxembourg conference have been:

- the CDCC's preparation of a European Declaration on Cultural Objectives contained in Resolution No. II,
- the creation of the European Foundation,
- the two informal meetings of Ministers of Cultural Affairs held in the framework of the European Communities in Naples (1982) and Athens (1983),
- the solemn declaration on European Union (Stuttgart, 1983) a substantial part of which is devoted to culture,
- the CDCC conference on Cultural Cooperation in Europe,

Mindful of the common, cultural heritage of the states signatories of the European Cultural Convention;

Affirming the need in present circumstances to reinforce cultural cooperation as a stimulus for a new European awareness and to develop new formulae to that effect;

Recognising that this effort chimes with the outline indicated at world level by the Mexico City Declaration on cultural policies (1982);

Welcoming the cultural cooperation that is developing in Europe as a whole within the framework of the C.S.C.E. and in particular the decision to hold a cultural forum in Budapest in 1985;

Recognising that the Council of Europe art exhibitions are among the most valuable activities organised under Council of Europe auspices;

Reaffirming the special role of the Council for Cultural Co-operation of the Council of Europe as committee of experts on the European Cultural Convention;

Invite the Committee of Ministers of the Council of Europe:

- to continue examining the case for revising the European Cultural Convention so as to enable the other bodies working in the cultural field, especially the European Communities, to accede;
- to maintain its determination to give high priority to cultural cooperation in the Council of Europe, and to provide to this end the necessary budgetary allocation;

Express their thanks to the Council for Cultural Co-operation of the Council of Europe for organising a conference on Cultural Cooperation in Europe, in accordance with the wish expressed in Resolution No. 1 of their Luxembourg conference (1981), and take note with interest of its report and the proceedings of the Round Table (docs. CC/Conf (83) 8 and 9);

Note that the proposals of that conference reiterate, develop and give material form to ideas expressed at their Luxembourg conference but that they necessitate deeper reflection;

Consider that the links between the Council for Cultural Co-operation, and the Conference of European Ministers responsible for Cultural Affairs must be strengthened both as regards the preparation of the conference and the implementation of its findings;

Express their conviction that the Council for Cultural Co-operation, following up the European Declaration on Cultural Objectives, must continue its reflection on the aims of development and so help resolve the problems arising from the changes occurring in European society, thus providing the intellectual basis and forward-looking vision essential for their conference.

Invite the Committee of Ministers to give terms of reference to the Council for Cultural Co-operation

to improve its working methods and to explore new fields of cooperation, for which purpose the CDCC should:

- organise a meeting of national and regional cultural institutions active abroad so that they can examine the scope for cooperation with each other;
- promote projects involving several organisations, as with European Music Year organised jointly by the European Communities and the Council of Europe;
- review the organisational and financial arrangements for holding Council of Europe art exhibitions in order to ensure their continued success;
- take account, in its future work, of the importance of the local and regional community as the principal framework for cultural develop-

ment within which the citizen finds the primary means of expression and participation;

- develop to this end its cooperation with the Standing Conference of Local and Regional Authorities of Europe which began with the joint organisation of the Bremen Conference on "Town and culture", taking as a basis the principles set out in the final declaration adopted on that occasion;
- consider carrying out surveys of cultural policies, both at national or at regional level, since a joint evaluation of different theories and practices is bound to be instructive for all;
- develop links with research institutes in the cultural field and stimulate their cooperation.

Resolution No IV

on

CULTURAL DEVELOPMENT AND MIGRATION

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Berlin from 23 to 25 May 1984 for their fourth conference,

Reaffirming their desire, as expressed in Resolution No. 8 of their Oslo conference, "to see cooperation established between the countries interested by means of bilateral and multilateral agreements in order to ensure the continuity of migrants' links with their own cultures, the enrichment of the national culture by contributions from the migrants' cultures and participation by migrants in the culture of their host countries";

Reterrating the request in Resolution No. 5 of their Athens conference that the host countries represented at the conference facilitate all measures, including budgetary ones, designed to enable migrants to maintain links with their national cultures;

Shering the concern expressed by the Committee of Ministers of the Council of Europe in its "Declaration regarding intolerance — a threat to democracy", and, more recently, by the Parliamentary Assembly in its Recommendation 968 on "xenophobic attitudes and movements in the member states towards migrant workers";

Noting the concern expressed in the declaration adopted in Bremen on 27 May 1983 by the Standing Conference of Local and Regional Au-

authorities of Europe regarding certain tendencies resulting in acts of xenophobia, and welcoming local government efforts to gain acceptance by the public of various ethnic groups in their midst;

Stressing that preservation of and respect for cultural identity are fundamental human requirements, especially for people who stay abroad for a prolonged period or settle there;

Aware of the paramount importance of Europe's 12 million or so migrants for all member states and of the fact that most of them, particularly second-generation migrants, will be settling in their host countries;

Noting that this new situation makes it even more necessary to consider multiculturalism as a normal structural factor on which countries affected by migration should base their cultural policies;

Expressing the desire for the foundations to be laid for a policy promoting the enrichment of cultural life in the host country through the interaction of its various cultural communities;

Welcoming the progress made and research undertaken by member states in this field and at the same time recognising the need to intensify efforts in the sphere of migrants' education and cultural development;

Noting with keen interest Resolution No. 1 on migrants' education, adopted by the Standing Conference of European Ministers of Education at its thirteenth session, in Dublin in May 1983;

Recognising the close interdependence between the education and the cultural development of migrants;

Stressing once more the need for cooperation between countries of origin and host countries in making proper provision for migrants and their children with regard to culture, education and training in order to enable them to maintain links with their national cultures, as well as to facilitate their self-fulfillment in the host country and enhance their contribution to the society of that country;

Reaffirming the Education Ministers' recommendation to member states to design educational programmes, materials and situations that integrate in a dynamic way the cultural contributions of migrants in the various countries of Europe with the aim of achieving an intercultural dimension in education;

Also noting with keen interest the principles expounded in the Bremen Declaration on "Town and Culture";

Recognising the enrichment which foreign population groups have brought to host countries' cultures;

Propose to the Committee of Ministers to recommend to the governments of member states to base their action in the cultural field on the following principles:

- due account should be taken of the educational and cultural needs of migrants and appropriate resources provided for that purpose;
- It is highly desirable to encourage any activities conducive to the mutual cultural enrichment of migrants and their host countries' society;
- It is also highly desirable to show consideration for the national cultures, history and cultural manifestations of immigrant populations, which foster the cross-fertilisation of cultural communities;
- the necessary steps should be taken at intergovernmental, national, regional and local level to educate citizens for cooperation in a multi-ethnic society and to prevent any tendency that might develop into xenophobia and racism;
- encouragement and support should be given to the activities of localities, towns and regions and, wherever possible, to migrants' own associations, and all measures should be taken, including budgetary ones, to foster the cultural activities of migrants and promote cultural cross-fertilisation between migrants and the host society;
- countries of origin and host countries should work together in making proper provision for migrants and their children with regard to culture, education and training, so that they may:
 - fully participate in the life of the host country's society;
 - enjoy equality of opportunity with the host country's nationals with regard to their personal and occupational development;
 - maintain links with their national cultures with a view not only to becoming more smoothly reintegrated in their countries of origin if they wish to return there but also to achieving self-fulfillment more easily and making a fuller contribution to the society in which they live;
- generally speaking, measures should be taken to protect migrants' cultures and ensure that they are more fully appreciated and respected by the society of the host country, so as to improve mutual comprehension and facilitate the reintegration of migrants in their countries of origin if they wish to return there.

Resolution No V

on

**THE DISTRIBUTION OF VIDEO CASSETTES
PORTRAYING VIOLENCE AND BRUTALITY**

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Berlin from 23 to 25 May 1984 for their fourth conference,

Considering that video programmes on cassettes are now produced, distributed and purchased on an ever larger scale;

Recalling Recommendation 963 (1983) on cultural and educational means of reducing violence, adopted by the Parliamentary Assembly on 28 January 1983;

Taking note in this context of the work of Project Group No. 11 "culture industries" of the Council for Cultural Co-operation and the work of the Steering Committee on the Mass Media;

Noting that more and more programmes with tendencies to deprave and corrupt, portraying violence and brutality and likely to have an extremely pernicious influence, in particular on children and adolescents, are being sold by distributors and producers of video cassettes;

Concerned to observe that, according to certain studies, the uncontrolled access to such products could give rise to criminal inclinations, aggressiveness, drug abuse and other disorders in adolescents;

Recommend that the Committee of Ministers of the Council of Europe request the CDCC in cooperation with the CDMM:

- to conduct a comparative survey of European national legislation on the distribution of video cassettes;
- on the basis of this survey, to consider the preparation of a recommendation for the government of member states, proposing suitable measures to regulate the distribution of video cassettes portraying violence and brutality likely to have a pernicious influence on children and adolescents.

FINAL RESOLUTION

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Berlin from 23 to 25 May 1984 for their fourth conference,

Convey their warmest thanks to the German Government for its generous hospitality;

Confirm their intention to continue and expand cooperation;

Express their gratitude to

- the Government of Portugal for its offer to organise the 11th conference of European Ministers for Cultural Affairs in 1987;
- the Government of Italy for its offer to organise subsequently the 12th conference.

5e Conférence
Sintra, 15-17 septembre 1987

Résolution n° 1 sur l'amélioration du financement de la vie culturelle

Les Ministres européens responsables des Affaires culturelles, réunis à Sintra du 15 au 17 septembre 1987 à l'occasion de leur 5^e Conférence,

Tenant compte d'un certain nombre de travaux menés au plan international et plus particulièrement des conclusions des colloques organisés dans le cadre du Conseil de la Coopération Culturelle du Conseil de l'Europe sur «Les différentes modalités de financement de la politique culturelle» (Munich, novembre 1983) et sur «Le financement privé de la culture» (Rüschlikon, septembre 1985);

Prenant en considération la Recommandation 1018 (1985) de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe relative au «Mécénat privé et la culture», et la réponse qui lui a été donnée par le Comité des Ministres, qui partage l'avis de l'Assemblée selon lequel «les possibilités de financement de la culture peuvent être accrues par une conjugaison des efforts des secteurs public et privé à cette fin», ainsi que la Recommandation 1059 (1987) de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe relative à «L'économie de la culture»;

Constatant qu'il existe en Europe une très large diversité de formules de financement de la culture et d'expériences d'intervention qui constituent une source précieuse d'inspiration en vue de l'amélioration des techniques et des pratiques en ce domaine;

Estimant que, dans le souci de favoriser le pluralisme du financement de la vie culturelle, il serait souhaitable d'en venir à des relations de partenariat entre les responsabilités fondamentales du domaine public et les espaces ouverts à l'initiative privée, des effets bénéfiques pouvant logiquement résulter d'une concurrence constructive aussi bien que d'une association étroite entre la libre entreprise et les interventions publiques;

Reconnaissant l'importance de l'association des efforts publics et privés dans

le domaine de la culture du point de vue de la participation des citoyens, de la promotion d'une réelle compréhension des objectifs de la culture et de l'augmentation des ressources disponibles pour le financement des projets;

→ Considérant qu'un équilibre doit être assuré entre le soutien commercial des initiatives bien établies et la nécessité de développer les activités artistiques moins favorisées;

Affirment

Que dans l'esprit de la Déclaration Européenne sur les Objectifs Culturels (4^e Conférence, Berlin, 1984), il est de leur responsabilité de promouvoir les conditions susceptibles de permettre aux individus et collectivités privées de devenir de plus en plus acteurs de leur propre développement culturel, et que dans cette optique les règles de subsidiarité doivent inspirer les différents échelons de responsabilité;

Que l'institution ou l'entreprise à vocation culturelle est à considérer tout autant comme le pôle de convergence des aspirations propres des citoyens et le catalyseur de leurs idées et de leurs intentions, que comme un support de diffusion sélective d'œuvres, de goûts et de pratiques;

Que le surcroît de financement est incontestablement un avantage, la vie culturelle offrant de grandes possibilités de développement et de diversification, constituant autant d'opportunités nouvelles que de plus-values possibles;

Que la diversification et la multiplication des sources de financement, en faveur de l'activité créatrice, traduisant l'intérêt de la société dans son ensemble pour son développement culturel, met en évidence la vitalité d'un pays ou d'une communauté territoriale;

Reconnaissent la nécessité

- d'une sensibilisation du public (individus, dirigeants et salariés des entreprises, élus locaux, administrateurs d'institutions et organismes culturels) à sa responsabilité collective dans le financement de la vie culturelle;
- d'une formation spécialisée des administrateurs des institutions et groupements ayant vocation culturelle, tant en matière de gestion et de financement que pour la prise en compte des besoins et aspirations de leurs publics, de manière à parvenir à une rationalisation optimale des choix et à l'équilibre financier;
- d'une formation de l'ensemble des citoyens, dès le niveau scolaire, aux savoirs et aux pratiques artistiques, sans lesquels une coupure subsistera entre les créateurs et la société où ils vivent;
- de la confirmation par les pouvoirs publics que l'appel à de nouvelles sources de financement ne signifie en aucune manière un désengagement budgétaire de leur part, mais qu'il implique une attention encore plus importante

- de ces autorités aux besoins des catégories ou secteurs défavorisés car moins attractifs pour l'investissement privé;
- de la prise en compte de la communication en tant que phénomène culturel en plein développement en regard au financement de la création dont elle devient un support essentiel;

Sans consensus

D'examiner les moyens de renforcer la participation de la société civile dans la vie culturelle en s'inspirant des principes suivants:

- La collaboration s'exerce non seulement au niveau des aides financières directes, mais aussi des échanges d'hommes et d'expériences au niveau des programmes, des projets qui en découlent et de leur mise en œuvre;
- Les pouvoirs publics doivent établir les programmes de développement dans le domaine culturel, y jouer un rôle de coordination et veiller dans leur phase d'exécution au respect des conditions établies; les partenaires privés peuvent faire des propositions, préparer et exécuter les projets, fournissant par exemple ressources en personnel, équipement et locaux;
- Les associations privées doivent être encouragées à devenir des protagonistes du mécénat, par un échange continu d'information avec les pouvoirs publics sur les politiques culturelles et par l'utilisation de tout mécanisme économique qui puisse, comme les fonds de roulement et similaires, développer leur action et lui assurer une importance sociale considérable;
- Les investissements des industries culturelles (maisons d'édition, entreprises spécialisées dans l'entretien et la restauration des bâtiments historiques, médias) constituent une source importante de financement de la culture; les pouvoirs publics ont donc intérêt à identifier les moyens d'œuvrer avec les industries culturelles, à stimuler leur créativité et à en relever le défi pour développer une structure dynamique.

Invitent le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe

A demander au Conseil de la Coopération Culturelle de procéder à un échange d'information systématique et à une évaluation des expériences menées dans les différents pays européens visant à améliorer le financement de la vie culturelle, notamment par rapport aux impératifs de liberté d'expression et de communication, de respect du pluralisme et de la diversité des identités culturelles, dans les domaines suivants:

Amélioration des techniques de financement public

- actions de sensibilisation du public à sa responsabilité collective sur la vie culturelle et incitation à participer à l'effort financier pour la culture (par

- exemple, régimes d'exonérations et de défiscalisations adoptés à cet effet);
- orientation des institutions vers des formes d'activité marchande selon des procédures respectant leur mission d'intérêt général et le jeu normal de la concurrence, tout en les transformant en centres de ressources, de production, de communication;
- décentralisation des pouvoirs de choix et de décision financière, ouverture des services centraux aux propositions émanant du niveau régional ou local, promotion des initiatives locales exemplaires au niveau international;

Financement de la création par les médias

- souci d'assurer la production et la diffusion d'une part raisonnable de programmes d'origine nationale ou européenne, de créations originales, la retransmission de manifestations culturelles, d'œuvres de créateurs contemporains de disciplines diverses, etc.
- mention du mécénat d'entreprise lors de toute diffusion d'un événement culturel ou artistique financé par ce biais sans coût publicitaire supplémentaire pour le donateur;
- protection et promotion de la création cinématographique par une coopération avec d'autres médias audiovisuels;
- avantages fiscaux en vue de favoriser le financement de la création;

Gestion des institutions et entreprises culturelles

- formation et recyclage des administrateurs culturels des institutions, des associations, du patrimoine architectural, des activités culturelles ou artistiques, etc., en vue de l'application des méthodes de gestion les plus performantes dans leur secteur d'activité;
- reconnaissance de la dimension économique des aspects industriels, commerciaux et bénévoles du domaine culturel;

Intervention plus importante du secteur privé

- incitation juridique instituant un régime privilégié pour les associations et institutions à but culturel, statut de protection du patrimoine culturel et avantages reconnus aux propriétaires pour la préservation de ces biens, protection du créateur dans son statut et dans son œuvre;
- mesures fiscales et patrimoniales en faveur des mécènes ou des donateurs de biens culturels;
- incitation technique (formation de bénévoles, information du public), promotion des meilleurs témoignages de l'utilité des contributions culturelles privées.

Résolution n° II sur la mise en valeur du patrimoine commun et des diversités culturelles européennes compte tenu du développement des technologies de communication

Les Ministres européens responsables des Affaires culturelles, réunis à Sintra du 15 au 17 septembre 1987 à l'occasion de leur 5^e Conférence,

Considérant le Statut du Conseil de l'Europe dont le préambule affirme l'attachement inébranlable de ses Membres aux valeurs communes sur lesquelles se fonde toute démocratie véritable;

Considérant la Convention Culturelle Européenne;

Considérant la Déclaration Européenne sur les Objectifs Culturels adoptée lors de leur 4^e Conférence, et qui affirme notamment « que le patrimoine européen est formé de ressources naturelles et de créations humaines, de richesses physiques mais aussi de valeurs spirituelles et religieuses, de croyances et de savoirs, d'angoisses et d'espoirs, de raisons d'être et de modes de vie, dont la diversité fait la richesse d'une culture commune, base fondamentale de la construction européenne »;

Considérant les Résolutions adoptées lors de leurs précédentes Conférences, notamment la Résolution n° III sur les industries culturelles adoptée à leur 2^e Conférence (Athènes, 1978), la Résolution n° IV sur l'importance culturelle des industries culturelles adoptée à leur 3^e Conférence (Luxembourg, 1981), et la Résolution n° I sur la culture et les technologies de communication adoptée à leur 4^e Conférence (Berlin, 1984);

Considérant les Résolutions adoptées par la Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Vienne, décembre 1986), et notamment la Déclaration qui accorde la plus haute priorité à l'élaboration, dans le cadre du Conseil de l'Europe, d'instruments juridiques contraignants sur certains aspects essentiels de la radiodiffusion transfrontière;

Ayant pris note des Résolutions de la Conférence Finale organisée par le CDDC (II) à Haye, octobre 1986) sur la « Promotion de la création face au développement des industries culturelles », et notamment de la Résolution n° I sur la nécessité d'une approche de politique culturelle spécifique en ce qui concerne le développement des moyens de communication;

Soulignant que la communication est culturelle de par sa nature;

Rappelant que le développement technologique d'une part, l'internationalisation croissante des systèmes de diffusion d'autre part, ont des implications culturelles majeures, virtuellement positives et négatives, affectant les pratiques culturelles aussi bien que les identités et les particularités propres à chaque communauté et à chaque pays;

Soulignant que la Convention Culturelle Européenne est aujourd'hui le seul instrument qui, engageant 24 États européens, permet à ceux-ci de mener une politique d'action commune susceptible de refléter, de sauvegarder et de développer

leur patrimoine commun à leurs peuples dont l'originalité et la diversité constituent la richesse commune de l'Europe;

Soulignant l'intérêt qu'ils attachent à la poursuite des négociations visant à promouvoir des projets de coopération culturelle et à préserver le patrimoine culturel commun entre tous les États participant à la CSCÉ, à la suite du Forum culturel de Budapest en 1985 et dans le cadre de l'actuelle Conférence CSCÉ de Vienne;

Conscients qu'il leur appartient, en tant que Ministres européens responsables des Affaires culturelles, de donner des impulsions politiques à la coopération culturelle européenne,

- A. Affirment leur volonté d'intensifier leur coopération dans le cadre de la Convention Culturelle Européenne, notamment en recherchant des méthodes appropriées permettant de sauvegarder et de développer la diversité culturelle de l'Europe;
- B. Réaffirment l'importance fondamentale qu'ils attachent à l'action du Conseil de la Coopération Culturelle qui, en tant qu'organe chargé d'appliquer la Convention Culturelle Européenne, devrait jouer un rôle de moteur dans l'ensemble des activités à déployer pour mettre en valeur le patrimoine commun et la diversité culturelle de l'Europe;
- C. S'engagent, compte tenu du développement rapide des technologies de communication et de leur impact sur la société, à poursuivre une politique d'action commune en s'inspirant des principes suivants:

La mise en valeur de la diversité culturelle de l'Europe réclame une action qui, affirmant résolument la liberté de l'esprit, cherche à favoriser la liberté d'expression sous toutes ses formes, à encourager la création, à soutenir l'affirmation des identités culturelles et à promouvoir la production et la diffusion d'œuvres diversifiées.

Il est par ailleurs souhaitable de promouvoir l'utilisation optimale, dans un but culturel, des ressources offertes par les nouvelles technologies de production, distribution et réception des services de radiodiffusion et de télématique, notamment au niveau de la communication multilingue et de la communication interactive.

Il appartient d'abord à chaque Partie, en vertu de l'article 1er de la Convention Culturelle Européenne, de prendre « les mesures propres à sauvegarder son apport au patrimoine culturel commun de l'Europe et à encourager le développement ».

Simultanément, une « politique d'action commune », au sens du Préambule et de l'article 3 de la Convention, est requise au niveau européen, et ce d'une part pour renforcer l'effet de certaines mesures nationales, d'autre part pour résoudre les problèmes qui réclament des solutions transnationales.

Les tendances à l'uniformisation et à l'effacement des identités risquent aujourd'hui de devenir, au yeux de beaucoup, une réelle menace pour la richesse culturelle commune de l'Europe.

Ces tendances ne sont pas seulement d'origine extra-européenne. Elles se manifestent aussi à l'intérieur même de l'Europe, résultant des contraintes économiques, industrielles, institutionnelles, etc., qui caractérisent le fonctionnement complexe de nos sociétés contemporaines.

Aucune politique culturelle, qu'elle soit nationale ou européenne, ne peut faire abstraction de ces contraintes; mais elle peut et elle doit, face à celles-ci, affirmer avec force le primat de l'esprit et celui des valeurs humaines et culturelles. Il lui appartient notamment de veiller à ce que les préoccupations culturelles fondamentales ne soient pas sacrifiées aux seules considérations de rendement économique ou de rationalité industrielle.

Une haute priorité devra être donnée à la recherche de mesures visant à promouvoir la diversité culturelle, compte tenu, notamment, du rôle décisif que les médias peuvent jouer à cet effet.

À cet égard, les propositions formulées dans les Résolutions de la Conférence de La Haye méritent une attention particulière.

La coopération dans le cadre de la Convention Culturelle Européenne devrait s'attacher à mettre sur pied un programme d'études et d'action visant à:

1. développer l'organisation systématique d'échanges d'informations sur les mesures les plus efficaces prises par chaque Partie en vue de sauvegarder et de développer son apport au patrimoine culturel commun de l'Europe par l'usage des nouvelles techniques de production et de diffusion (cf. article 1er de la Convention);
2. identifier les mesures que les Parties peuvent prendre séparément et conjointement pour maintenir et développer la diversité culturelle de l'Europe dans l'accroissement des échanges;
3. assurer que les biens et produits culturels de chaque Partie puissent effectivement circuler sur le territoire des autres Parties (cf. article 4 de la Convention);
4. élaborer, en tenant compte des propositions formulées déjà par les Conférences de La Haye (octobre 1986) et de Vienne (décembre 1986), des mesures concrètes tendant à:
 - encourager les aspects créateurs de la production de programmes de télévision en vue d'en préserver et promouvoir le contenu culturel et de stimuler l'innovation (par exemple, en identifiant des méthodes pour encourager l'investissement dans la création par les industries culturelles);
 - apporter une contribution aux travaux du Conseil de l'Europe sur le droit d'auteur en suggérant des moyens de sauvegarder les droits des auteurs et des interprètes compte tenu des nouvelles méthodes et pratiques de diffusion.

D. Décident

- a. d'inviter le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe à communiquer la présente Résolution au CDCC pour suites à donner;
- b. sous réserve de la décision à prendre par le Comité des Ministres sur le point a., de charger leurs Hauts Fonctionnaires d'examiner, avec le CDCC, les modalités concrètes d'application de la présente Résolution, et de leur faire rapport;
- c. d'accepter l'invitation du Ministre-Président de la Communauté française de Belgique de tenir une réunion informelle en 1988 sur différents sujets, et en particulier sur la dimension culturelle de la radio-télévision transnationale. Ce point sera coordonné avec soin avec la Conférence des Ministres responsables de la Communication, qui se tiendra en 1988 à Stockholm, par les groupes de contact du CDCC et du CDMM, sous la responsabilité directe des organisateurs belges et suédois.

Résolution n° III sur la coopération européenne pour la promotion de l'évaluation et le développement des politiques culturelles

Les Ministres européens responsables des Affaires culturelles, réunis à Sintra du 15 au 17 septembre 1987 à l'occasion de leur 5^e Conférence,

Considérant

- que la limitation des ressources financières publiques ou privées nécessaires à l'action culturelle rend plus importante encore une évaluation d'ensemble des résultats de ces actions en fonction d'indicateurs économiques aussi bien que culturels;
- qu'il importe de mobiliser la réflexion scientifique pour promouvoir le développement des politiques culturelles;
- qu'il existe un besoin urgent d'une organisation plus systématique de l'échange d'informations et de la mise en commun des expériences, de la collecte de données ainsi que d'une coopération fonctionnelle entre institutions et organisations.

Décident d'encourager le développement d'une coopération européenne en vue de promouvoir l'évaluation et le développement des politiques culturelles dans les Etats Parties à la Convention Culturelle Européenne;

Invitent le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe à demander au CDCC:

- de mettre sur pied, en coopération avec d'autres organisations internationales ou instituts, un programme cohérent de soutien pour la collecte et la diffusion de données et études en vue de promouvoir l'évaluation et le développement des politiques culturelles tenant compte notamment des

The Conference called on the Council of Europe to initiate a draft Declaration devoted to multicultural society - so enabling the governments to find responses to the difficult challenges facing them.

Referring to the field of languages in particular, the Conference asked that work concerning the draft Convention on minority and regional languages in Europe, currently under examination in the Council of Europe, must be continued and accelerated.

The Conference noted the proposal made by the Secretary General to organise a «Year of Artistic and Cultural Creativity in Greater Europe» in 1993. This suggestion required a continued effort of assistance to artistic creation, and deserved to be studied by the Council of Europe.

The suggestion to let the Council of Europe play a part in the implementation — for Europe as a region — of the cultural and educational recommendations in the Third Basket of the Helsinki CSCE Agreement met with approval. Consideration could be given in that connection to preparing the Krakow Forum on the cultural heritage, at the level of countries participating in the Council for Cultural Co-operation.

2. Declaration: Multicultural society and European cultural identity

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Palermo from 24 to 26 April 1990 on the occasion of their 6th Conference:

Recalling that the different aspects of the theme follow on directly from preoccupations expressed at previous conferences, in a number of texts to which they have subscribed (1);

Reaffirming that the richness of European culture stems from the diversity and vitality of its national, regional and local cultures and from its openness to spiritual, intellectual and artistic trends from other parts of the world;

Recognising that European culture is characterised by a series of ideals and values in ethical and religious, political and legal, artistic and scientific terms which are rooted in Europe's history and which constitute an essential contribution to the heritage of humanity;

Expressing their conviction that fundamental freedoms and human rights, evolved throughout the course of European history, at times necessitating painful efforts, form our civilisation's unalienable heritage, foundation and dynamic force;

Observing that these ideals and values are reflected in the recognition of civil and political rights whereby each and everyone is guaranteed the opportunity of expressing his difference, not only in his spiritual, religious, political or philosophical opinions, but also in his way of life and mode of expression, such individual freedoms being exercised in a way that accords with a society based on respect for the individual, tolerance and solidarity;

Consider

That the people of Europe have a duty to preserve and promote what makes them different one from the other, in view of the wealth represented by that pluralism of cultural expression, and at the same time to be aware of the concept of European culture when it comes to both its heritage and its future, and of its irreplaceable value for Europe's survival and future development;

That the preservation and promotion of those local, regional, national and European identities is inconceivable in a climate of withdrawal and isolation and that dialogue between cultures is a vital element for the continuance of those ideas in a world open to new and various influences and to migrations of persons who bring with them their own cultural heritage. This new situation presents European societies with a challenge and an opportunity - a challenge to their cohesion, an opportunity for the fulfilment of their ideals;

That with this prospect Europeans must be aware of and feel involved in their own culture, so that they can have an open regard on other cultures and engage in a positive dialogue and fruitful exchange of ideas, which will be to the advantage of all;

That a fertile multicultural society necessitates a determined effort, which in turn entails a commitment in this direction on the part of educational and cultural structures;

Declare

That in a multicultural world which is constantly more interdependent, their political action must embrace three requirements:

— firstly, better access for the whole population to European culture which is their common heritage and encouragement of their participation in its development;

— secondly, scope for all individuals, all communities to have a way of life, of self-expression that gives free rein to their own identities, in the context of respect for others;

(1) See Appendix.

**5th Conference
Sintra, 15-17 September 1987**

Resolution N° 1 on improving the funding of cultural life

The European Ministers responsible for cultural affairs, meeting in Sintra from 15 to 17 September 1987 on the occasion of their 5th Conference,

Having regard to various studies carried out at international level and, in particular, to the conclusions of the colloquies held in the framework of the Council of Europe's Council for Cultural Co-operation on «Different patterns of financing cultural policy» (Munich, November 1983) and «Private funding of culture» (Rüschlikon, September 1985);

Having regard to Recommendation 1018 (1985) of the Council of Europe's Parliamentary Assembly, on private sponsorship of culture, as well as to the reply given thereto by the Committee of Ministers, where it agreed with the Assembly that «the potential resources for cultural financing can be increased by combining State and private efforts», as well as Recommendation 1059 (1987) on the Economics of culture;

Noting that in Europe there is a wide variety of arrangements for financing and supporting culture; and that these offer a valuable source of inspiration for improving techniques and practices in this field;

Considering that it is desirable, in order to encourage pluralism in the financing of culture, to achieve a state of partnership between the public sector (with its fundamental responsibilities) and private initiative, bearing in mind that constructive competition, as well as close relations between public support and free enterprise, is likely to bring about positive results;

Recognising that it is important for public and private sectors to join forces in the cultural field to foster popular involvement, promote real understanding of the aims of culture and increase the resources available for financing projects;

Considering that a balance must be kept between commercial support of established ventures and the need to develop less favoured artistic activities;

Declare

That in accordance with the spirit of the European Declaration on Cultural Objectives (4th Conference, Berlin, 1984), it is their responsibility to promote conditions likely to allow individuals and private associations to determine increasingly their own cultural development, on the principle that decisions on cultural matters should be taken as close to the grass-roots as possible;

That a cultural institution or enterprise should act as much as a focus for the public as a channel for the selective dissemination of works, tastes and practices;

That, given the wide scope culture offers for development and diversification, providing new opportunities as well as the potential for enhancing existing provision, increased funding is an undoubted advantage;

That the diversification and proliferation of sources of funding for creative activity, reflecting the importance attached by society as a whole to its cultural development, demonstrates the vitality of a country or a territorial community;

Acknowledge the need

- to make the public (individuals, management and labour, local councillors, administrators of cultural institutions and associations) aware of their collective responsibility for the funding of culture;
- to provide administrators of cultural institutions and associations with specialised training in management and financing as well as in reflecting the needs and aspirations of their target groups, in order to combine the best possible standard of decision-making with financial stability;
- to educate all individuals, from the school level onwards, in artistic knowledge and practices, otherwise a gulf will continue to exist between creative artists and the society in which they live;
- to give an official assurance that recourse to new sources of funding in no way signifies any budgetary disengagement on the part of public authorities but implies even greater consideration by them for the needs of categories or sectors that are disadvantaged because they are less attractive to private investment;
- to take account of communication as a developing cultural phenomenon in view of the key role it is acquiring in the funding of creativity;

Agree

To examine ways of strengthening the participation of the community as a whole in cultural life, bearing in mind particularly the following guidelines:

- a. Co-operation should not be confined to direct financial assistance but should extend also to the exchange of persons and experiences at the level of programmes, of projects resulting from them, and of their use;
- b. Public authorities should establish development programmes in the cultural field, play a role in co-ordinating these and ensure that the fulfilment of any conditions attached to them is properly monitored; and it should be open to the private sector, when in partnership with the public sector, to submit proposals, prepare and carry out projects and supply resources in the form of, for example, personnel, facilities and premises;
- c. Private associations should be encouraged to become patrons through a

steady exchange of information with public authorities about cultural policies and through the use of economic machinery, such as working capital, which can promote the involvement of private associations in such a way that society derives substantial benefit from their patronage;

- d. Investment by the cultural industries (publishers, firms specialising in the maintenance and restoration of historic buildings, the media) is an important source of funding of culture; it is therefore in the interests of public authorities to identify ways of working with these industries on fostering creativity within them and responding to the challenge of creating an effective system of cultural provision.

Invite the Committee of Ministers of the Council of Europe

To request the Council for Cultural Co-operation to conduct a systematic exchange of information and an evaluation of schemes carried out in the various European countries for the purpose of improving the funding of culture, with particular reference to the necessity for maintaining freedom of expression and communication, and respect for the pluralism and diversity of cultural identities, bearing in mind particularly the following underlined objectives and possible methods of achieving them:

Improvement of public funding methods:

- campaigns to raise public awareness of a common responsibility for cultural life and encouragement to the general public to play a part in financing culture (eg through tax exemptions and reliefs);
- assisting public institutions to utilise commercial practices where these are compatible with a public service role and the normal operation of competition, whilst encouraging them to become centres for materials and ideas, involved in both the production and the transmission of the arts;
- decentralisation of the financial decision-making process, opening up central departments to proposals from regional and local level and promoting locally-originated or locally-operational pilot projects at international level;

Financing of creativity by the media:

- concern to ensure the production and distribution of a reasonable proportion of national or European programmes, original productions, broadcasts of cultural events, works by contemporary artists in various disciplines, etc.;
- reference to the commercial sponsor during any broadcast of a commercially sponsored cultural or artistic event without any additional advertising costs

for the sponsor;

- protection and promotion of cinematographic production through co-operation with other audiovisual media;
- tax advantages for fostering the funding of creativity;

Management of cultural institutions and enterprises:

- training and retraining of cultural administrators of bodies concerned with the architectural heritage, the arts or other cultural activities, with a view to improving efficiency within their area of responsibility;
- recognition of the economic dimension of the industrial, commercial and voluntary aspects of the cultural field;

Greater participation by the private sector:

- legal incentives for cultural associations and bodies, protected status for the cultural heritage, advantages for owners in order to preserve privately-owned cultural assets, protection for creative artists with respect to their status and their work;
- fiscal and pecuniary incentives for sponsors or donors of cultural assets;
- technical incentives (training of volunteers, informing of the public), promotion of outstanding examples of the value of private cultural contributions.

Resolution N° 11 on promoting the common heritage and European cultural diversity taking into account the development of communication technologies

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Sintra from 15 to 17 September 1987 for their 5th Conference,

Considering the Statute of the Council of Europe, the preamble of which affirms the devotion of its members to the common values which form the basis of all genuine democracy;

Considering the European Cultural Convention;

Considering the European Declaration on Cultural Objectives adopted at their 4th Conference, which states that the «European heritage consists of natural resources and human achievements, material assets as well as religious and spiritual values, knowledge and beliefs, hopes and fears, and ways of life whose very diversity provides the cultural richness which is the basis of progress towards European unity»;

Considering the Resolutions adopted at their previous Conferences, in particular Resolution N° III on the cultural industries adopted at their 2nd Conference (Athens, 1978), Resolution N° IV on the cultural importance of the culture in-

industries adopted at their 3rd Conference (Luxembourg, 1981) and Resolution N° 1 on culture and communications technology adopted at their 4th Conference (Berlin, 1984);

Considering the Resolutions adopted by the European Ministerial Conference on mass media policy (Vienna, December 1986) and, in particular, the Declaration, which gives high priority to the preparation, within the framework of the Council of Europe, of «binding legal instruments on certain crucial aspects of trans-frontier broadcasting»;

Having taken note of the Resolutions of the Final Conference organised by the CDCC (The Hague, October 1986) on the «Promotion of creativity, taking into account the development of the culture industries», in particular Resolution N° 1 on the need for a specific cultural policy approach to the development of the culture industries and communication media;

Emphasising that communication is cultural by nature;

Recalling that technological progress and the growing internationalisation of dissemination systems have major cultural implications, potentially both positive and negative, affecting cultural practices as well as the identities and characteristic features of each community and each country;

Emphasising that the European Cultural Convention is today the only instrument which commits 24 European states and enables them to pursue a policy of common action which tends to reflect safeguard and enhance their common heritage as well as cultural identities and characteristic features of their peoples, the originality and diversity of which constitute Europe's common richness;

Emphasising their interest in the progress of negotiations over proposals for cultural co-operation and for the preservation of the common cultural heritage of the States taking part in the CSCE as presented at the Budapest Cultural Forum of 1985 and in the framework of the current CSCE follow-up Conference in Vienna;

Aware that it is up to them, as European Ministers responsible for cultural affairs, to give political impetus to European cultural co-operation,

- A. *Affirm their resolve to strengthen co-operation within the framework of the European Cultural Convention, in particular by considering appropriate methods of safeguarding and enhancing the cultural diversity of Europe;*
- B. *Reaffirm the fundamental importance they attach to the Council for Cultural Co-operation which, as the body responsible for implementing the European Cultural Convention, should be a driving force for activities to be carried out to promote Europe's common heritage and cultural diversity;*
- C. *Undertake, taking into account the rapid development of communication technologies and the impact of these on society, to pursue a policy of common action based on the following principles:*

The promotion of Europe's cultural diversity requires action which, while reflecting a firm belief in freedom of the mind, are designed to en-

port the affirmation of cultural identities and promote the production and dissemination of varied works.

Besides, it would be desirable to promote the optimum use, for cultural purposes, of the resources offered by the new technologies of production, distribution and reception of broadcasting and telematics services, notably with respect to multilingual communication and interactive communication.

For this purpose, according to Article 1 of the European Cultural Convention, each Party is first required to take «appropriate measures to safeguard and to encourage the development of its national contribution to the common cultural heritage of Europe».

At the same time a policy of «concerted action» in the sense of article 3 of the Convention is required at European level to strengthen the effects of certain national measures and to solve the problems which call for trans-national solutions.

The trends towards uniformity and the blurring of identities appear today to many as major threats to Europe's shared cultural wealth.

These trends are not exclusively of non-European origin. They can also be noted within Europe as a result of the economic, industrial, institutional and other constraints which are characteristic of the complex workings of present-day society.

No cultural policy, be it national or European, can ignore these constraints; but it can and, indeed, should react to that challenge by strongly affirming the primacy of the spirit and of human and cultural values. In particular, cultural policies must ensure that basic cultural values are not sacrificed to sole considerations of economic interest or of industrial rationality.

High priority should be given to the search for measures to promote cultural diversity, taking into account, in particular, the crucial role which the media can play in this respect.

In this connection, the proposals contained in the Resolutions of the Hague Conference should be given special attention.

Co-operation within the framework of the European Cultural Convention should in particular aim at a programme of studies and action intended to:

1. develop arrangements for systematic exchange of information about the most effective measures taken by each Party to safeguard and develop its contribution to the common cultural heritage of Europe by using new production and dissemination techniques (cf. Article 1 of the Convention);
2. identify measures which Parties may take, separately and jointly, to maintain and develop European cultural diversity in the context of the increasing number of exchanges;
3. ensure that the cultural works and products of each Party can effecti-

vely circulate in the territory of the other Parties (cf. Article 4 of the Convention);

4. study, in the light of the proposals already put forward at the Hague and Vienna Conferences (October and December 1986, respectively), of practical measures to:
 - encourage the creative aspects of television programme-making in order to maintain and improve the cultural content and foster innovation (eg by identifying ways of encouraging investment in creativity by the culture industries);
 - contribute to the work of the Council of Europe on copyright by suggesting ways of safeguarding authors' and performers' rights in the light of new dissemination methods and practices.

D. Agree:

- a. To invite the Committee of Ministers of the Council of Europe to transmit this Resolution to the CDCC for follow-up;
- b. Subject to the decision taken by the Committee of Ministers on (a), to instruct their Senior Officials to consider, with the CDCC, practical arrangements for the application of this Resolution, and to report back;
- c. To accept the invitation of the Belgian Minister-President of the French Community to hold an informal meeting in 1988 on different subjects and particularly on the subject of the cultural dimension of transnational television broadcasting. This point will be carefully co-ordinated with the 1988 Conference in Stockholm of European Ministers responsible for Media, by the adequate contact groups of the CDCC and the CDNM, under the direct responsibility of the Belgian and Swedish organisers.

Resolution N° III on European co-operation to promote the evaluation and development of cultural policies

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Simna from 15 to 17 September 1987 in the occasion of their 5th Conference;

Considering

- that the limitation of the public or private financial resources needed for cultural action makes a comprehensive evaluation of the results of these activities in terms of both economic and cultural indicators even more important;
- that intellectual resources must be mobilised to promote the development of cultural policies;
- that there is an urgent need for more systematic organisation of the exchange

of information and pooling of experience, for the collection of data for co-operation between institutions and organisations,

RESOLVE to encourage the development of European co-operation for the purpose of promoting the evaluation and development of cultural policies in States Party to the European Cultural Convention;

/ INVITE the Committee of Ministers of the Council of Europe to request the CDCC:

- to establish, in co-operation with other international organisations or institutes, a coherent support programme for the collection and the diffusion of data and studies in order to promote the evaluation and the development of cultural policies giving particular attention to the guidelines mentioned in the appendix;
- to pay particular attention to the clarification of data on the perspectives of employment in the cultural sectors;
- to study, in co-operation with the appropriate bodies, the development in a European context of training schemes for cultural administrators operating at national as well as regional or local level;
- to prepare for their 6th Conference a consolidated report summarising the research progress made during the period in question with regard to the development of the cultural policies of the States Parties to the European Cultural Convention, and outlining a programme to increase efforts in this context, both inside and outside the Council of Europe, in the period following the 6th Conference.

Appendix

Promoting the evaluation and development of cultural policies

Guidelines

Pooling of information on technical and administrative measures and their cultural consequences, thereby helping each State to formulate its principles in this field in the light of national traditions and practice;

Collecting comparative data on trends in various cultural sectors for the purpose of seeing to what extent they follow the same tendency, e.g. attendance figures for cultural activities in theatres, museums, concert halls, etc., sales figures for the various products of the culture industries, such as books, magazines, newspapers, records and tapes, and figures for economic investment by the various agents involved (following the pattern set by OECD data on employment, inflation and deficit levels in the member States, data which are frequently cited in current political debate, whereas similar, easily available data are entirely lacking in the cultural field);

This type of comparative information should emphasize the interaction between live culture, culture in general and the mass media, as well as the trade in

cultural products between States Parties to the European Cultural Convention and between Europe and the rest of the world;

The production of comparative data should be developed progressively, using material already available in individual countries or groups of countries, so that the operation can be launched without undue delay;

This progressive development should be paralleled by theoretical research on common nomenclature, so that reliable comparisons can be made on the basis of the data on practical experience already compiled by UNESCO;

Encouraging the continuation of the current national policy review experiment, which is already being applied within the Council of Europe context and whose special interest lies in stimulating systematic, goal-orientated evaluation of national cultural policies, relying on «cultural policy indicators» and using a group of foreign assessors to check results;

Action to encourage the development of models or examples of data presentations at regional level to promote the evaluation of regional cultural policies (this is one of the basic ideas of CDCC Project N° 10 «Culture and Regions»);

Formalised co-operation between organisations or institutes involved in cultural policy studies, of which CIRCLE provides a good example, although its functional resources need to be improved;

Supporting and promoting co-operation with institutions, organisations and individual researchers who are prepared to undertake specific tasks, remembering that many countries have research funds which could be used for comparative research on cultural policies;

Better systematic use of information collected by UNESCO, the Council of Europe, IFPI, EBU, Mediaent;

Promoting specific studies by groups of countries;

Supplying information on specific studies carried out in particular countries, but of general interest.

Final Resolution

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Sintra from 15 to 17 September for their 5th Conference,

Expressing their deep gratitude to the Government of Portugal for its warm welcome and generous hospitality,

Thank the Council for Cultural Co-operation (CDCC) for its valuable contribution to the preparation of the present Conference and welcome the fruitful co-operation established with it, manifest in the effect given in the Council of Europe's cultural programme to the guidelines defined by their Conferences,

Reaffirm their wish to step up their co-operation in the framework of the Council for Cultural Co-operation and to speed up the achievement of a cultural Europe,

Thank the Government of Italy for confirming its offer to organise the 6th

6e CONFERENCE DES MINISTRES EUROPEENS RESPONSABLES DES AFFAIRES CULTURELLES

PALERME (ITALIE), 25 - 26 avril 1990

«LA SOCIÉTÉ MULTICULTURELLE:
UN DÉFI POUR LES POLITIQUES CULTURELLES»

Avant d'adopter formellement et par acclamation
--- la Déclaration "Société multiculturelle et Identité culturelle européenne",
--- la Résolution n. 1 sur les initiatives, moyens et méthodes visant à promouvoir le dialogue entre les cultures,
--- la Résolution n. 2 sur les nouvelles dimensions de la coopération culturelle en Europe,
--- la Résolution finale,
dont le texte figure ci-dessous, la Conférence a tenue une séance informelle, à l'issue de laquelle elle a été en mesure de faire siennes les conclusions qui lui ont été soumises par la Présidence de la Conférence.

1. Conclusions de la Conférence

La Conférence a constaté que c'est la première fois que se réunissent, et ceci au sein du Conseil de l'Europe, les Ministres de la Culture de 31 pays de la Grande Europe, dont 27 sont déjà parties à la Convention Culturelle.

La Conférence a souligné les perspectives nouvelles que cet élargissement allait apporter au dialogue au sein du Conseil de l'Europe. Elle a constaté qu'ainsi l'Europe retrouvait sa vraie dimension culturelle.

S'agissant du thème principal "La société multiculturelle", la Conférence a constaté que les participants avaient conscience que leurs pays allaient, de manière accrue, être confrontés à la question des minorités se trouvant sur leurs territoires.

Le défi se présente différemment selon les pays et selon qu'il s'agit d'adapter la politique culturelle à la présence de minorités issues d'autres pays européens, ou de minorités en provenance de pays non européens, ou encore de minorités régionales aspirant à une plus grande autonomie.

Cette réalité multiculturelle de l'Europe a été reconnue à la fois comme un enrichissement et un défi.

Les réponses qu'il est souhaitable de rechercher en commun sur le plan européen doivent s'inspirer de l'approche interculturelle qui a toujours été celle du Conseil de l'Europe - à savoir une valorisation réciproque des différentes cultures.

La Conférence a souligné l'urgence qu'il y a à relever ce défi et qu'une approche commune au niveau européen devrait être tentée.

Il a semblé à la Conférence que le Conseil de l'Europe était l'instrument privilégié pour s'atteler à une telle tâche car, fondé sur la défense des Droits de l'Homme et des libertés, il offre la garantie que ces questions seront examinées à la fois dans le respect du droit à la différence et des règles démocratiques sur lesquelles se fondent nos sociétés européennes.

La Conférence a demandé au Conseil de l'Europe de mettre en chantier un projet de Déclaration sur la société multiculturelle qui devrait permettre aux Gouvernements de trouver des réponses aux difficiles questions auxquelles ils sont confrontés.

Dans le domaine particulier des langues la Conférence a demandé que soient poursuivis et accélérés les travaux sur le projet de Convention sur les langues minoritaires et régionales en Europe, actuellement à l'étude au Conseil de l'Europe.

La Conférence a pris note de la proposition du Secrétaire Général d'organiser, en 1993, une "Année de la Créativité Artistique et Culturelle de la Grande Europe". Cette proposition qui demandera un effort continu d'assistance à la création artistique mérite d'être étudiée par le Conseil de l'Europe.

La proposition de faire jouer au Conseil de l'Europe un rôle dans la mise en oeuvre, pour la zone européenne, des aspects culturels et éducatifs de la 3e corbeille de l'Accord d'Helsinki de la CSCE a rencontré l'approbation. Dans ce contexte, une préparation du Forum de Cracovie sur le patrimoine culturel, au niveau des pays participant au CDCC, pourrait être envisagée.

2. DECLARATION "Société multiculturelle et identité culturelle européenne"

Les Ministres européens responsables des Affaires culturelles, réunis à Palerme du 24 au 26 avril 1990 à l'occasion de leur 6e Conférence;

Rappelant que le thème de la présente Conférence se situe, aux égards de ses différents aspects, dans le prolongement direct de préoccupations exprimées lors des précédentes Conférences au travers de plusieurs textes les engageant (1);

Réaffirmant que la richesse de la culture européenne résulte de la diversité et de la vitalité de ses cultures nationales, régionales et locales ainsi que de son ouverture aux courants spirituels, intellectuels et artistiques venant des autres parties du monde;

Reconnaissant que l'unité de la culture européenne se caractérise et s'exprime par un ensemble d'idéaux et de valeurs sur le plan éthique et religieux, politique et juridique, artistique et scientifique, qui s'enracinent dans son histoire et qui constituent une contribution essentielle au patrimoine de l'humanité;

Exprimant leur conviction que les libertés fondamentales et les droits de l'homme, dont l'élaboration s'est poursuivie parfois douloureusement tout au long de l'histoire de l'Europe, constituent le patrimoine inaliénable, le fondement et l'élément dynamique de notre civilisation;

Observant que ces idéaux et valeurs se traduisent par la reconnaissance de droits civils et politiques assurant à chacun la possibilité d'assumer sa différence tant dans ses opinions spirituelles ou religieuses, politiques ou philosophiques, que dans ses modes de vie et d'expression, l'exercice de cette liberté individuelle s'inscrivant dans le cadre d'une société basée sur le respect de la personne humaine, la tolérance et la solidarité,

Estiment

que les Européens se doivent à la fois de préserver et de promouvoir ce qui les différencie les uns des autres, compte tenu de la richesse que représente le pluralisme des expressions culturelles, et de prendre conscience en même temps de l'unité fondamentale de la culture européenne tant dans son patrimoine que dans son devenir et de sa valeur irremplaçable pour la survie et le développement de l'Europe;

que la sauvegarde et la promotion des identités locales, régionales, nationales et européenne ne peuvent se concevoir dans le repliement et l'isolationnisme et que le dialogue entre les cultures est la condition de leur progrès dans un monde exposé à des confrontations culturelles jusque là inconnues - notamment par l'intermédiaire des médias - et qui connaît des migrations à grande échelle de personnes conscientes de leur propre héritage culturel;

que cette situation nouvelle constitue un défi et une chance pour les sociétés européennes, un défi pour leur cohérence, une chance pour la réalisation de leurs idéaux;

que dans cette perspective, l'attachement des Européens à leur propre culture est la condition préalable à leur ouverture aux autres cultures et à un dialogue positif à l'avantage commun de l'humanité toute entière;

qu'une société multiculturelle féconde implique un effort résolu de formation qui requiert l'engagement à cet effet des structures éducatives et culturelles;

Declarent

que leur action politique, dans un monde multiculturel toujours plus interdépendant, doit s'inspirer d'une triple exigence:

- en premier lieu, favoriser l'accès de tous à ce patrimoine que constitue la culture européenne et encourager leur participation à son développement,
- en deuxième lieu, assurer à chacun et à chaque communauté la possibilité de vivre et d'exprimer sa propre identité dans le respect des autres,
- en troisième lieu, encourager les initiatives visant la coopération et l'enrichissement mutuel entre cultures;

(1) Voir Annexe.

Entendent oeuvrer pour

que chaque Européen se sente concerné par ce patrimoine, fruit de l'accumulation d'expériences personnelles porteuses des richesses de l'esprit et du coeur, d'où se dégagent avec clarté les traits du projet européen caractérisé par la pluralité des réalités culturelles;

promouvoir auprès des différentes composantes de la population ce projet et les idéaux et valeurs sur lesquels il est fondé, gages de la pérennité de l'Europe en tant que communauté de convictions et de destin;

favoriser l'avènement d'une culture toujours plus ouverte permettant de construire une société plus généreuse et plus fraternelle;

stimuler l'échange d'information entre les pays d'Europe en tirant parti des nombreuses expériences, initiatives et politiques menées dans ces pays, en vue d'en tirer des enseignements de portée générale au bénéfice de chacun des Etats parties à la Convention Culturelle Européenne.

Annexe

Résolution N. 1 de la 1ère Conférence (Oslo, 1976).

Résolution N. 1 de la 2e Conférence (Athènes, 1978).

Déclaration Européenne sur les Objectifs Culturels adoptée par la 4e Conférence (Berlin, 1984), s'agissant de la participation à la vie culturelle de toutes les composantes de la population;

Résolution N. 2 de la 1ère Conférence (Oslo, 1976).

Résolution N. 2 de la 2e Conférence (Athènes, 1978), pour ce qui a trait aux unités culturelles locales et régionales et à leur sauvegarde et développement

Résolution N. 8 de la 1ère Conférence (Oslo, 1976).

Résolution N. 5 de la 2e Conférence (Athènes, 1978).

Résolution N. 4 de la 4e Conférence (Berlin, 1984), en ce qui concerne les aspects culturels de la migration ;

Résolution N. 3 de la 3e Conférence (Luxembourg, 1981).

Résolution N. 1 de la 4e Conférence (Berlin, 1984).

Résolution N. 2 de la 5e Conférence (Sintra, 1987), pour le problème de la préservation des identités culturelles face au développement des technologies de communication transfrontières.

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté à sa 76e session le 25 avril 1985 une Résolution sur l'Identité Culturelle Européenne (Résolution (85) 6).

3. Résolution n. 1 sur les initiatives, moyens et méthodes visant à promouvoir le dialogue entre les cultures

Les Ministres européens responsables des Affaires culturelles, réunis à Palerme les 25 et 26 avril 1990 à l'occasion de leur 6e Conférence,

Constatant que le champ culturel ouvre de multiples possibilités de contacts et de rencontres qui peuvent apporter une contribution significative à une meilleure compréhension entre les diverses composantes de la population dans l'optique d'une société à la fois plus ouverte et plus intégrée;

Reconnaissant les aspects positifs du foisonnement d'idées, d'expressions et de modes de vie qui caractérise l'Europe et qui est le reflet de la vitalité de ses cultures en même temps que le vecteur de développements futurs;

Relevant avec intérêt que de nombreux aspects de la problématique multiculturelle ont d'ores et déjà été traités dans le cadre du Projet n. 7 du Conseil de la Coopération Culturelle (CDCC) sur "L'éducation et le développement culturel des migrants", ainsi que dans le Projet sur les relations intercommunautaires mené par le Comité Européen sur les Migrations (CDMG);

Persuadés que les défis posés par la société multiculturelle au plan politique, culturel et social sont d'une importance telle qu'une attention soutenue s'impose au niveau gouvernemental dans tous les domaines

Affirment

Que dans l'esprit des conclusions de leur forum sur les finalités culturelles du développement (3e Conférence, Luxembourg, 1981) et de la Déclaration sur les Objectifs Culturels (4e Conférence, Berlin, 1984), ils entendent, en accord avec toutes les autorités nationales concernées, se faire les promoteurs de mesures visant à réaliser un équilibre harmonieux entre l'expression des cultures et identités minoritaires et l'accès au patrimoine culturel commun de tous les Européens;

Sont convenus

De prendre pour base de leur action, dans le plein respect des traditions, pratiques et modalités affectant la vie culturelle de leurs pays, les lignes directrices suivantes:

— Favoriser la mise sur pied de manifestations, équipements et institutions dont la vocation est la promotion des identités culturelles spécifiques, qu'elles soient locales ou régionales, relevant de la culture populaire ou de celles des minorités ethniques ou linguistiques en soulignant tout spécialement le dialogue interculturel;

— Développer les espaces et les occasions de rencontres et de dialogue faisant ressortir les liens et interactions qui existent entre les différentes cultures;

— Promouvoir une plus grande connaissance et appréciation des civilisations anciennes ou actuelles - celles dont relèvent certaines communautés

régionales ou autres - afin que l'ensemble de la population puisse considérer sous un jour nouveau et plus favorable la contribution que lesdites communautés peuvent apporter à la culture majoritaire;

— Promouvoir l'accès au patrimoine culturel européen, sa compréhension et sa prise en compte par les intéressés afin que ceux-ci puissent être en mesure de contribuer à l'enrichissement matériel de la culture et de profiter du plein usage des potentialités offertes par les musées, bibliothèques et autres institutions culturelles ainsi que par les nouvelles techniques de communications;

Recommandent au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe d'inviter:

Le Conseil de la Coopération Culturelle (CDCC) et d'autres Comités en ce qui les concerne, à veiller au suivi de la présente Résolution, compte tenu, notamment, des résultats de la Conférence pluridisciplinaire sur les aspects éducatifs et culturels des relations intercommunautaires (Strasbourg, 5-7 décembre 1989) organisée conjointement par le CDCC et le Comité Européen sur les migrations;

Le Secrétaire Général à assurer l'échange d'information et d'expérience sur la problématique de la société multiculturelle ainsi que la coordination des diverses initiatives prises dans ce domaine et l'exploitation optimale des travaux entrepris dans les secteurs concernés.

4. Résolution n. 2 sur les nouvelles dimensions de la coopération culturelle en Europe

Les Ministres européens responsables des Affaires culturelles, réunis à Palerme les 25 et 26 avril 1990 à l'occasion de leur 6e Conférence,

Se fondant sur la Convention Culturelle Européenne qui prend en compte la dimension paneuropéenne dans l'organisation de la coopération culturelle en Europe en donnant la possibilité au Comité des Ministres d'inviter tout Etat européen non membre du Conseil de l'Europe à adhérer à ladite Convention;

Rappelant la Résolution (85) 6 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe relative à l'identité Culturelle européenne;

Se félicitant que les changements politiques en cours dans les pays de l'Europe centrale et Orientale permettent plus que jamais d'utiliser l'espace juridique et institutionnel de la Convention Culturelle Européenne en vue de l'élargissement et de l'intensification de la coopération culturelle dans une perspective conforme aux principes et idéaux qui en sont les fondements, ce qui implique une responsabilité accrue du Conseil de la Coopération Culturelle ;

Conscients que cet élargissement de l'aire de la coopération culturelle en Europe exige une attitude active qui requiert une ouverture dynamique des Etats déjà membres en direction des pays susceptibles d'y participer,

Recommandent au comité des Ministres du Conseil de l'Europe d'inviter le Conseil de la Coopération Culturelle (CDCC)

i. à prendre en compte les nouvelles dimensions de la coopération culturelle dont il a la charge en veillant à adapter ses méthodes de travail et son programme aux enjeux qui concernent le plus grand nombre des Etats Européens susceptibles de s'y associer;

ii. à entreprendre dans cette optique les études nécessaires pour faciliter la mise sur pied d'une coopération et d'un échange culturel élargis entre les Etats membres du Conseil de l'Europe et les Etats non-membres qui ont adhéré à la Convention Culturelle Européenne ou sont en voie de le faire.

5. Résolution finale

Les Ministres européens responsables des Affaires culturelles, réunis à Palerme les 25 et 26 avril 1990 à l'occasion de leur 6e Conférence,

Se félicitant de ce que les autorités invitantes aient tenu à donner à leur rencontre une dimension paneuropéenne.

Expriment leurs remerciements chaleureux aux autorités italiennes nationales et régionales pour les efforts consentis en vue de la bonne tenue de leur Conférence,

Remercient le gouvernement français de son intention d'accueillir leur 7e Conférence.

6th CONFERENCE OF EUROPEAN MINISTERS RESPONSIBLE FOR CULTURAL AFFAIRS

PALERMO (ITALY), 25-26 APRIL 1990

THE MULTICULTURAL SOCIETY: A CHALLENGE TO CULTURAL POLICY

Before officially adopting, by acclamation:

- the Declaration «Multicultural Society and European Cultural Identity»;
- Resolution N° 1 on initiatives, ways and means likely to promote a dialogue between cultures;
- Resolution N° 2 on the new dimensions of European cultural co-operation;
- the Final Resolution

as set out below, the Conference held an informal sitting, at the close of which it was able to adopt the conclusions submitted to it by the Chairman of the conference.

1. *Conclusions of the Conference*

The Conference remarked that it was the first time that the Ministers of Culture of 31 countries forming part of Greater Europe — 27 of which were already Parties to the Cultural Convention — had met together, and furthermore within the Council of Europe.

The Conference emphasised the new prospects that this enlargement would confer on dialogue in the Council of Europe. In this way Europe was rediscovering its true cultural dimension.

Referring to the main theme, namely multicultural society, all participants of the Conference realised that their countries would increasingly be brought up against the challenge of minorities present on their territory.

This challenge arose in different terms depending on the countries concerned, and on whether cultural policy had to be adapted to the presence of minorities coming from other European countries or non-European countries or of regional minorities which aspired to greater autonomy.

There was general acknowledgement of this multicultural reality throughout Europe as a source of enrichment and as a challenge.

The responses that needed to be sought on a joint basis on a Europe-wide scale must be based on the intercultural approach constantly taken by the Council of Europe in a two-way endeavour to make the most of the different cultures.

The Conference stressed the urgent need to deal with these challenges and considered that a joint approach on a Europe-wide scale should be sought.

The Conference was of the opinion that the Council of Europe provided the ideal platform for this endeavour: based on the defence of human rights, it offered a guarantee that these questions would be examined in a manner that respected the right to preserve differences, and the democratic rules on which our European societies were based.

— thirdly, encouragement for action where the aim is cooperation and reciprocal enrichment between cultures;

Intend to direct their efforts

so that each European shall consider himself to be concerned with this heritage, the fruit of an accumulation of personal experiences bearing with them a richness in both heart and mind, from which the features of the concept of Europe emerge clearly, characterised as it is by the plurality of the cultural situation;

so as to promote this concept amongst the various sections of the population, together with the ideals and values on which it is based, thereby ensuring the continuing existence of this Europe with its common destiny and convictions;

so as to encourage the development of a culture that is constantly more open, permitting the construction of a society which is more generous and fraternal;

so as to foster the exchange of information between the countries of Europe drawing upon the many experiments, courses of action and policies carried out in those countries, so that general conclusions may be drawn for the benefit of each of the Parties to the European Cultural Convention.

Appendix

— Resolution N° 1 of the 1st Conference (Oslo, 1976), Resolution N° 1 of the 2nd Conference (Athens, 1978), the European Declaration on Cultural Objectives adopted at the 4th Conference (Berlin, 1984), in connection with the participation of all sectors of the population in cultural life;

— Resolution N° 2 of the 1st Conference (Oslo, 1976), Resolution N° 2 of the 2nd Conference (Athens, 1978), concerning local and regional cultural unity and how it can be preserved and developed;

— Resolution N° 8 of the 1st Conference (Oslo, 1976), Resolution N° 5 of the 2nd Conference (Athens, 1978), Resolution N° 4 of the 4th Conference (Berlin, 1984), in connection with cultural aspects of migration;

— Resolution N° 3 of the 3rd Conference (Luxembourg, 1981), Resolution N° 1 of the 4th Conference (Berlin, 1984), Resolution N° 2 of the 5th Conference (Siatru, 1987), on the problem of preserving cultural identities notwithstanding advances in transfrontier communication technologies.

The Committee of Ministers of the Council of Europe adopted on 25 April 1985 at its 76th Session a resolution on European Cultural Identity (Resolution (85) 6).

3. *Resolution N° 1 on initiatives, ways and means likely to promote a dialogue between cultures.*

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Palermo on 25-26 April 1990 on the occasion of their 6th Conference;

Noting that the cultural sphere offers immense scope for contacts and encounters which can contribute significantly to a better comprehension among the different sectors of the population, looking ahead to a society that is more open and at the same time better integrated;

Recognising the positive aspects of the abundance of ideas, expressions and life-styles which is a feature of Europe, a reflection of the vitality of its cultures and at the same time bearer of future developments;

Noting with interest that a number of multicultural issues have already been examined within Project N° 7 of the Council for Cultural Cooperation (CDCC) on the «Education and cultural development of migrants», and in the community relations project run by the European Committee on Migration (CDMG);

Convinced that the political, cultural and social challenges posed by a multicultural society are of sufficient importance to require sustained governmental attention in all fields;

Affirm

That, faithful to the spirit of the conclusions of their forum on the role of cultural aims in social and economic development (3rd Conference, Luxembourg 1981) and of the European Declaration on Cultural Objectives (4th Conference, Berlin 1984), they intend to act, in agreement with all national authorities concerned, to promote measures designed to achieve a harmonious balance between the expression of minority identities and cultures and access to the common cultural heritage of all Europeans;

Are agreed

To take as the basis for their action, with full respect for the traditions, customs and practices relating to their countries' cultural life, the following guidelines:

— Encouragement for the organisation of events, amenities and institutions intended to promote specific cultural identities local or regional - attached to popular forms of culture or those of ethnic or linguistic minorities with special emphasis on intercultural dialogue;

— The provision of opportunities for encounters and dialogue which will reveal the bonds and interactions existing between the various cultures;

— The promotion of greater knowledge and appreciation of past and present civilisations — those of certain regional or other communities — so that the population at large shall appreciate the contribution that can be made by those communities to the majority culture in a new and better light;

— The promotion of access to the European cultural heritage, and understanding and consideration of that heritage, so that those concerned shall be enabled to contribute to the further enrichment of culture, and to enjoy full use of the potential offered by museums, libraries, other cultural institutions and the new communication technologies;

Recommend the Committee of Ministers of the Council of Europe to invite:

The Council for Cultural Cooperation (CDCC) and other Committees, each within its own sphere of competence, to see to the application of this Resolution, taking account in particular of the results of the multidisciplinary Conference on the educational and cultural aspects of community relations (Strasbourg, 5-7 December 1989) jointly organised by the (CDCC) and the European Committee on Migration (CDMG);

The Secretary General to ensure that information and experience are exchanged on the issues raised by the multicultural society; that the various initiatives undertaken in this field are coordinated and that the fullest possible use is made of the work undertaken in the sectors concerned.

4. *Resolution N° 2 on the new dimensions of European cultural co-operation*

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Palermo on 25-26 April 1990 on the occasion of their 6th Conference;

Referring to the European Cultural Convention which takes the All-European dimension into consideration in the organisation of cultural co-operation in Europe insofar as it enables the Committee of Ministers to invite every European State not a member of the Council of Europe to adhere to this Convention;

Recalling Resolution (85) 6 of the Committee of Ministers of the Council of Europe on European Cultural Identity;

Welcoming the fact that current political developments in the countries of central and eastern Europe allow greater use to be made of the legal and institutional possibilities offered by the European Cultural Convention with a view to enlarging and intensifying cultural co-operation in Europe in conformity with the ideals and principles, on which the Convention is based, which implies increased responsibility for the Council for Cultural Co-operation;

Conscious that this widening of the field of cultural co-operation in Europe requires a positive attitude and dynamism on the part of States already members towards countries likely to participate in this co-operation.

Recommend that the Committee of Ministers of the Council of Europe invite the Council for Cultural Co-operation (CDCC):

i. to take account of the new dimensions of cultural co-operation for which it is responsible by adapting its working methods and programme to the needs of the greatest number of European States able to be associated with the programme;

ii. in this perspective, to undertake the necessary studies to facilitate the planning of greater cultural cooperation and exchange between the member States of the Council of Europe and the non-member States which have adhered to the European Cultural Convention or are in the process of doing so.

5. *Final Resolution*

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Palermo on 25 and 26 April 1990 on the occasion of their 6th Conference;

Declared themselves gratified that the authorities hosting the Conference had given their meeting a pan-European dimension;

Thanked warmly the Italian authorities, both national and regional, for their endeavours in ensuring that the Conference proceeded smoothly;

Thanked the French Government, which had indicated its intention of hosting the 7th Conference.

**7e CONFERENCE DES MINISTRES EUROPEENS
RESPONSABLES DES AFFAIRES CULTURELLES**

PARIS, 15-16 octobre 1992

**"LA LECTURE, LE LIVRE ET
L'ÉDITION EN EUROPE"**

4.1 RÉSOLUTION SUR "LA LECTURE, LE LIVRE ET L'ÉDITION EN EUROPE"

Les ministres européens responsables des Affaires culturelles, réunis à Paris les 15 et 16 octobre 1992 à l'occasion de leur 7e Conférence,

1. Prenant en considération :

- l'étude sur "les pratiques de lecture en Europe", établie par le réseau de Centres de recherche et d'Information culturelle (CIRCLE),

- le rapport "L'édition et l'industrie du livre en Europe centrale et orientale", établi pour le Conseil de l'Europe par International Book Development (IBD), Londres,

- le document de séance "La lecture, le livre et l'édition en Europe", qui se fonde notamment sur les études précitées et les rapports nationaux sur le sujet ;

2. Rappelant que la diffusion de la lecture contribue de manière décisive à l'acquisition, à la transmission et à la production des connaissances, qu'elle est un instrument de loisir et d'épanouissement personnel en même temps qu'elle favorise le plein exercice de la démocratie ;

3. Constatant que l'Europe est très largement une civilisation de l'écrit, et que la promotion et la sauvegarde de cet élément essentiel de nos cultures appellent une série de mesures, tant des pouvoirs publics nationaux que des instances européennes ;

4. Considérant que l'amélioration de l'accès à ce patrimoine ne peut que favoriser la prise de conscience, par les Européens, de leur communauté de destin, grâce à une meilleure connaissance réciproque de leurs cultures et des valeurs et idéaux qu'ils partagent ;

5. Pleinement conscients, à cet égard, de l'impératif de solidarité avec les pays d'Europe centrale et orientale ;

6. Estimant que ces objectifs impliquent que, partout en Europe, soient préservées et encouragées toutes les formes de production écrite, que soit maintenu le pluralisme des éditeurs et que les lecteurs aient facilement accès au livre, soit pour le consulter, soit pour l'acquiescer ;

7. S'inquiétant des risques de détérioration qu'encontre une partie de ce patrimoine historique, tant en raison des difficultés de conservation du papier qu'à la suite de la réduction des crédits d'acquisition des bibliothèques de certains pays ;

8. Soulignant qu'à la diversité linguistique de l'Europe - fondement de la

richesse de sa culture - doit correspondre, dans chaque pays, au souci permanent d'ouverture au patrimoine culturel - et en premier lieu à la production écrite - des autres pays ou communautés dont la langue a une diffusion restreinte ;

9. Signalant qu'une tendance à la baisse de la pratique de la lecture chez les jeunes, à l'issue de leur scolarité, se fait actuellement jour en Europe, notamment à cause de l'influence croissante des autres moyens de communication sociale, et que cette situation présente des risques évidents pour le plein exercice de la citoyenneté et de la démocratie ;

10. Prenant en compte les difficultés économiques et sociales particulières auxquelles les pays d'Europe centrale et orientale sont actuellement confrontés en ce qui concerne :

- l'édition d'ouvrages, notamment scolaires et universitaires,
- leur commercialisation et leur distribution,
- la situation des bibliothèques (rupture des collections, réduction des acquisitions, absence de formation aux nouvelles technologies et non disponibilité de crédits pour les implanter,

CONSTATENT EN PARTICULIER

1. que la préservation, la gestion et le plus large accès aux différents publics du patrimoine écrit des bibliothèques et des archives européennes constituent une responsabilité majeure des autorités culturelles, publiques et privées, nationales et européennes ;

2. que le livre n'est pas une simple marchandise et que sa préservation peut justifier des dispositions spécifiques ;

3. que le prix élevé des livres, parfois lié à la fiscalité, peut faire obstacle à l'accès à la lecture ;

4. que certains genres de production écrite, par ailleurs constitutifs de la culture européenne, sont particulièrement vulnérables, notamment dans les pays ou communautés de langue à diffusion restreinte ;

5. que la disparition ou la détérioration des réseaux de vente et la réduction du nombre de librairies peuvent constituer des obstacles à l'épanouissement intellectuel et culturel des citoyens ;

6. que le développement de la reprographie sauvage lèse les intérêts légitimes des auteurs et des éditeurs, et met en danger la viabilité économique de

certains secteurs de l'édition et de la diffusion ;

7. que la traduction constitue un enjeu aussi bien culturel, et économique que social, et qu'il convient de la développer, en particulier à partir des langues les moins répandues, et vers elles ;

8. qu'il convient d'appuyer et de prolonger les initiatives déjà existantes en matière de traduction et de publication d'ouvrages d'intérêts européens ;

9. que la presse écrite mais aussi la télévision et les technologies audiovisuelles peuvent constituer un moyen puissant de sensibilisation au livre et à la lecture ;

RECOMMANDENT AU COMITE DES MINISTRES D'INVITER LE CONSEIL DE LA COOPERATION CULTURELLE AINSI QUE TOUTES AUTRES INSTANCES COMPETENTES DU CONSEIL DE L'EUROPE

1. à identifier, en matière de conservation du patrimoine écrit, les actions non prises en charge par d'autres instances, et qui pourraient utilement être développées dans le cadre du CDCC ;

2. à faire en sorte que les Etats non membres des Communautés européennes puissent bénéficier des travaux de cette institution en matière de conservation de livres sur papier acide et d'utilisation du papier permanent ;

3. à encourager, à prendre ou à renforcer - dans les limites de leurs compétences et en liaison avec les secteurs professionnels concernés - toutes les mesures visant au maintien de la diversité de la production écrite ;

4. à porter intérêt au maintien, partout en Europe, d'un réseau de librairies et de bibliothèques suffisamment dense pour que chaque lecteur puisse facilement avoir accès au livre, soit pour le consulter soit pour l'acquérir ;

5. à examiner les mesures susceptibles d'encourager l'achat d'ouvrages par une politique des prix adaptés et, lorsque c'est possible, par le biais des taux de TVA ;

6. à accorder une attention particulière aux mesures susceptibles d'enrayer la reprographie sauvage en protégeant les droits des auteurs et des éditeurs ;

7. à soutenir les initiatives existantes en matière de traduction et de publication d'ouvrages ou collections contribuant à l'approfondissement de l'histoire, de la culture et de la pensée européennes, notamment dans les langues les moins répandues ;

8. à renforcer, en liaison avec les professionnels concernés, les programmes d'aide à la traduction et à la formation de traducteurs à l'échelle européenne ;

9. à encourager l'organisation - par les professionnels ou en liaison avec eux - et dans les pays où elles n'existent pas encore, de manifestations périodiques célébrant la production écrite, notamment celle de l'Europe ;

10. à étudier, notamment avec les pays d'Europe centrale et orientale, des initiatives particulières en matière de formation professionnelle des acteurs de la chaîne du livre, de publication d'ouvrages scolaires et universitaires et de remise à niveau des fonds documentaires des bibliothèques ;

11. à intensifier leur coopération en matière de médias (audiovisuels et presse écrite) et à favoriser la diffusion, par le livre et les autres moyens de communication, des œuvres significatives du patrimoine culturel européen ;

12. étudier l'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication sur l'avenir du livre et de la lecture et sur le statut des auteurs ;

13. à entreprendre une action conjointe culture/éducation dans le domaine de la littérature pour la jeunesse abordant notamment les problèmes de distribution, de formation et d'échange d'information ;

INVITENT LE COMITÉ DES MINISTRES

à accorder au Conseil de la Coopération Culturelle les ressources nécessaires pour inscrire ces actions prioritaires dans son programme de travail pour les années à venir en veillant à la bonne coordination et à la complémentarité de ces actions du Conseil de l'Europe avec celles des autres organisations internationales, notamment l'UNESCO et la Communauté Européenne, ainsi qu'avec celles des ONG, notamment la Fondation Européenne de la Culture.

4.2 DECLARATION SUR LE RESPECT DES DROITS CULTURELS DES MINORITÉS

"L'Europe connaît aujourd'hui une dangereuse dérive identitaire qui rappelle les heures les plus sombres de l'histoire de ce siècle.

Les Ministres européens responsables des Affaires culturelles rappellent la déclaration du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur le conflit de l'ancienne Yougoslavie, adoptée le 11 septembre 1992 à Istanbul. En tant que Ministres de la Culture, ils tiennent à exprimer l'absolue répulsion que leur inspire le concept de "purification ethnique" et condamnent avec la plus grande fermeté une politique qui vise à éliminer des peuples, leurs cultures et leurs patrimoines.

Il serait inconcevable qu'un continent qui connaît depuis plusieurs années un réveil de la démocratie se laisse entraîner dans une spirale d'intolérance et de rejet de l'autre.

Le Conseil de l'Europe s'est bâti sur l'affirmation d'une exigence de démocratie culturelle ; plein exercice de la liberté de pensée et d'expression, reconnaissance de l'identité et du rôle de chaque individu et de chaque groupe social, conditions de son épanouissement propre et de sa participation pleine et responsable à la vie et à la richesse culturelle de toute la société.

Les Ministres européens responsables des Affaires culturelles appellent tous les peuples, tous les Etats, à reconnaître dans la diversité culturelle un facteur d'enrichissement de l'identité européenne.

Ils appuient les efforts du Conseil de l'Europe visant à promouvoir des initiatives pouvant contribuer à une meilleure connaissance et compréhension mutuelle en vue d'une coexistence pacifique des populations et des minorités nationales.

Ils apportent aussi leur soutien à la mise en œuvre par le Conseil de l'Europe, et en particulier par le Conseil de la Coopération Culturelle, d'une action à la fois pragmatique et interdisciplinaire concernant la démocratie, des Droits de l'Homme et les minorités en Europe.

A condition qu'il existe une réelle volonté de paix et de dialogue, c'est en effet par des solutions non violentes et des actions concrètes sur le terrain que l'on peut aboutir dans la lutte contre le racisme, l'intolérance et la xénophobie, dans le décloisonnement des différentes communautés et le développement d'un vécu commun."

4.3 Résolution finale

Les Ministres européens responsables des affaires Culturelles, réunis à Paris les 15 et 16 octobre 1992 à l'occasion de leur 7ème Conférence,

Se félicitant de l'initiative innovatrice prise par les autorités du pays hôte de faire précéder leur Conférence par la Rencontre d'artistes et d'intellectuels intitulée "La Grande Europe à Paris",

Expriment leurs remerciements chaleureux aux autorités françaises pour la qualité de leur hospitalité et les efforts déployés afin d'assurer le bon déroulement des travaux,

Remercent le Gouvernement hongrois de son offre d'organiser la 8ème Conférence.

7th CONFERENCE OF EUROPEAN MINISTERS
RESPONSIBLE FOR CULTURAL AFFAIRS

Paris, 15 - 16 October 1992

"READING, BOOKS AND PUBLISHING IN EUROPE"

4.1 RESOLUTION ON "READING, BOOKS AND PUBLISHING IN EUROPE"

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Paris on 15 and 16 October 1992 on the occasion of their 7th Conference,

1. Taking into consideration:

- the report on "Reading practices in Europe" produced by CIRCLE (Cultural Information and Research Centres Liaison in Europe),

- the report on "Publishing and the Book Trade in Central and Eastern Europe", drawn up for the Council of Europe by International Book Development (IBD), London,

- the discussion paper "Reading, Books and Publishing in Europe", based particularly on the above-mentioned studies and national reports on the subject;

2. Mindful that the dissemination of reading matter makes a crucial contribution to the acquisition, transmission and creation of knowledge, is an instrument of leisure and personal fulfilment, and is at the same time conducive to the full exercise of democratic rights;

3. Observing that Europe is a substantially literature-based civilisation and that the maintenance and furtherance of this key element of our cultures calls for a range of measures on the part of national authorities and European organisations alike;

4. Considering that improved access to this heritage cannot but promote Europeans' awareness of their common destiny through better mutual knowledge of their cultures and shared values and ideals;

5. Fully aware that solidarity with the countries of Central and Eastern Europe is imperative in this matter;

6. Believing that the above-mentioned goals presuppose, in all parts of Europe, the preservation and encouragement of literary creation in all its forms, the maintenance of pluralism in publishing and the provision of ready access to books, whether for consultation or purchase;

7. Concerned about the risks of deterioration to which part of this heritage is exposed by the difficulty of preserving the paper on which it is written and also by cuts in the purchasing budgets of libraries in certain countries;

8. Stressing that, in keeping with Europe's linguistic diversity as the basis of its cultural richness, there should be a constant receptiveness in each country to the cultural heritage - above all literary - of other countries or communities whose languages are less widespread;

9. Pointing out that a decline in reading among school-leavers is now becoming apparent in Europe, and that this situation entails obvious hazards for the full exercise of citizenship and democracy;

10. Having regard to the special economic and social difficulties now confronting the countries of Central and Eastern Europe in respect of:

- the publishing of books, particularly for school and academic use; the marketing and distribution of books;
- the situation of libraries (interruption of series, decrease in purchases, lack of training in the new technologies and absence of funds for introducing them);

NOTE IN PARTICULAR

1. that the conservation and management of the written heritage of Europe's libraries and archives and its maximum availability to the various readerships is a major responsibility of public and private cultural authorities at national and European level;

2. that books are not mere goods, and that their preservation may justify regulatory or fiscal arrangements;

3. that the high price of books in which taxation may be a factor can be a barrier to access to books and reading;

4. that certain types of literary production forming part of European culture are highly vulnerable, particularly in countries with less widespread languages;

5. that the disappearance or deterioration of sales networks and the reduction in the number of bookshops may hamper citizens' cultural and intellectual development;

6. that the development of uncontrolled reprography harms the legitimate interests of authors and publishers and threatens the economic viability of certain sectors of publishing and distribution;

7. that translation is an activity of economic, social and cultural importance and should be developed, particularly translation from and into the less common languages;

8. that the efforts already being made to translate and publish works of European significance should be supported and extended;

9. that the press, but also television and audiovisual technology can be a potent force in developing interest in books and reading;

RECOMMEND THAT THE COMMITTEE OF MINISTERS INVITE THE COUNCIL FOR CULTURAL CO-OPERATION AND THE OTHER COMPETENT BODIES OF THE COUNCIL OF EUROPE

1. to identify efforts to preserve the literary heritage which are not provided for by other bodies and which might usefully be developed within the CDCC framework;

2. to ensure that States which are not members of the European Communities may benefit from the work of this institution on the conservation of books on acidic paper and on the use of everlasting paper;

3. to encourage, initiate or intensify, within their sphere of competence and in conjunction with the relevant professional sectors, all measures aimed at maintaining the diversity of literary production;

4. to take an interest in maintaining throughout Europe a sufficiently dense network of bookshops and libraries to afford all readers ready access to books, whether for consultation or purchase;

5. to examine ways of encouraging people to buy books with the help of appropriate pricing policies and, whenever possible, VAT reductions;

6. to pay special attention to such measures as may curb unregulated reprography, while protecting the rights of authors and publishers;

7. to support current efforts to translate and publish books or series that contribute to a deeper knowledge of European history, culture or thought, particularly in the less common languages;

8. to intensify, in conjunction with the professionals concerned, the translation and translator training support schemes at European level;

9. to stimulate the organisation - by or in conjunction with professionals - of periodic events in honour of literary production, particularly that of Europe, in countries where none yet exist;

10. to examine, in consultation with the countries of Central and Eastern Europe, special initiatives relating to the vocational training of the various agents in the book production process, to the publication of school books and academic texts, and to the upgrading of library collections;

11. to intensify their co-operation with regard to the audiovisual media and the press, and to promote the dissemination, through books and other means of communication, of significant works forming part of the European cultural heritage;

12. to study the impact of the new information and communication technologies on the future of books and reading and on the status of authors;

13. to undertake a joint culture/education activity in the field of literature for young people, touching notably on the problems of distribution, training and exchange of information;

INVITE THE COMMITTEE OF MINISTERS

to allocate the Council for Cultural Co-operation the resources needed to place these priority activities on its work programme for the years ahead, ensuring that this Council of Europe action is properly co-ordinated and dovetailed with that of the other international bodies including UNESCO and the European Community, and with that of the NGOs, in particular the European Cultural Foundation.

4.2 DECLARATION ON RESPECT FOR THE CULTURAL RIGHTS OF MINORITIES

Europe is faced today with a dangerous crisis of nationalism recalling the darkest moments of the history of this century.

The European Ministers responsible for Cultural Affairs recall the declaration of the Committee of Ministers of the Council of Europe on the conflict in the former Yugoslavia, adopted on 11 September 1992 in Istanbul. As Ministers of Culture, they express their total revulsion at the concept of ethnic cleansing", condemning with the utmost vigour a policy designed to eliminate whole peoples, their cultures, their heritage.

It would be inconceivable for a continent which over the last few decades has seen a reawakening of democracy to be sucked into a spiral of intolerance, of rejection of others.

The Council of Europe has built itself up on the affirmation of cultural democracy: the full exercise of freedom of thought and expression, the recognition of each individual's and each social group's identity and role, the conditions for their own fulfilment, their entire and responsible participation in the life, the cultural wealth of the whole of society.

They call on all the peoples and States to recognise in cultural diversity a factor for the enrichment of the European identity.

They uphold the Council of Europe's efforts designed to promote initiatives likely to contribute to a better mutual understanding and knowledge, with a view to peaceful coexistence between peoples and national minorities.

They also pledge their support for the implementation by the Council of Europe, and in particular by the Council for Cultural Co-operation, of a course of action - both pragmatic and interdisciplinary - on behalf of democracy, human rights and minorities in Europe.

Provided there is a genuine desire for peace and to establish a dialogue, it is through non-violent solutions and practical action in the field that it will be possible to triumph in the fight against racism, intolerance and xenophobia, in the decompartmentalisation of different communities and the development of a common body of experience.

4.3 FINAL RESOLUTION

The European Ministers responsible for Cultural Affairs, meeting in Paris on 15 and 16 October 1992 for their 7th Conference,

Applauding the innovatory initiative on the part of the host country in arranging for their Conference to be preceded by the encounter of artists and intellectuals, under the heading "Greater Europe in Paris",

Conveyed their warm thanks to the French authorities for their generous hospitality and their effort in assuring that the Conference proceeded smoothly,

Thanked the Hungarian Government for offering to host the 8th Conference.